

**Évaluation portant sur l'axe 4
« Pour une biodiversité durable »
du Programme Opérationnel
FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020**

LIVRABLE FINAL : 18 juin 2020



TerrOïko



UNION EUROPEENNE

**RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE**

avec le Fonds européen de développement régional (FEDER)

Sommaire

SOMMAIRE	2
1. INTRODUCTION	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION	5
2. LES QUESTIONNEMENTS EVALUATIFS RETENUS	7
3. METHODOLOGIES ET SOURCES D'INFORMATIONS MOBILISEES	8
a. <i>Analyse documentaire</i>	8
b. <i>Entretiens</i>	8
c. <i>Enquête</i>	9
d. <i>Analyse quantitative</i>	9
e. <i>Étude de cas</i>	9
f. <i>Cartographie</i>	10
g. <i>Benchmark</i>	10
4. LIMITES A L'ÉVALUATION	12
2. REPONSES AUX QUESTIONS ÉVALUATIVES	14
1. FOCUS SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'AXE 4	14
a. <i>Objectif du programme</i>	14
b. <i>Focus sur l'état d'avancement</i>	17
1. EN QUOI LA FUSION DES RÉGIONS ET DES STRUCTURES A-T-ELLE IMPACTE LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET BIODIVERSITÉ DURABLE DU PO BOURGUIGNON ?	19
2. QUELS ENSEIGNEMENTS POURRONT-ÊTRE EXTRAITS, EN TERME DE BIODIVERSITÉ DURABLE, EN VUE DE LA FUTURE PROGRAMMATION ?	20
a. <i>Typologie des actions</i>	20
b. <i>Le FEDER, un levier pour pérenniser les démarches en faveur de la biodiversité</i>	22
3. DANS QUELLES MESURES LES ÉVOLUTIONS OBSERVÉES AU NIVEAU DE LA BIODIVERSITÉ DURABLE PEUVENT-ELLES ÊTRE RELIÉES À L'INTERVENTION DU FEDER ?	27
a. <i>Suivi de la biodiversité bourguignonne</i>	27
b. <i>Étude de cas par simulation</i>	29
4. EN QUOI L'AXE 4 A-T-IL CONTRIBUE À LA RESTAURATION ET À LA CONSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES BOURGUIGNONS ?	34
a. <i>Une contribution sur différents écosystèmes</i>	34
b. <i>Une faible représentation des actions de restauration</i>	35
c. <i>Une répartition spatiale hétérogène à l'échelle de la Bourgogne</i>	36
d. <i>Une connaissance sur l'ensemble de la région</i>	37
5. L'ANIMATION FINANCÉE AU TITRE DE L'AXE A-T-ELLE PERMIS L'ÉMERGENCE ET L'ENGAGEMENT DE TRAVAUX EN FAVEUR DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE ?	39
6. JUSQU'À QUEL POINT LES ACTIONS FINANCÉES EN MATIÈRE DE PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE RESTAURATION DE LA TRAME VERTE ET BLEUE ONT-ELLES PARTICIPÉ À L'ATTEINTE DES CIBLES DES	

INDICATEURS ? COMMENT LES ACTIONS NON CONTRIBUTRICES AUX INDICATEURS PARTICIPENT-ELLES NEANMOINS A LA PRESERVATION ET A LA RESTAURATION DE LA TRAME VERTE ET BLEUE ?	41
a. <i>Indicateurs initiaux</i>	41
b. <i>Actions non contributrices à l'indicateur CO23</i>	43
c. <i>Spécificité des actions financées dans le cadre de l'Observatoire Régional de la Biodiversité</i> ..	46
7. EN QUOI LA PARTICIPATION DE L'EUROPE PERMET-ELLE UNE PLUS-VALUE EN TERME DE PROTECTION ET DE RESTAURATION DE LA TRAME VERTE ET BLEUE ?	50
8. L'INTERVENTION DES FONDS EUROPEENS EN MATIERE DE BIODIVERSITE DURABLE RESTE-T-ELLE PERTINENTE AU REGARD DES DIFFERENTS FINANCEMENTS, EN FONCTION DU TYPE DE PROJET : FONCTIONNEMENT OU INVESTISSEMENT ?	52
a. <i>Le FEDER, un effet levier indéniable</i>	52
b. <i>Financement du fonctionnement par le FEDER</i>	54
9. L'AXE 4 « POUR UNE BIODIVERSITE DURABLE » EST-IL COHERENT AVEC LES AUTRES AXES DU PROGRAMME OPERATIONNEL CONCERNANT LA PRISE EN COMPTE DE L'ASPECT ENVIRONNEMENTAL ET AVEC LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL FEADER ?	55
10. L'INTERVENTION DU PO FEDER-FSE S'INSCRIT-ELLE DANS LA MESURE N°9 DE LA STRATEGIE DE MANDAT DE LA REGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE, A SAVOIR « VALORISER ET PROTEGER LA BIODIVERSITE ET LE PATRIMOINE NATUREL DE NOTRE REGION » ? L'ARTICULATION AVEC L'ACTION REGIONALE VA-T-ELLE DANS LE SENS DE LA VOLONTE EUROPEENNE ?	57
a. <i>Le PO FEDER-FSE, la stratégie de mandat de la Région et l'objectif thématique Environnement de la stratégie Européenne</i>	57
b. <i>Le PO FEDER-FSE, la stratégie de mandat de la Région et les autres objectifs thématiques de la stratégie Européenne</i>	59
c. <i>Cas particulier du financement des associations</i>	59
3. PISTES DE REFLEXION	61
1. ÉLÉMENTS DE BENCHMARK	61
a. <i>Contexte</i>	61
b. <i>Bilan du benchmark pour les perspectives et recommandations</i>	68
2. PISTES DE REFLEXIONS ET RECOMMANDATIONS POUR 2021-2027	69
a. <i>1 Pistes de réflexion</i>	69
b. <i>Recommandations</i>	70
4. ANALYSES DETAILLEES	74
1. SYNTHÈSE DES RESULTATS DE L'ENQUÊTE.....	74
a. <i>Panel des acteurs de la biodiversité mobilisant du FEDER</i>	74
b. <i>Usage du FEDER-FSE</i>	75
c. <i>Dépenses éligibles, taux d'intervention et instruction des dossiers</i>	76
d. <i>Effet levier et impact du FEDER-FSE</i>	77
e. <i>Cohérence de l'axe 4 du FEDER avec les autres politiques (autres axes FEDER, FEADER, etc)</i> ..	78
f. <i>Articulation entre financeurs de la biodiversité</i>	78

<i>g. Fusion des Régions Bourgogne et Franche-Comté</i>	79
<i>h. Améliorer l'efficacité entre structures porteuses et financeurs régionaux</i>	80
<i>i. Incertitudes sur la pérennisation du PO actuel et son extension à la Franche-Comté</i>	81
<i>j. Bénéfices et limites d'un fonctionnement par appel à projets</i>	82
<i>k. Transversalité des projets</i>	83
<i>l. Animation et simplification des démarches d'instruction</i>	83
<i>m. Amélioration de l'impact du FEDER</i>	84
<i>n. Conclusions sur les 10 questions évaluatives</i>	85
5. ANNEXES	88
1. ENQUETE	88
<i>a. Méthodologie</i>	88
<i>b. Acteurs interrogés pour les entretiens</i>	89
<i>c. Questionnaires</i>	90
2. DOSSIERS DE LA BASE DE DONNEES SYNERGIE UTILISEES POUR L'ANALYSE QUANTITATIVE	95
3. BIBLIOGRAPHIE	98
<i>a. Rapports</i>	98
<i>b. Sites internet</i> :	99

1. INTRODUCTION

1. Contexte et objectifs de l'évaluation

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite « loi MAPTAM », a confié aux Régions le rôle d'autorité de gestion des Fonds Européens. Historiquement, ces fonds étaient, dans l'ancienne Région Bourgogne, gérés au niveau de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et **contenaient un axe biodiversité à part entière**. Cette structuration a été conservée lors du transfert de compétence à l'ancienne Région Bourgogne. Aussi, le programme opérationnel FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020 dispose d'un axe « **pour un biodiversité durable** », objet de la présente évaluation.

Les anciennes Régions **Bourgogne et Franche-Comté ont fusionné en 2016**. Cependant, les 2 programmes opérationnels FEDER-FSE 2014-2020 perdurent respectivement sur les territoires de l'ex Bourgogne et de l'ex Franche-Comté.

La Région Bourgogne-Franche-Comté, est autorité de gestion des fonds européens qui lui sont confiés vis-à-vis de la Commission Européenne. Conformément au règlement de l'Union Européenne en matière de FEDER/FSE (règlement n°1303/2013), une évaluation de l'axe 4 « Pour une biodiversité durable » du PO FEDER/FSE Bourgogne 2014-2020 est prévue dans le cadre du plan d'évaluation élaboré à l'échelle du programme afin d'**estimer l'impact du programme sur la biodiversité et les milieux aquatiques**.

Plusieurs indicateurs ont été mis en place et renseignés tout au long de la période 2014-2020¹. Ces indicateurs sont les suivants :

- Nombre de projets aidés par le FEDER ayant pour objet la préservation ou la restauration des réservoirs et corridors (n°BOO6).
- Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation (n°CO23). Il s'agit d'un indicateur du cadre de performance.
- Surface du territoire couvert par une démarche de gestion (de la ressource en eau) (n°IRI2). S'agissant d'un indicateur de résultat, celui-ci ne permet pas de mesurer spécifiquement les impacts du FEDER sur le territoire. Il n'est donc pas repris dans la suite de la présente évaluation. Il est à noter que la valeur de cet

¹ Guide des indicateurs du PO FEDER-FSE 2014-2020 Bourgogne. Juin 2018. page 128.

indicateur en 2019 est de 24 00 km². La cible pour 2023 est de 21 800 km². Elle est donc déjà atteinte.

L'évaluation doit permettre de répondre à plusieurs objectifs clairement identifiés :

- L'identification et la quantification des réalisations du programme,
- La mesure de l'effet levier du FEDER,
- L'analyse des effets du programme sur la préservation et la restauration de l'environnement,
- L'identification des limites de l'axe,
- La préconisation d'actions en vue de l'amélioration continue du programme opérationnel

Ainsi, cette évaluation doit permettre d'ajuster, si nécessaire, le programme pour renforcer son efficacité, mais également d'alimenter la prochaine programmation.

Le présent document constitue le rapport final qui a pour but de présenter les résultats et les conclusions sur l'évaluation portant sur l'axe 4 « Pour une biodiversité durable » du programme opérationnel FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020.

2. Les questionnements évaluatifs retenus

Les questions évaluatives retenues sont décrites dans le tableau ci-dessous.

REGISTRE	QUESTIONS ÉVALUATIVES
MISE EN ŒUVRE	
Mise en œuvre	En quoi la fusion des Régions et des structures a-t-elle impacté la mise en œuvre du volet biodiversité durable du PO bourguignon ?
	Quels enseignements pourront être extraits, en termes de biodiversité durable, en vue de la future programmation ?
IMPACT	
Efficacité	Dans quelles mesures les évolutions observées au niveau de la biodiversité durable peuvent-elles être reliées à l'intervention du FEDER ?
	En quoi l'axe 4 a-t-il contribué à la restauration et à la conservation des écosystèmes bourguignons ?
	L'animation financée au titre de l'axe a-t-elle permis l'émergence et l'engagement de travaux en faveur de la continuité écologique ?
	Jusqu'à quel point les actions financées en matière de préservation de l'environnement et de restauration de la trame verte et bleue ont-elles participé à l'atteinte des cibles des indicateurs ? Comment les actions non-contributrices aux indicateurs participent-elles néanmoins à la préservation et à la restauration de la trame verte et bleue ?
Pertinence	En quoi la participation de l'Europe permet-elle une plus-value en termes de protection et de restauration de la trame verte et bleue ?
	L'intervention des fonds européens en matière de biodiversité durable reste-t-elle pertinente au regard des différents financements, en fonction du type de projet : fonctionnement ou investissement ?
Cohérence	L'axe 4 « Pour une biodiversité durable » est-il cohérent avec les autres axes du programme opérationnel concernant la prise en compte de l'aspect environnemental et avec le programme de développement rural FEADER ?
	L'intervention du PO FEDER-FSE s'inscrit-elle dans la mesure n°9 de la stratégie de mandat de la Région Bourgogne-Franche-Comté, à savoir « valoriser et protéger la biodiversité et le patrimoine naturel de notre Région » ? L'articulation avec l'action régionale va-t-elle dans le sens de la volonté européenne ?

3. Méthodologies et sources d'informations mobilisées

Afin d'aborder l'ensemble des questions évaluatives, la méthodologie mise en œuvre combine différentes approches et sources de données. L'évaluation repose principalement sur les outils suivants :

a. Analyse documentaire :

L'objectif est d'appréhender de façon exhaustive l'ensemble des données existantes sur le programme opérationnel. Cette analyse ne se veut pas un simple recensement des données existantes. Elle est utilisée pour la réalisation des autres approches méthodologiques (entretiens-enquêtes, analyse quantitative, benchmark, étude de cas, cartographie). Dans un premier temps, il s'agit de connaître le contexte en analysant les documents en lien direct avec l'axe 4 du programme opérationnel FEDER/FSE Bourgogne 2014-2020 (RAMO, Guide des indicateurs du PO,...) ou plus généraux (SRCE, SRCAE, SRB,...). Puis, dans un second temps, d'étudier les actions financées par le programme par l'analyse de la base de données Synergie.

b. Entretiens :

L'approche sociologique retenue qui entre dans le cadre de la facilitation territoriale, est celle de l'audit patrimonial. Il se structure autour d'une grille appelée IDPA :

- Identification de la situation, des acteurs et des problèmes :

Il s'agit d'appréhender la compréhension du sujet par la personne auditionnée et d'en préciser les activités et acteurs concernés. Il s'agit dans le cadre de l'évaluation de l'axe 4 du PO FEDER Bourgogne de faire identifier à la personne auditionnée, quels sont les enjeux sur la biodiversité en mettant l'accent sur les continuités écologiques, quels acteurs et activités interagissent avec ce sujet et en particulier, le rôle de la Région et du FEDER dans cet écosystème.

- Diagnostic de l'action engagée :

Il s'agit d'amener la personne auditionnée à évaluer des actions concrètes (qu'elle a pu mener ou dont elle a été partie prenante). La personne audité est aussi amenée à procéder à l'analyse du jeu d'acteurs (quels acteurs sont actifs ?, comment travaillent-ils ensemble ? etc)

- Prospective :

Il s'agit d'esquisser les évolutions possibles de la situation pour comprendre ce qui est en jeu aujourd'hui. Il est proposé à la personne audité de définir à quelle échelle

spatiale et temporelle il est pertinent d'agir et d'imaginer différents scénarios prospectifs (tendanciel, positif et négatif).

- Actions à mettre en œuvre :

À partir des enseignements pris au cours des trois premières étapes de l'entretien, la personne auditionnée détermine quelles actions pourraient être mises en œuvre (pour elle et pour d'autres acteurs).

L'analyse détaillée des entretiens est disponible page 74. La liste des personnes interrogées est disponible en annexe (page 89).

c. Enquête :

Les porteurs de projets du l'axe 4 du Programme Opérationnel FEDER/FSE Bourgogne 2014-2020 ont été sollicités pour obtenir des informations complémentaires et non-renseignées dans la base de données SYNERGIE pouvant permettre de répondre aux questions évaluatives et d'alimenter l'analyse quantitative (recueil des données fines sur l'état de la biodiversité, méthodes d'analyses,...). Il s'agissait également de co-construire avec les porteurs de projet la méthode d'analyse par simulation (choisir les actions, affiner l'occupation du sol, choisir les espèces cibles). Concrètement, les porteurs de projets ont été sollicités par courriel ou par téléphone par TerrOïko entre octobre et décembre 2019 pour transmettre ces données complémentaires.

d. Analyse quantitative :

L'analyse quantitative vise à fournir des arguments fiables et objectifs sous forme de graphiques ou variables chiffrées. Il s'agit d'analyser les données recueillies dans l'analyse documentaire et dans les enquêtes. Elle permet de répondre aux questions évaluatives à partir des données relatives aux indicateurs de réalisation, aux indicateurs de résultats et autres données statistiques disponibles.

Dans le cadre de cette étude, les données proviennent essentiellement de la base de données SYNERGIE complétées par des enquêtes auprès des porteurs de projets.

e. Étude de cas :

En complément des éléments utiles des autres modalités méthodologiques (analyse documentaire, analyse quantitative, entretiens, enquêtes...), l'étude de cas est une analyse écologique approfondie d'un échantillon de projets de restauration ayant bénéficié du soutien de l'axe. Elle vise à estimer l'effet des actions financées par le

FEDER sur la fonctionnalité écologique des milieux concernés par celles-ci, à partir de simulations de la vie des espèces réalisées avec SimOïko.

SimOïko est un logiciel qui permet de simuler la vie des espèces à partir des connaissances sur leurs traits d'histoire de vie (données issues des études en biologie ou génétique des populations, écologie comportementale, physiologie et biologie animales et végétales,...) et de la description du milieu physique dans lequel elles vivent (occupation du sol).

La sélection des études de cas s'est faite au fil de l'eau en fonction des données disponibles et en maximisant l'hétérogénéité entre les types de porteurs de projets et les milieux ou espèces ciblés. Les projets ayant fait l'objet d'une étude avec SimOïko sont :

- Restauration de mares par l'Office National des Forêts
- Restauration de pelouses sèches par la Communauté de communes Gevrey-Chambertin Nuits-Saint-Georges
- Restauration de pelouses sèches par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne
- Protection des nids de busards cendrés par la Ligue pour la Protection des Oiseaux

f. Cartographie :

Il s'agit du support cartographique permettant d'illustrer et d'argumenter des actions engagées pour la biodiversité durant le programme opérationnel FEDER-FSE.

Dans un premier temps, l'ensemble des actions ont été spatialisées en utilisant les informations collectées grâce aux autres modalités méthodologiques (analyse documentaire, entretiens...). Cela permet de disposer d'une vision spatialisée de la répartition des actions sur le territoire bourguignon.

Dans un deuxième temps, les données ont été croisées avec la trame verte et bleue (TVB) régionale (Schéma Régional de Cohérence Ecologique - SRCE) pour voir si les actions se situent sur un réservoir de biodiversité, un corridor ou une discontinuité. Elle permet d'analyser comment les actions s'intègrent dans la planification territoriale de la trame verte et bleue.

g. Benchmark :

Le benchmark sert à compléter l'évaluation et les perspectives en recherchant les bonnes pratiques transposables depuis d'autres Régions. Le benchmark sera utilisé

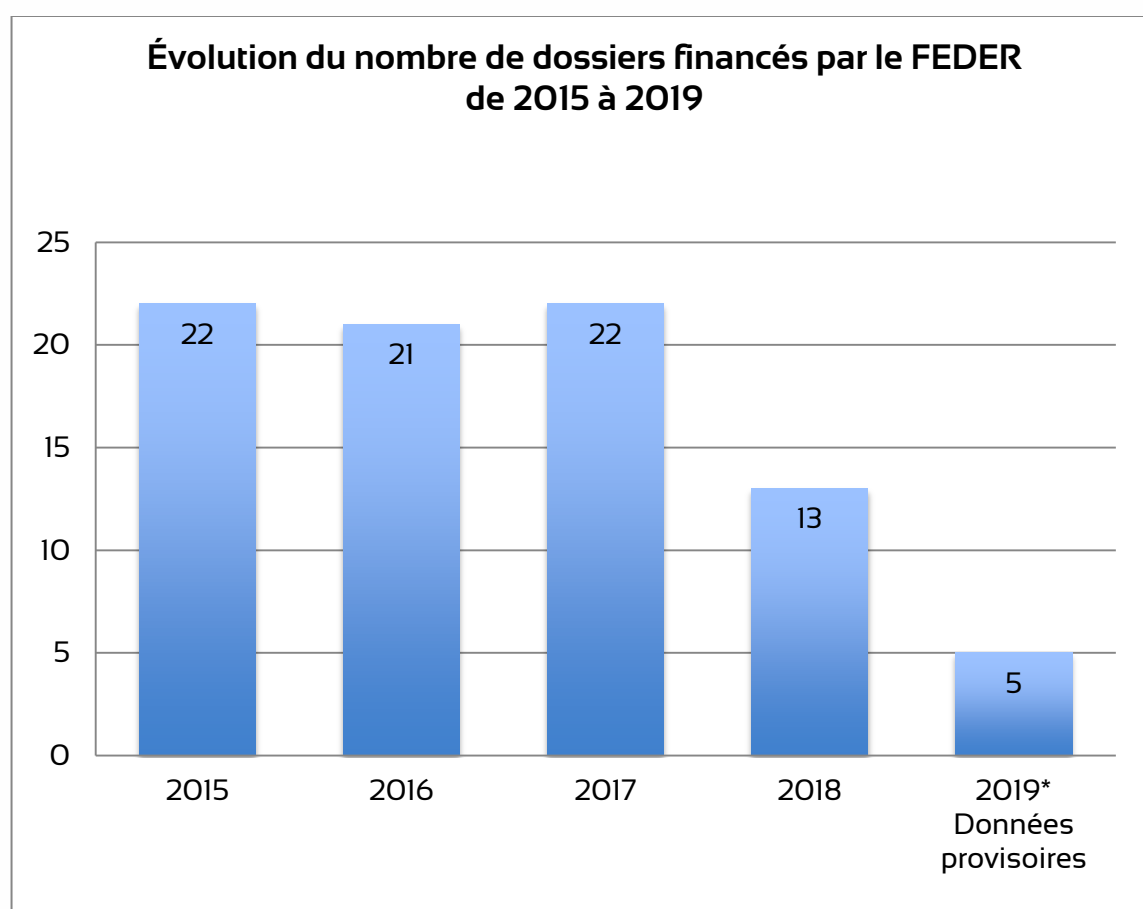
pour affiner la réponse aux questions évaluatives pour lesquelles les données disponibles à l'échelle de la Bourgogne ne permettent pas de répondre. Les Régions ayant mis en place des programmes similaires pourront être contactées par courriel ou téléphone (Inter région Massif Central, Hauts-de-France, Normandie, Occitanie et Bretagne).

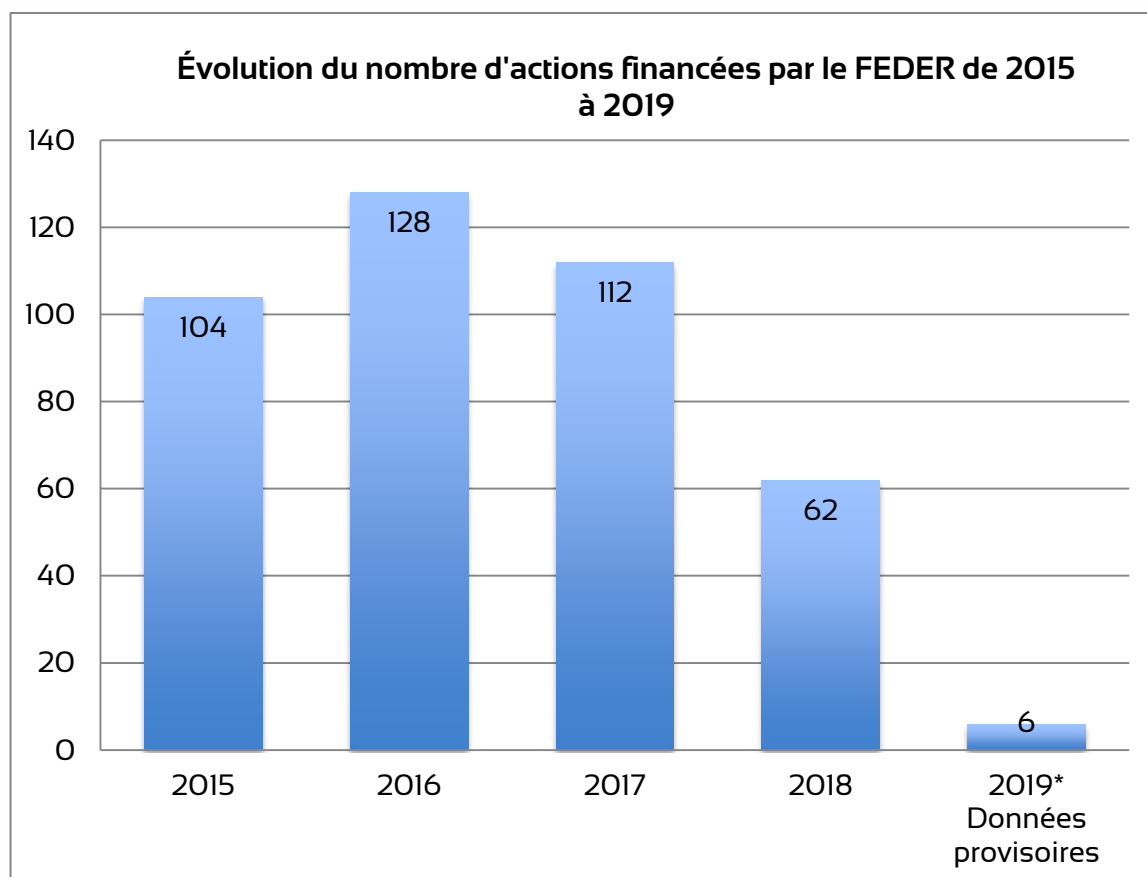
4. Limites à l'évaluation

L'analyse a pour but d'évaluer les actions financées par le FEDER dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020 pour une biodiversité durable. Les informations sur les dossiers et les actions sont issues de la base de données SYNERGIE. Les résultats de l'évaluation portent sur l'état de renseignement de la base de données au **16 janvier 2020**.

Au 16 janvier 2020, la base contient 96 dossiers qui sont listés en annexe de ce document. Parmi ces 96 dossiers, 14 sont en attente du comité décisionnel et 7 n'ont finalement pas reçu de financement de la part du FEDER. Seules les **406 actions** présentées dans les **75 dossiers** restant ont été prises en compte dans l'analyse suivante.

Les données concernant l'année 2019 sont incomplètes. En effet, au moins 14 dossiers portant sur des actions réalisées en 2019 sont en attente du comité décisionnel (voir la liste des dossiers en annexe page 95) et des nouveaux dossiers ne cessent d'être renseignés dans la base de données. Les dossiers portant sur des actions réalisées sur deux années sont comptabilisés deux fois (une fois dans chaque année).





2. REPONSES AUX QUESTIONS ÉVALUATIVES

1. Focus sur l'état d'avancement de l'axe 4

a. Objectif du programme

L'objectif spécifique de l'axe 4 est de préserver et restaurer la **trame verte et bleue** (OS 4.1) en :

- Passant d'une stratégie de protection de sites remarquables à la **préservation de réseaux écologiques**.
- Constituant un **Observatoire Régional de la Biodiversité** qui doit permettre d'éclairer la prise de décision.

La trame verte et bleue est un outil de préservation de la biodiversité par sa prise en compte dans les **outils de planification** et les **projets d'aménagement**. Plus précisément, il s'agit d'identifier et de protéger les espaces :

- Dans lesquels la biodiversité est la plus riche et où le maximum d'espèces peuvent effectuer leur cycle de vie (reproduction, survie,...). Ces espaces sont nommés les **réservoirs de biodiversité**.
- Permettant aux espèces de se déplacer entre les réservoirs de biodiversité. Ces espaces sont nommés les **corridors écologiques**. Les espaces qui ne le permettent pas sont nommés des **discontinuités**.



Pour atteindre l'objectif de préserver et restaurer la trame verte et bleue plusieurs types d'actions ont été financées. Elles sont présentées dans le tableau ci-dessous².

Type	Bénéficiaires	Description
Animation	Collectivités locales et leurs groupements ayant la compétence, structures porteuses de Pays couvrant l'ensemble du bassin versant ou pilote d'un contrat de bassin	Il s'agissait des postes dont une partie du temps de travail est consacrée à la maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre ou l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'actions pour le rétablissement des continuités écologiques.
Rétablissement des continuités écologiques et sédimentaires	Collectivités locales et leurs groupements ayant la compétence, structures porteuses de Pays, organismes consulaires, associations, propriétaires privés, sociétés délégataires de service public	Il s'agissait de financer les frais liés aux études, de travaux et de communication d'opérations d'arasement ou dérasement d'ouvrage sur rivière et de préservation de la qualité morphologique des cours d'eau.
Mutualiser, structurer et valoriser les connaissances sur la biodiversité régionale	Collectivités et leurs groupements, associations, établissements publics, groupements d'intérêt public	L'objectif était de mutualiser et de structurer l'information naturaliste produite, pour obtenir une vision globale des connaissances disponibles ou manquantes, et faciliter l'analyse.

² Pour plus d'information se reporter au document PO FEDER-FSE 2014-2020 : vade-mecum de l'instruction.

Préserver les espèces, leur population et leur diversité	Collectivités et leurs groupements, associations, établissements publics, groupements d'intérêt public	Il s'agissait de financer les plans de conservation, l'élaboration des programmes d'intervention et l'animation sur des actions de préservation des espèces.
Préservation et restauration de la trame verte régionale : études, travaux et actions d'accompagnement	Collectivités et leurs groupements, associations, établissements publics, groupements d'intérêt public	Il s'agissait de financer les études préalables, les documents de gestion, les travaux, la communication et l'animation liés aux rétablissements de la trame verte.

b. Focus sur l'état d'avancement

Cette partie vise à fournir une vue d'ensemble du programme qui est ensuite décrite de manière détaillée dans le reste du rapport d'évaluation.

A l'issue du dernier CRP du 27 décembre 2019, l'axe 4 affiche un niveau de progression modéré mais les objectifs devraient être atteints pour 2023³ :

- L'axe bénéficie d'une enveloppe de 9,9 millions d'euros de FEDER, dont 6,8 millions d'euros⁴ ont été dépensés (taux de programmation = 69%).
- **Indicateur BOO6** : 91 projets de préservation de réservoirs et corridors ont été aidés sur les 138 ciblés pour 2023 (taux de programmation = 66%).
- **Indicateur CO23** : 4 164,56 ha d'habitat ont bénéficié d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation sur les 12 000 ha ciblés pour 2023 (taux de programmation de 34,7%). Cet indicateur devrait être réalisé à 90% d'ici 2023 liés à l'apport de nouvelles surfaces gérées dans le cadre de la fusion des Communautés de communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges.

Les principaux points qui ressortent de l'évaluation sont :

- **Le FEDER est une contribution essentielle aux politiques « biodiversités » en Bourgogne.** Il représente un **effet levier très significatif** pour permettre de finaliser le financement de projets. Ainsi, 1 euro de FEDER permet de mobiliser 3,24 euros de projet. Le FEDER représente en moyenne 38% de la part des aides financières pour les projets dans lequel il intervient. Cette part monte même à 73% concernant les projets d'acquisition foncière.
- L'articulation des financements FEDER autour de la **trame verte et bleue** permet la préservation et la restauration de réseaux écologiques complets plus à même d'avoir un effet significatif sur la biodiversité. **Cette articulation a très bien fonctionné** puisque la totalité des projets soutenus par le FEDER ont eu pour objet la préservation ou la restauration de la trame verte et bleue.
- **Il existe un déséquilibre entre le financement de l'amélioration et la diffusion de la connaissance et d'animation** (74% du budget total) et le **financement**

³ L'étude se base sur les informations disponibles dans la base de données SYNERGIE au 16 janvier 2020. A cette date 4,8 millions d'euros ont été dépensés et validés au 19 janvier 2020 (taux de programmation = 48%) et 6,2 millions d'euros en comptabilisant les dépenses non encore validées (taux de programmation = 63%). Il y avait 96 dossiers dont 75 étaient validés et ont donc été retenus pour l'analyse (taux de programmation 54%). Les autres sont constitués de 4 projets abandonnés, 14 en attentes et 3 validés mais avec un financement égale à 0 euros. Sur les 75 dossiers évalués 1851,4 ha sont réalisés, 419,13 conventionnés et 126 ha sont prévus. Le dossier BG0019756 fait partie des projets non prise en compte mais il contient 1018,19 ha.

⁴ 6 836 409 euros

d'acquisition foncière ou de restauration (26% du budget total). Ce déséquilibre apparaît éloigné des objectifs de l'Europe d'après les personnes interrogées lors des entretiens. De plus, cela a entraîné une dépendance financière d'une grande partie des acteurs associatifs (augmentation de la masse salariale) vis-à-vis du FEDER qui engage leur stabilité financière et leur pérennité. Cependant, il est souligné par les acteurs auditionnés **l'importance de financer la connaissance et l'animation territoriale** pour permettre **l'émergence de projets de restauration**.

- Le FEDER a financé en grande partie des actions d'amélioration des connaissances, d'animation territoriale et de communication **qui ne sont pas contributrices à l'indicateur CO23**⁵. De plus, les actions de restauration ou de gestion peuvent concerner des habitats **difficilement quantifiables en terme surfacique** (haies, gîtes, nichoirs, obstacles à l'écoulement de l'eau en rivières, etc). Pourtant l'ensemble de ces actions contribuent à la restauration des continuités écologiques. Il est à noter que le travail d'animation fourni par le service instructeur permettra de rattraper le retard et d'atteindre l'objectif fixé à 2023 pour cet indicateur.
- **Les projets ne disposent pas de suivis ou d'outils permettant d'évaluer leur impact direct sur la biodiversité**. Ainsi, seulement 2 actions bénéficient de tels suivis sur les 41 actions pour lesquelles cette évaluation aurait été pertinente.
- **Un manque de visibilité du FEDER** à la fois pour les porteurs de projets (porté à connaissance, processus de sélection, lourdeurs administratives) et pour les co-financiers (coordination).

Les pistes de réflexions principales sont :

- **Rééquilibrer la balance investissement – fonctionnement** en passant par des appels à projets plutôt que des financements au fil de l'eau.
- Mettre en place des cahiers des charges permettant de **financer l'intégralité du cycle de vie d'un projet** en intégrant les suivis nécessaires à son évaluation (état initial, actions, état final).
- **Coordonner les financements FEDER avec les autres sources de financement** afin de mieux cibler l'investissement sans pour autant baisser le niveau de **financement de l'animation et de la connaissance à l'échelle régionale** qui est primordiale à l'émergence de projet de restauration.

⁵ Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation

1. En quoi la fusion des Régions et des structures a-t-elle impacté la mise en œuvre du volet biodiversité durable du PO bourguignon ?

La fusion ne semble pas avoir impactée la mise en œuvre du volet biodiversité

L'axe 4 du Programme Opérationnel FEDER-FSE « Pour une biodiversité durable » présente la singularité d'être présent uniquement sur la partie bourguignonne de la nouvelle Région Bourgogne-Franche-Comté. En effet, la Franche-Comté ne disposait pas de FEDER pour la partie biodiversité avant la fusion des deux Régions contrairement à la Bourgogne.

Lors des entretiens, les personnes auditionnées ont pour la majorité mentionné la spécificité de l'existence d'un axe biodiversité uniquement sur la Région Bourgogne, mais n'identifient aucun impact de la fusion sur la mise en œuvre du PO en tant que porteur de projet ou financeur.

La fusion des Régions constitue, en revanche, une source de questionnement pour l'avenir et pour la nouvelle programmation dont l'impact est difficilement quantifiable aujourd'hui (enveloppe budgétaire, répartition spatiale des actions, concurrence intra-régionale,...). Il est également à noter qu'à l'échelle de la nouvelle Région, de nombreuses structures se sont ou vont s'engager dans une démarche de fusion entre Bourgogne et Franche-Comté. Les acteurs de structures associatives craignent comme conséquence de ces fusions :

- L'émergence d'enjeux de gouvernance
- Un accroissement des équipes salariales
- Un désengagement du bénévolat par manque d'ancrage local

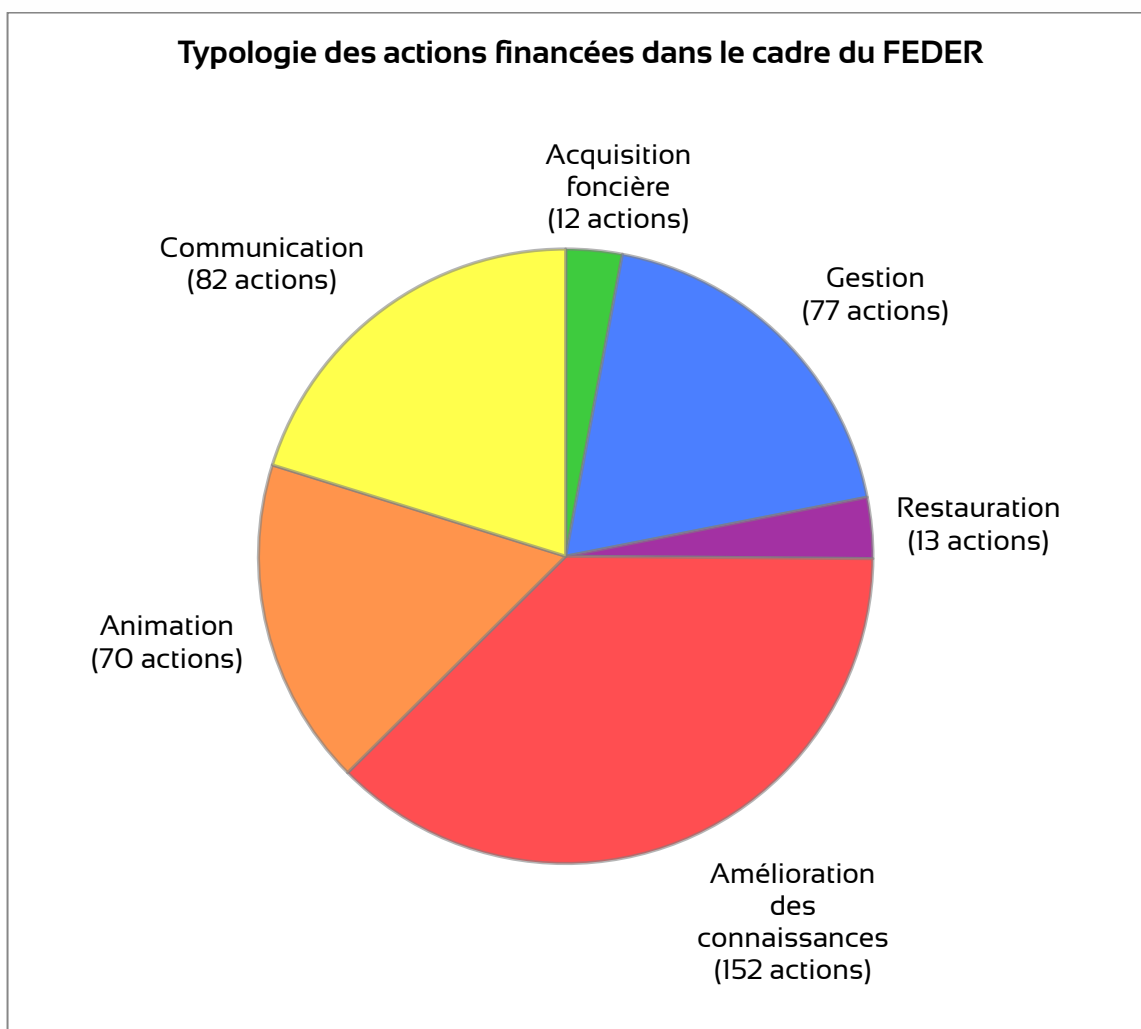
Il est à noter que la fusion a impliqué quelques retards sur la constitution d'un observatoire régional de la biodiversité, liés au besoin de fusionner les outils déjà existants dans les deux ex-Régions. Ces quelques freins ont été observés dans d'autres Régions à des degrés divers en fonction de l'existence d'un historique de coopération entre les anciennes Régions (Normandie, Haut-de-France, Occitanie).

2. Quels enseignements pourront-être extraits, en terme de biodiversité durable, en vue de la future programmation ?

Le FEDER a financé en majorité l'amélioration de la connaissance naturaliste, de la communication et de l'animation territoriale. Un rééquilibrage vers plus de financement pour des projets de restauration et de gestion est souhaitable. Cela passe par plus de visibilité auprès des porteurs de projets et plus de coordination avec les co-financeurs.

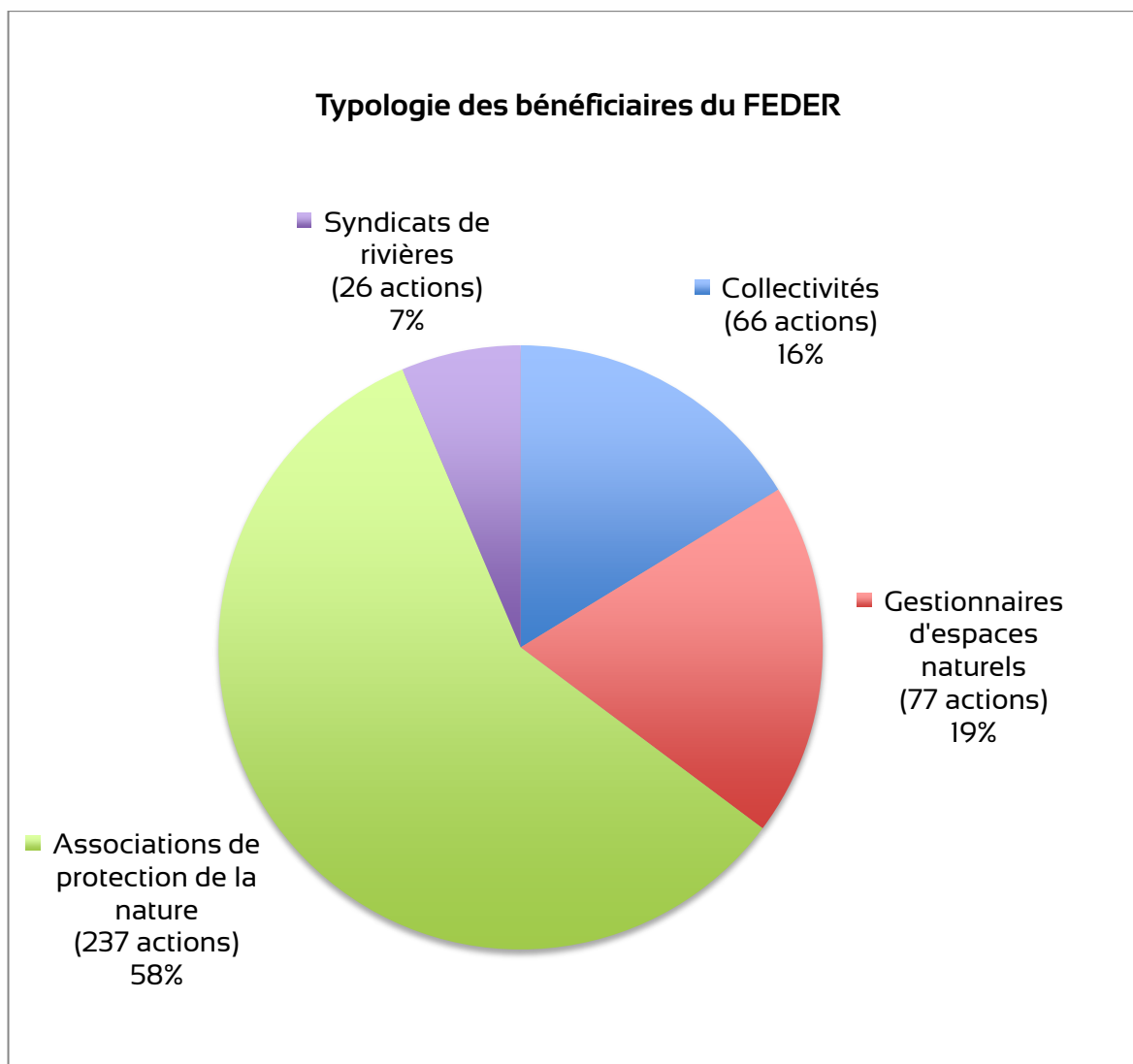
a. Typologie des actions

L'axe 4 a permis la réalisation de plus de **75 dossiers** contenant **406 actions**. Les actions étaient de nature diverse : amélioration des connaissances, animation, communication, gestion, acquisition foncière et restauration.



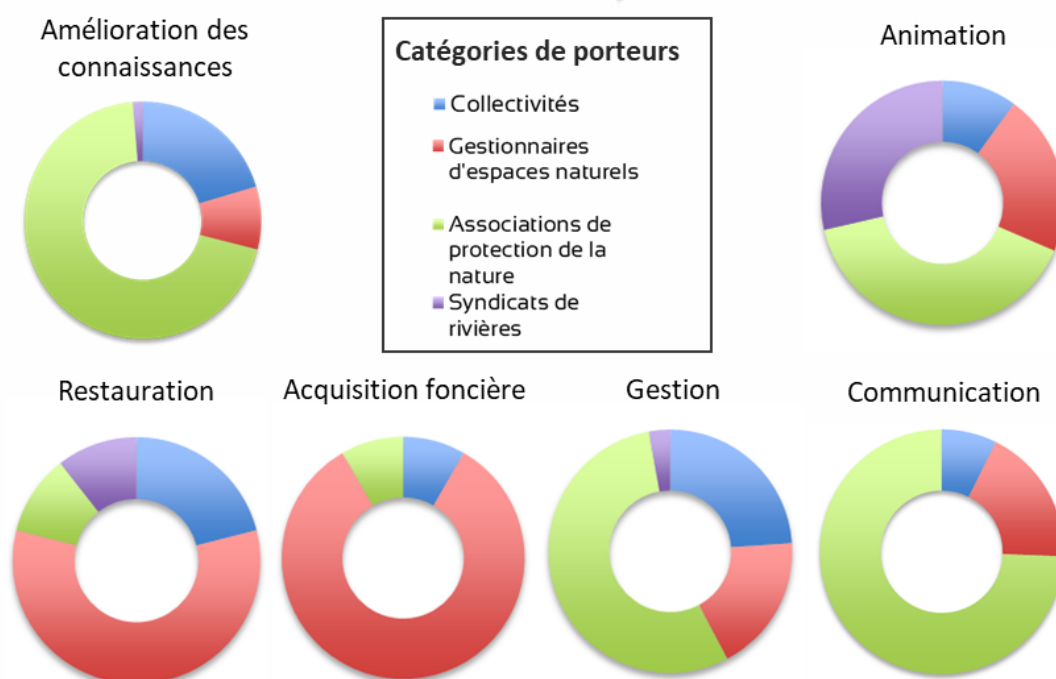
À ce jour, les porteurs de projets sont majoritairement les **associations de protection de la nature** et les **gestionnaires d'espaces naturels**, cibles prioritaires de ce financement. Les **collectivités territoriales** sont peu présentes principalement du fait du manque de

dynamisme sur le sujet et d'un manque de compétences internes sur cette thématique. Le dispositif n'excluait pas les **porteurs de projets privés** sans toutefois les viser expressément et sous réserves de garantir la pérennité des actions.



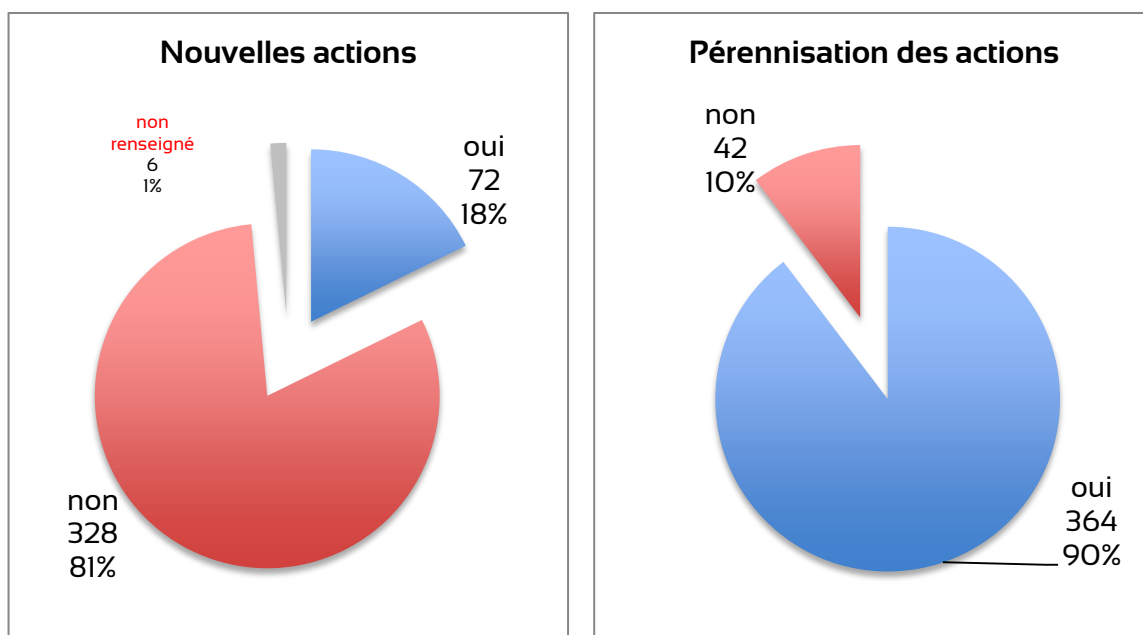
Les porteurs de projets varient en fonction des typologies d'actions. Ainsi, les **travaux** et **l'acquisition foncière** sont plutôt portés par les **gestionnaires d'espaces naturels** et **l'amélioration des connaissances**, la **gestion** et la **communication** se font plutôt par les **associations de protection de la nature**. Il est à noter qu'une partie des financements d'animation avait pour but de participer à l'émergence de travaux sur les continuités écologiques (pour plus d'informations se reporter au chapitre 5 de la page 39).

Répartition des porteurs par type d'actions



b. Le FEDER, un levier pour pérenniser les démarches en faveur de la biodiversité

Les porteurs de projets indiquent en majorité que les financements reçus dans le cadre du FEDER ont permis la **poursuite d'actions déjà existantes** et qui ont vocation à être poursuivies dans les années à venir. De même, ils déclarent que leurs actions réalisées dans le cadre du FEDER n'étaient pas nouvelles et qu'ils souhaitent les continuer après le FEDER (voir graphique page suivante). Les fonds FEDER s'inscrivent donc dans un **historique long de la conservation de la biodiversité bourguignonne** qui sera poursuivi suite à cette programmation.



Il est à noter que le nombre d'actions nouvelles n'est pas négligeable ce qui montre que le FEDER est également une source de financement permettant **l'émergence d'actions nouvelles** en faveur des continuités écologiques (voir graphique ci-dessus).

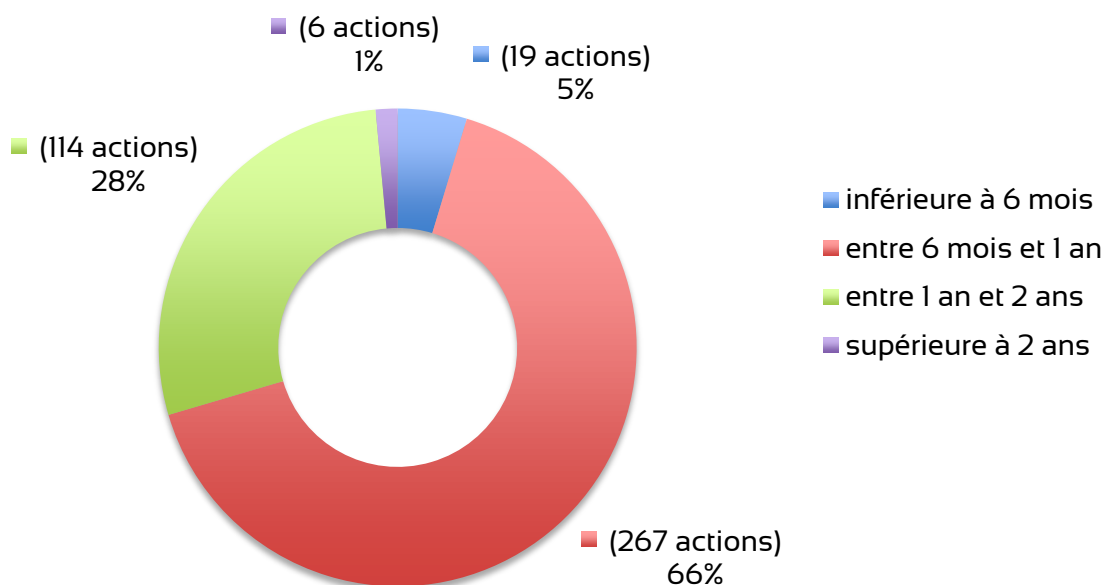
Le FEDER s'inscrit dans le financement d'actions de durées généralement courtes (inférieur à 1 an) mais comprises dans un **historique relativement long** de pratique en faveur de la biodiversité. La durée des actions est en moyenne sensiblement la même entre les différentes typologies d'actions.

La **pérennisation des actions déjà existantes** est un enjeu fort en biodiversité, domaine où la conception de projet et leur mise en œuvre demandent souvent beaucoup de temps.

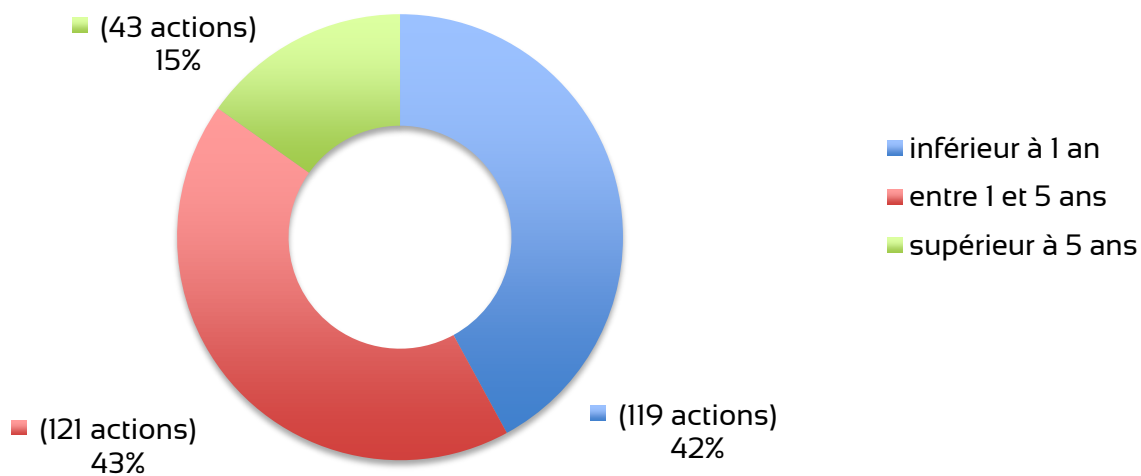
- **La restauration d'un réseau écologique demande souvent une succession d'actions dans le temps.** Par exemple, la restauration d'un réseau de pelouses sèches nécessite de pouvoir travailler à l'échelle d'un paysage en ciblant à la fois plusieurs pelouses et la matrice paysagère entre les pelouses. L'amélioration d'une pelouse aura des effets bénéfiques supplémentaires lorsque d'autres pelouses seront restaurées et que les habitats entre les pelouses permettront aux espèces de circuler librement (voir études de cas par simulation page 29).
- **La préservation des espèces peut passer par des actions à renouveler tous les ans.** Par exemple la préservation du busard cendré nécessite chaque année l'action de personnes pour protéger les nids jusqu'à l'envol des jeunes. En

l'absence de cette protection, l'espèce s'éteindrait à l'échelle de la Région (voir études de cas par simulation page 29).

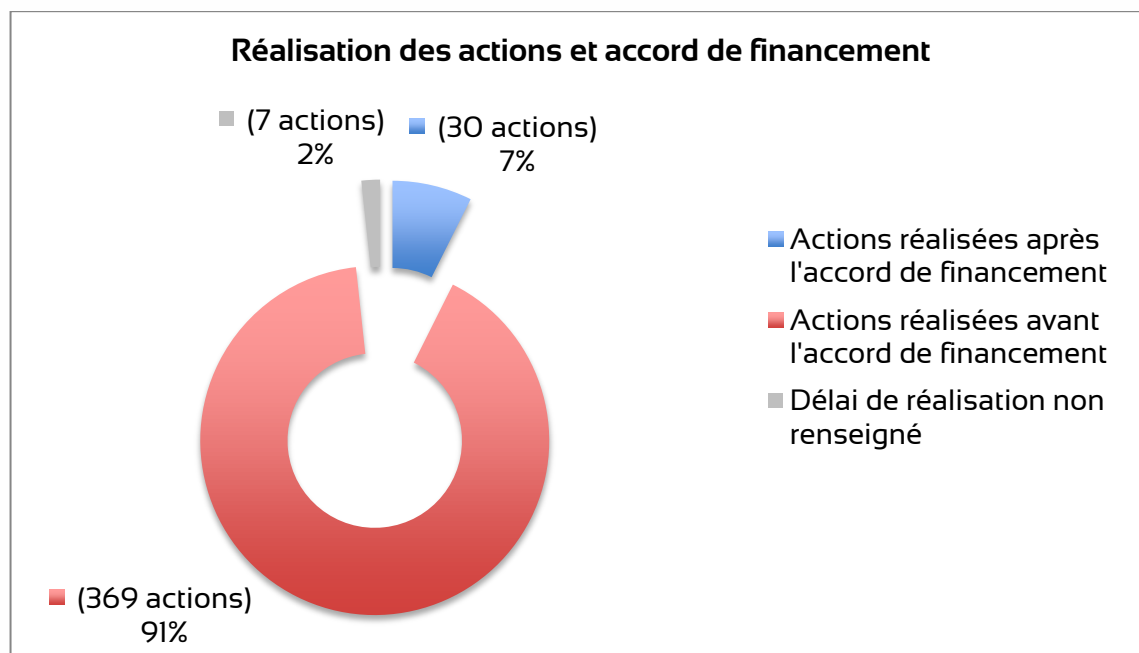
Durée des actions



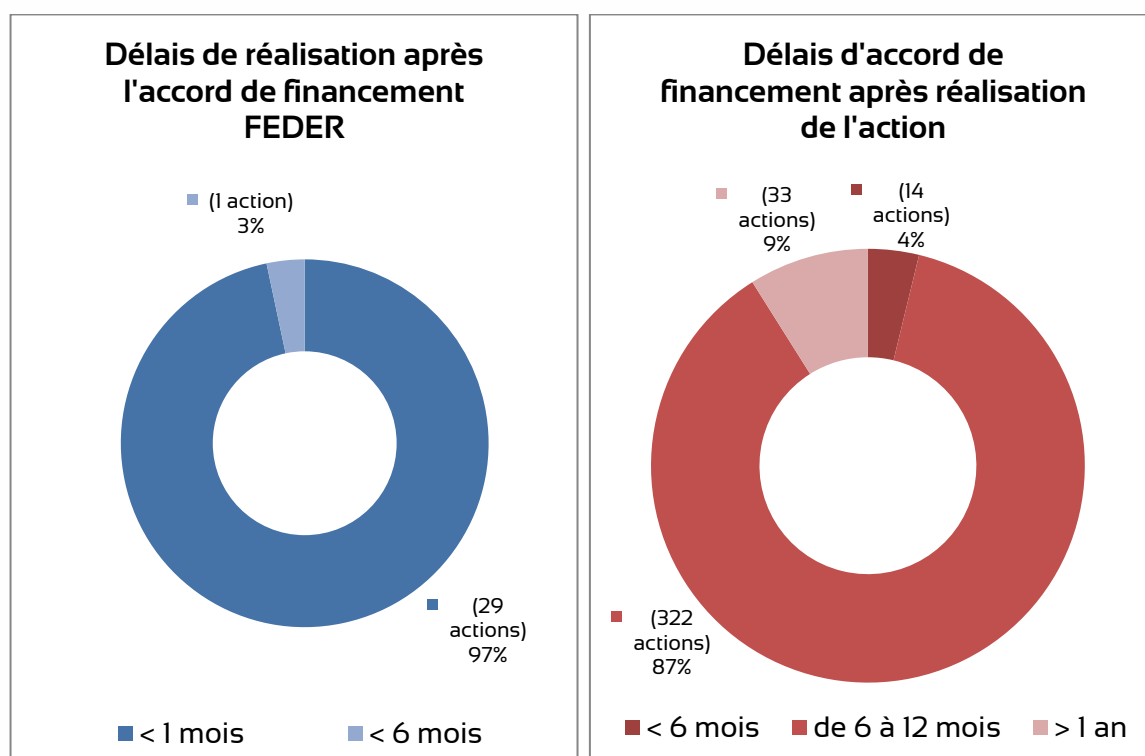
Historique des actions



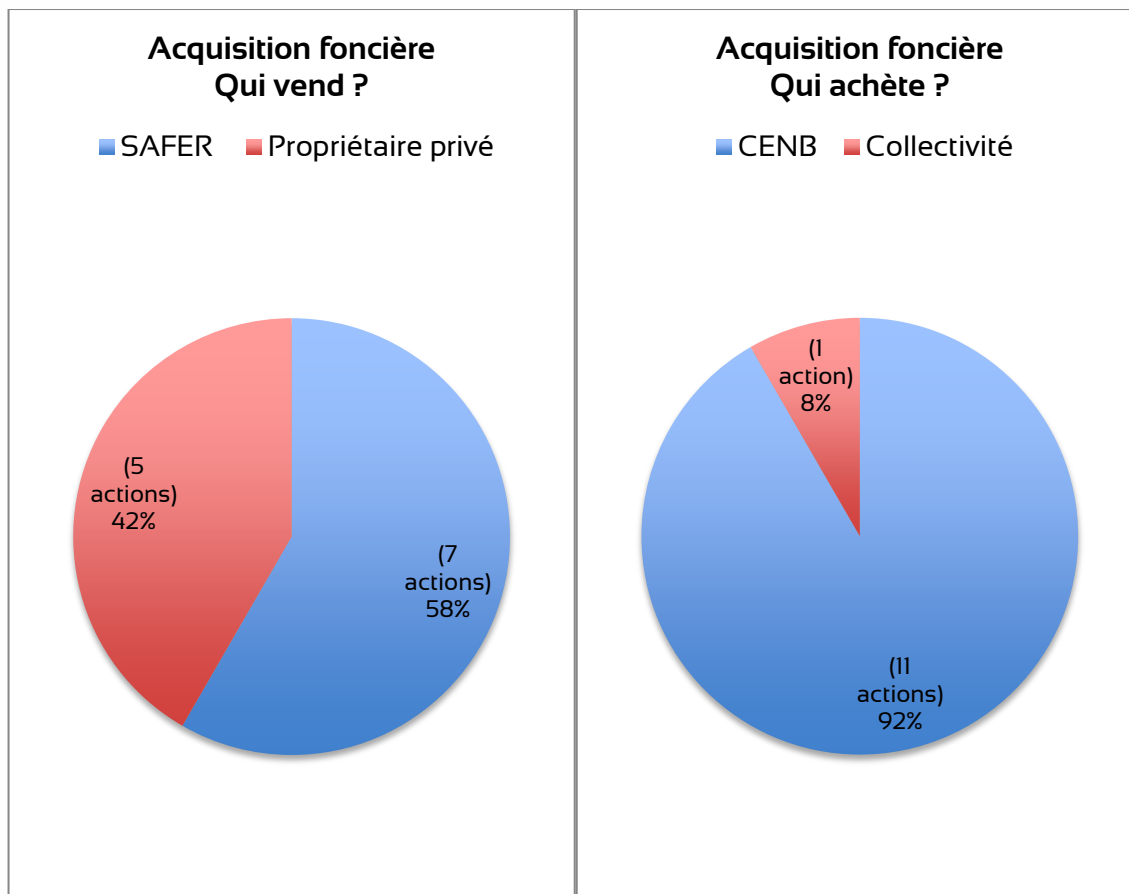
Dans la majorité des cas, les actions sont réalisées avant l'accord de financement. Ceci peut s'associer à des engagements préalables risqués pour les structures porteuses comme la signature d'un compromis de vente sans certitude d'éligibilité.



- Lorsque l'accord de financement précède l'action, le **délai de réalisation de l'action est très rapide** (supérieur à 1 mois dans plus de 97% des cas).
- Lorsque l'accord suit la réalisation de l'action, les délais d'accord sont un peu plus longs (87% des cas entre 6 mois et 12 mois).



La Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement rural (SAFER) et les propriétaires privés sont les principaux vendeurs de parcelles. L'acheteur est généralement le Conservatoire d'espaces naturels de Bourgogne, mais la commune d'Etaules a également acquis une parcelle de bois en 2016 à un propriétaire privé. Le prix a varié de 1 318€/Ha à 12 837€/Ha pour une moyenne de 4 079€/Ha. Les surfaces, quant à elles, varient de 1,3 Ha à 67 Ha pour une moyenne de 25 Ha.



3. Dans quelles mesures les évolutions observées au niveau de la biodiversité durable peuvent-elles être reliées à l'intervention du FEDER ?

Il est difficile en l'état des connaissances actuelles de pouvoir relier l'intervention du FEDER aux données sur la biodiversité. Il est à noter qu'il existe un manque de suivi de l'efficacité des actions sur la biodiversité. Ces suivis pourraient être intégrés dans les financements FEDER et inscrits dans les cahiers des charges.

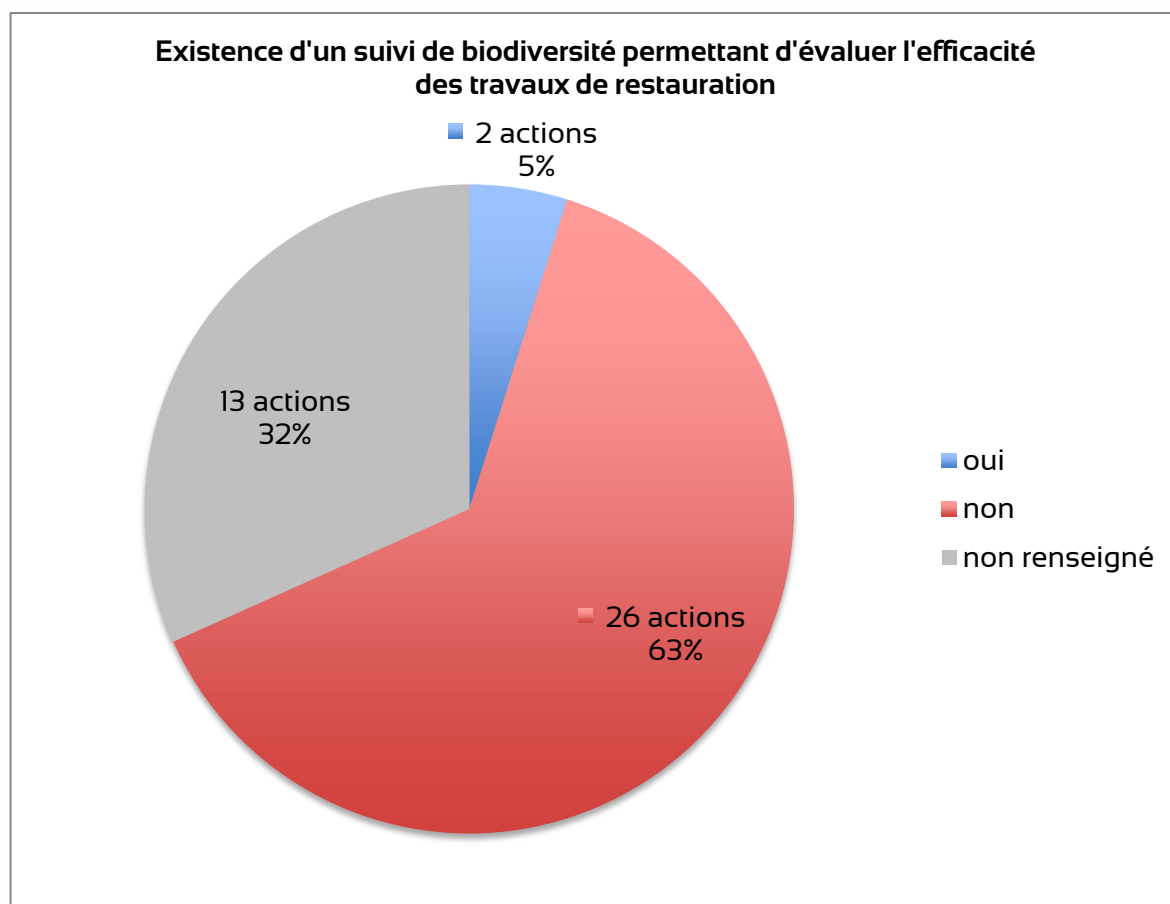
a. Suivi de la biodiversité bourguignonne

L'intervention du FEDER s'inscrit dans une volonté de participer à **l'amélioration concrète de la biodiversité bourguignonne**. Son évaluation repose sur l'existence de suivis de biodiversité standardisés en amont et en aval des actions financées par le FEDER. Cependant, de tels suivis demandent des délais et des budgets importants.

Les données actuellement disponibles **ne permettent pas de relier finement et quantitativement l'intervention du FEDER à une évolution positive de la biodiversité**.

- La majorité des actions de restauration **ne bénéficient pas de suivi** permettant d'évaluer l'efficacité des travaux de restauration.
- Les données d'inventaires à l'échelle de la Bourgogne ne permettent pas d'aboutir à des conclusions robustes sur l'évolution de la biodiversité.
- Les effets d'actions sur la biodiversité s'apprécient sur des temps plus longs que le programme.
- Il est difficile de quantifier la biodiversité.

Toutefois, les entretiens montrent que les acteurs du territoire établissent un lien entre les actions du FEDER et la **meilleure conservation de l'état écologique dans les habitats protégés**. Ils sont plus pessimistes concernant les milieux ordinaires, agricoles en particulier. Ils soulignent que l'amélioration des connaissances permet d'orienter l'action publique et in fine l'état de la biodiversité.



À notre connaissance, seul le site de Guillon bénéficie d'un suivi écologique permettant d'évaluer l'efficacité des travaux qui y ont été menés (actions du syndicat du Bassin du Serein). Il conclut à **une amélioration de la qualité biologique** même si celle-ci reste dans des classes moyennes. Ces mesures se basent sur l'estimation de la richesse spécifique et/ou de l'abondance de plusieurs groupes taxonomiques en particulier, des taxons sensibles à la pollution de l'eau.

Cours d'eau	Commune	Localisation	Station	Code Masse d'eau	Année	Qualité biologique					Qualité physico-chimique et paramètre(s) déclassant(s)	Qualité écologique et paramètre(s) déclassant(s)
						IBG (/20)	I ₂ M ₂ (/100)	IBMR (en EQR)	IBD (/20)	Résultante		
Le Serein	Guillon (89)	Amont de l'ancien seuil du pont de la RD 44	GUIL 1	FRHRS7	2015	20	51,80	0,7672	12,5	Moyenne	Moyenne (Ptot)	Moyenne (I ₂ M ₂ , IBMR et IBD)
					2017	20	60,73	0,773	12,7	Moyenne	Mauvaise (température)	Moyenne (IBD)
		Aval de l'ancien seuil du pont de la RD 44	GUIL 2		2015	19	69,22	0,7359	13,6	Moyenne	Moyenne (Ptot)	Moyenne (IBMR et IBD)
					2017	20	74,16	0,781	14,5	Bonne	Mauvaise (température)	Moyenne (température)

Extrait du suivi géomorphologique et écologique du Serein avant et après travaux par le syndicat du bassin du Serein.



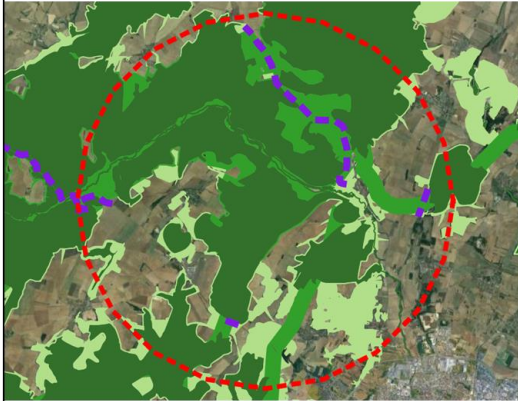

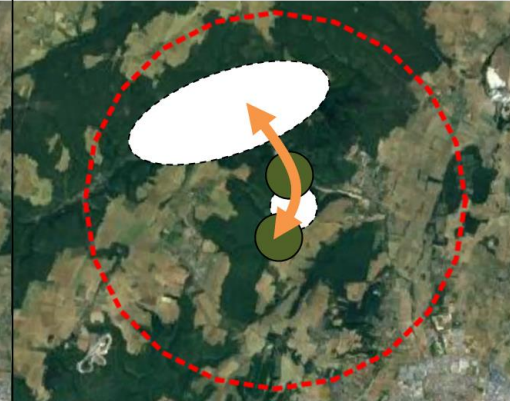
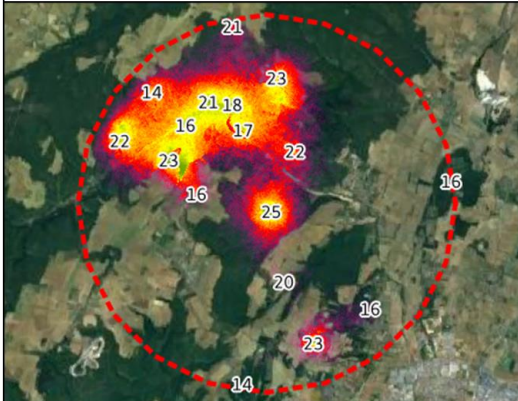
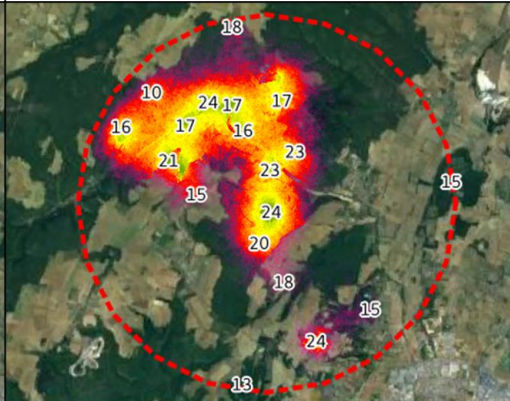

b. Étude de cas par simulation

Une approche complémentaire est proposée ici à travers l'utilisation de la plateforme de simulation de la vie des espèces SimOïko⁶. Elle a été utilisée sur 4 actions afin d'estimer l'impact des actions sur les dynamiques des populations et les mouvements des espèces.






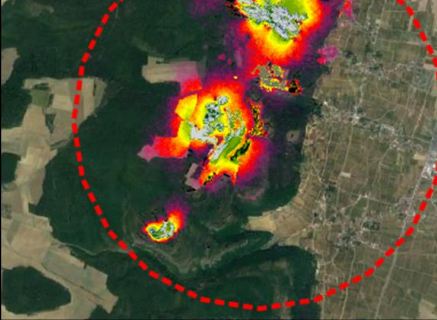
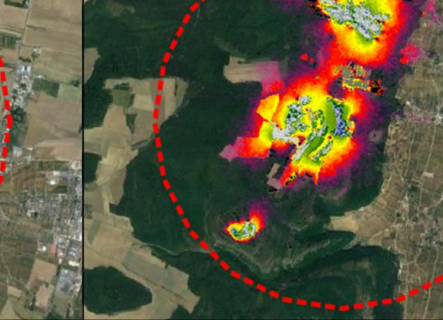

Globalement, **les 4 actions devraient avoir un impact très positif sur la fonctionnalité des réservoirs de biodiversité** (diminution de la probabilité de maintien des espèces) **et sur la fonctionnalité des corridors écologiques** (augmentation du trafic en individus). Le détail est donné dans les fiches ci-dessous.

⁶ www.simoiko.fr



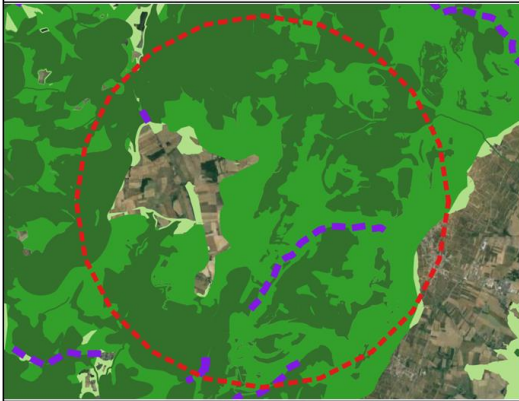

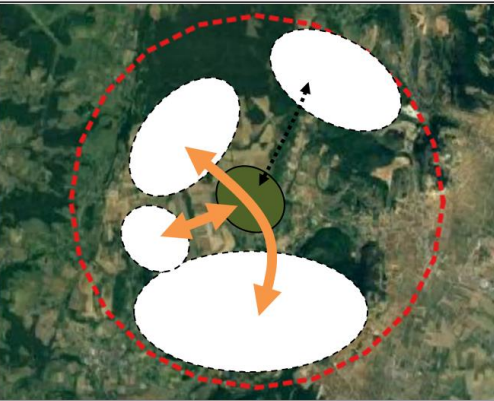
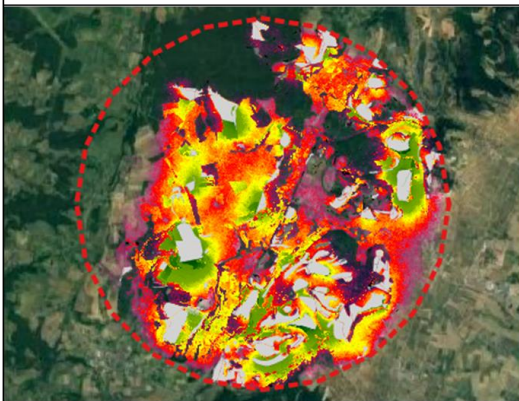
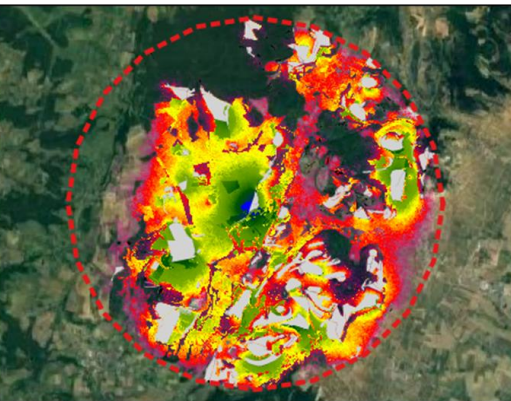
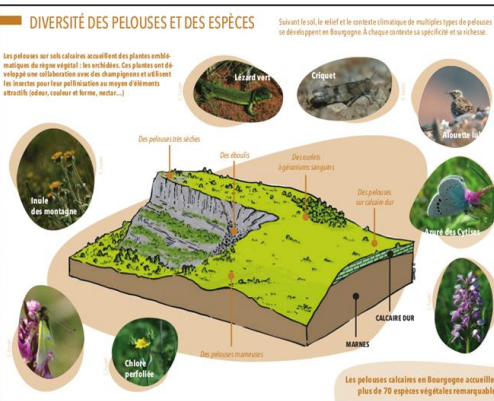
Création ou restauration de mares

	Évaluation portant sur l'axe 4 « Pour une biodiversité durable » du programme opérationnel FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020			 UNION EUROPÉENNE REGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE avec le Fonds européen de développement régional (FEDER)
Action : Restauration de mares		Porteurs de projet : Office National des Forêts		Part estimé du FEDER : 52%
Schéma Régional de Cohérence Écologique		Localisation des actions		Evaluation des actions
				
Fonctionnalité sans les mares ciblées par l'action		Fonctionnalité avec les mares ciblées par l'action		Illustration de l'action
				
<p>Commentaire : L'action est la restauration d'une mare et d'un marais par l'Office National des Forêts. Elle est située dans un réservoir de biodiversité définie à l'échelle du Schéma Régional de Cohérence Écologique support de la définition de la trame verte et bleue régionale. L'action constitue une partie d'un dossier financé à 52% par le FEDER. Les mares ciblées par l'action sont importantes à l'échelle du réseau écologique. Les estimations montrent qu'elles contribuent à augmenter de 40 individus les populations d'anouère (amélioration de la fonctionnalité des réservoirs de biodiversité) et qu'elles contribuent à multiplier par 5 le trafic en individus dispersants entre le nord et le sud du réseau écologique (amélioration de la fonctionnalité des corridors écologiques). Le FEDER contribue donc ici fortement à améliorer la trame verte et bleue.</p>				

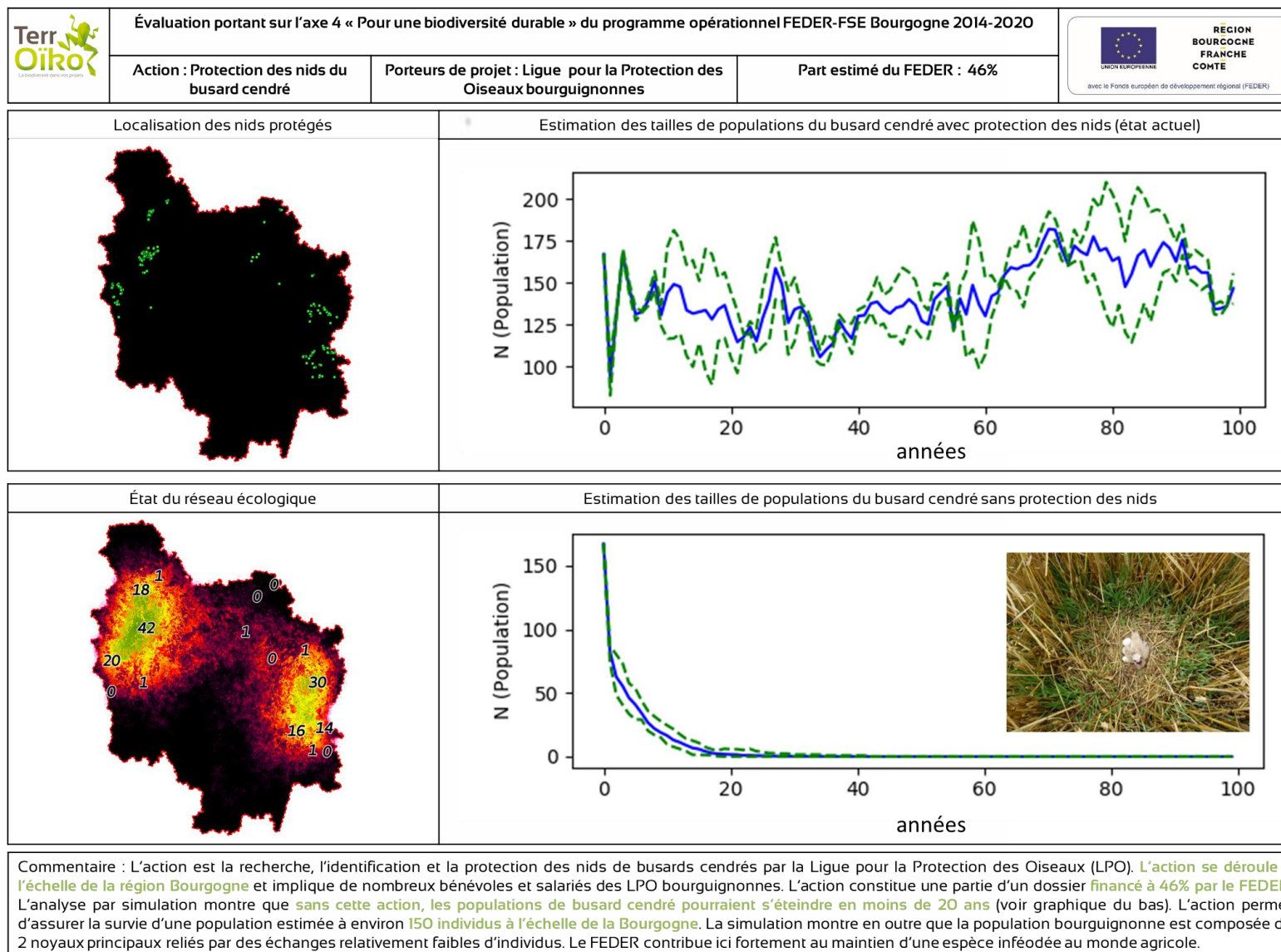
Restauration de pelouses

	Évaluation portant sur l'axe 4 « Pour une biodiversité durable » du programme opérationnel FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020			 RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ <small>avec le Fonds européen de développement régional (FEDER)</small>	
Action : Restauration de pelouses	Porteurs de projet : Communauté de communes Gevrey-Chambertin Nuits-Saint-Georges	Part estimé du FEDER : 37%			
Schéma Régional de Cohérence Écologique	Localisation des actions	Evaluation des actions			
	 Gevrey-Chambertin				
Fonctionnalité avant action	Fonctionnalité après action	Illustration de l'action			
					
Commentaire : L'action est une restauration de pelouse sèche portée par une collectivité. Elle est située dans un réserveur de biodiversité définie à l'échelle du Schéma Régional de Cohérence Écologique support de la définition de la trame verte et bleue régionale. L'action constitue une partie d'un dossier financé à 37% par le FEDER . La pelouse est située dans un secteur où la fonctionnalité de la trame verte était relativement faible. L'action permet de restaurer localement cette fonctionnalité en fournissant un nouvel habitat pour les espèces (amélioration de la fonctionnalité des réservoirs de biodiversité) et en augmentant par 3 le trafic en individus (rhopalocères principalement) entre les pelouses du nord et du sud du territoire. Cependant, cet effet reste modéré en raison des obstacles encore existants (boisements). Le secteur pourrait bénéficier d'un prolongement de l'action .					

Restauration de pelouses

	Évaluation portant sur l'axe 4 « Pour une biodiversité durable » du programme opérationnel FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020			 UNION EUROPÉENNE avec le Fonds européen de développement régional (FEDER)	REGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE
Action : Restauration de pelouses		Porteurs de projet : Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne		Part estimé du FEDER : 48%	
Schéma Régional de Cohérence Écologique		Localisation des actions		Evaluation des actions	
					
Fonctionnalité avant action		Fonctionnalité après action		Illustration de l'action	
				<div><h3>DIVERSITÉ DES PELLOUSES ET DES ESPÈCES</h3><p>Suivant le sol, le relief et le contexte climatique de multiples types de pelouses se développent en Bourgogne. À chaque contexte sa spécificité et sa richesse.</p><p>Les pelouses sur sols calcaires accueillent des plantes emblématiques du régime végétal : les orchidées. Ces plantes ont développé une collaboration avec des champignons et utilisent les insectes pour leur pollinisation ou moyen d'élevage (arctiques, colletes, etc.).</p><p>Des pelouses très sèches Des élévés Des collines à pentes abruptes Des pelouses sur calcaire dur Des pelouses humides Calcaire dur MARNES</p><p>Insule des montagnes Chêne perforé Alouette lili Anémone des Cypres</p><p>Les pelouses calcaires en Bourgogne accueillent plus de 70 espèces végétales remarquables.</p></div>	
<p>Commentaire : L'action est la restauration d'une pelouse sèche par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne. Elle est située dans un réservoir de biodiversité dans un définie à l'échelle du Schéma Régional de Cohérence Écologique support de la définition de la trame verte et bleue régional. L'action constitue une partie d'un dossier financé 48% par le FEDER. La pelouse ciblée par l'action a été identifié comme peu fonctionnel dans le trame verte et bleue de l'intercommunalité de Beaune Côte et Sud. La restauration devrait être très bénéfique en terme d'augmentation des trafics en individus entre les pelouses du nord, du sud, de l'est et de l'ouest du secteur. Le FEDER contribue donc ici fortement à améliorer la trame des pelouses sèches.</p>					

Protection des nids de busard cendré



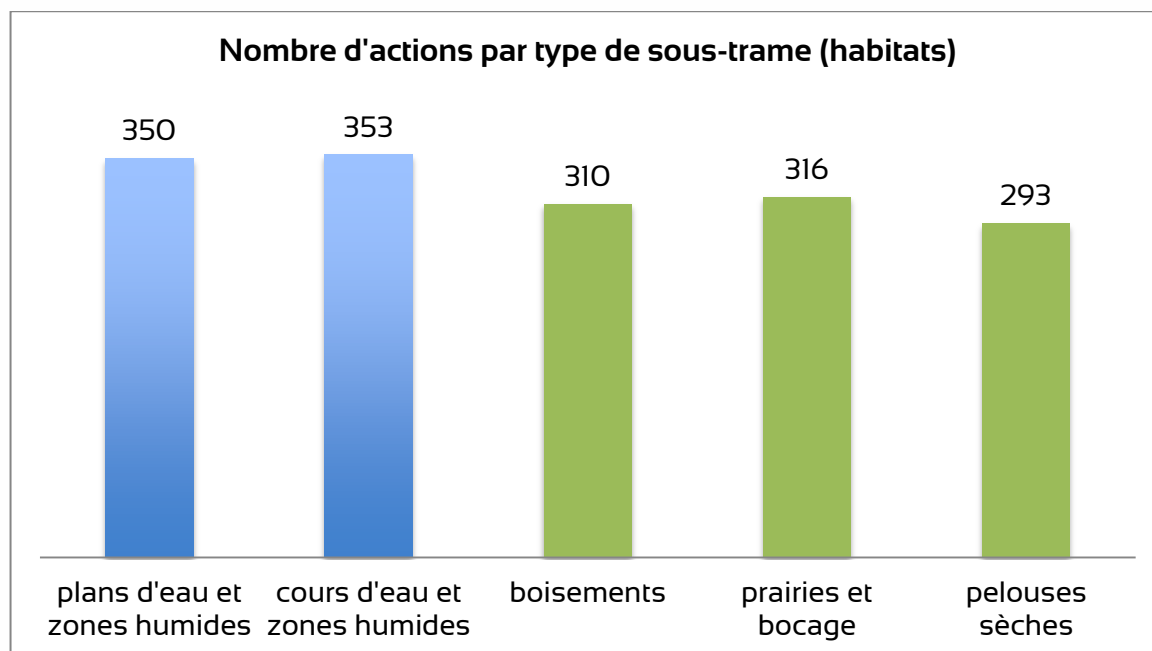
4. En quoi l'axe 4 a-t-il contribué à la restauration et à la conservation des écosystèmes bourguignons ?

L'axe a permis d'engager des actions couvrant un large panel d'écosystèmes différents et sur l'ensemble de la Bourgogne.

L'axe 4 a permis la réalisation de plus **75 dossiers** contenant **406 actions** en faveur des écosystèmes bourguignons. À ce jour, l'axe 4 a permis de financer plus de 4,8 millions d'euros de projet en faveur de la connaissance, de la conservation et de la restauration des écosystèmes bourguignons.

a. Une contribution sur différents écosystèmes

L'axe 4 a permis de soutenir des actions bénéficiant à l'ensemble des sous-trames définies à l'échelle nationale et donc de **couvrir un large panel d'écosystèmes différents**. Ainsi, la participation de l'Europe permet la mise en place d'actions en faveur des sous-trames des **cours d'eau**, des **zones humides**, des **boisements** et des **milieux ouverts** (représentés en Bourgogne par les **prairies-bocage** et les **pelouses sèches**).



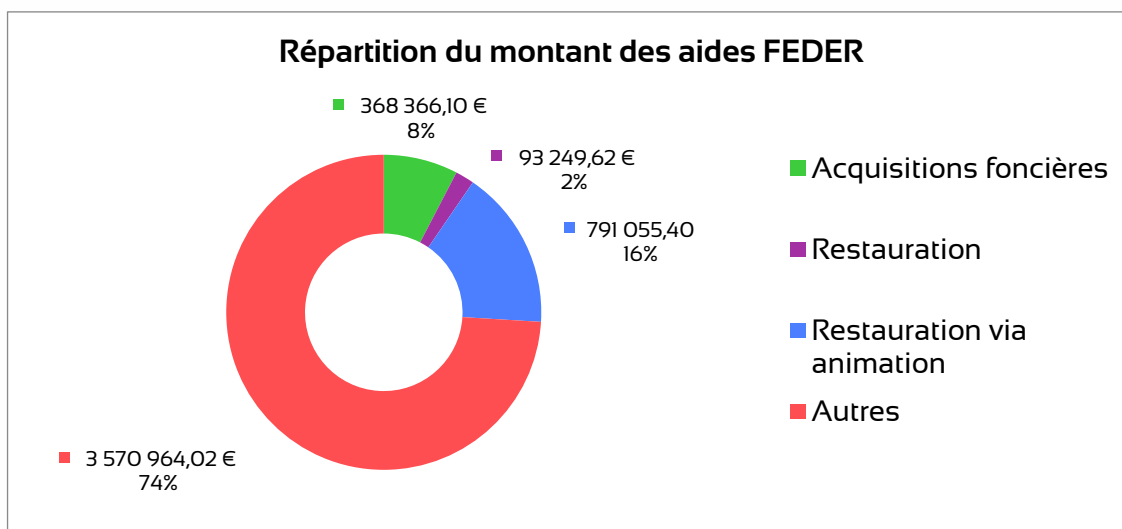
b. Une faible représentation des actions de restauration

La contribution de l'axe 4 porte sur des actions :

- **d'acquisition foncière** qui vont permettre de protéger des habitats supplémentaires
- **de gestion** permettant de gérer des milieux naturels
- **de restauration** permettant d'améliorer l'état des continuités écologiques
- **d'animation** dont une partie permet la réalisation de travaux de restauration (voir page 39)
- **d'amélioration des connaissances** permettant de mieux connaître et in fine protéger les écosystèmes bourguignons
- **de communication** permettant de sensibiliser les acteurs du territoire à la biodiversité afin de mieux la conserver.

La répartition des enveloppes budgétaires par type d'actions n'est pas toujours possible car les déclarations se font parfois par projet qui contient plusieurs types d'actions (par exemple la gestion d'un site accompagnée d'une action de communication). Cependant, il a été possible de distinguer les actions à portée de restauration (restauration, restauration via animation, acquisitions foncières), des autres actions (gestion, animation, communication).

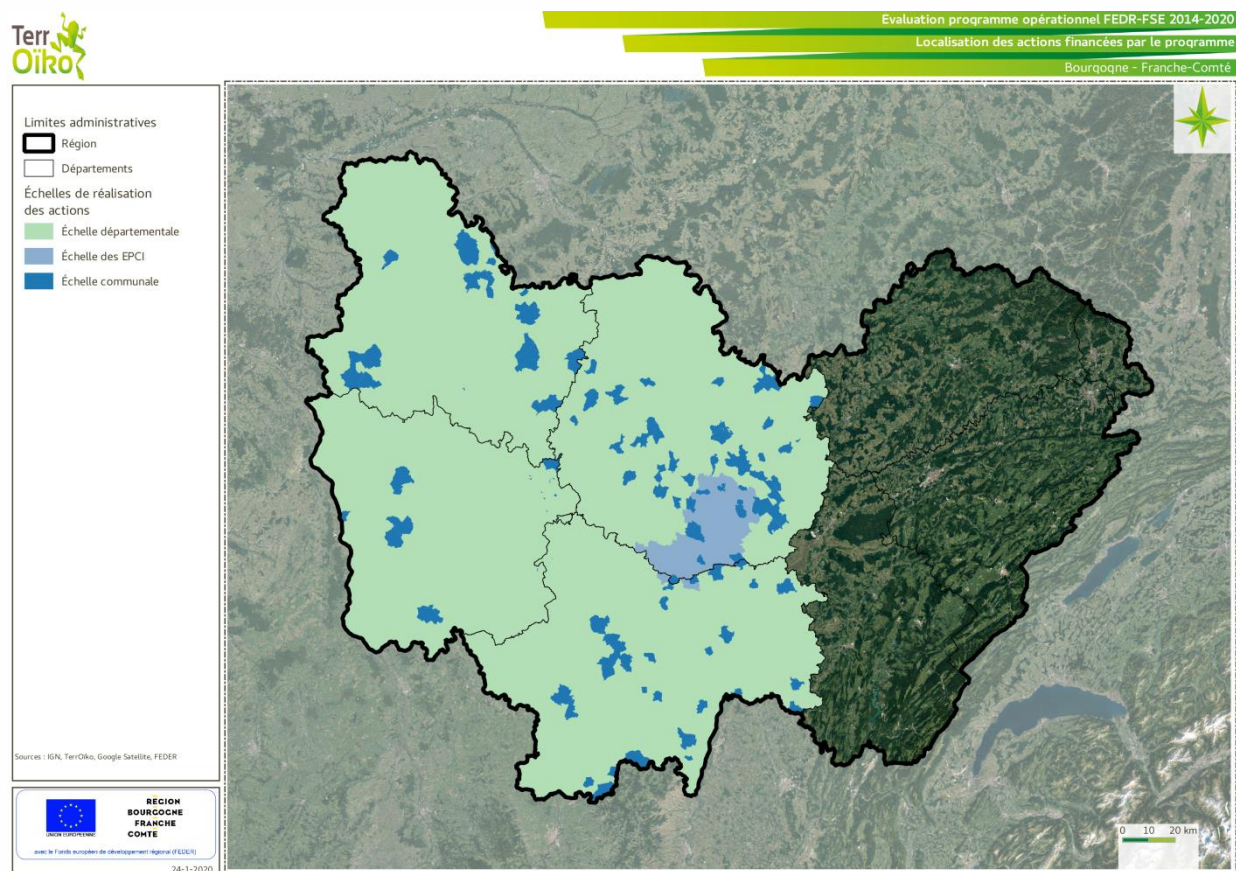
Les actions de restauration ou d'acquisitions foncières représentent seulement 26% du budget de dépense du FEDER. Le reste finance les actions de gestion, animation et communication.



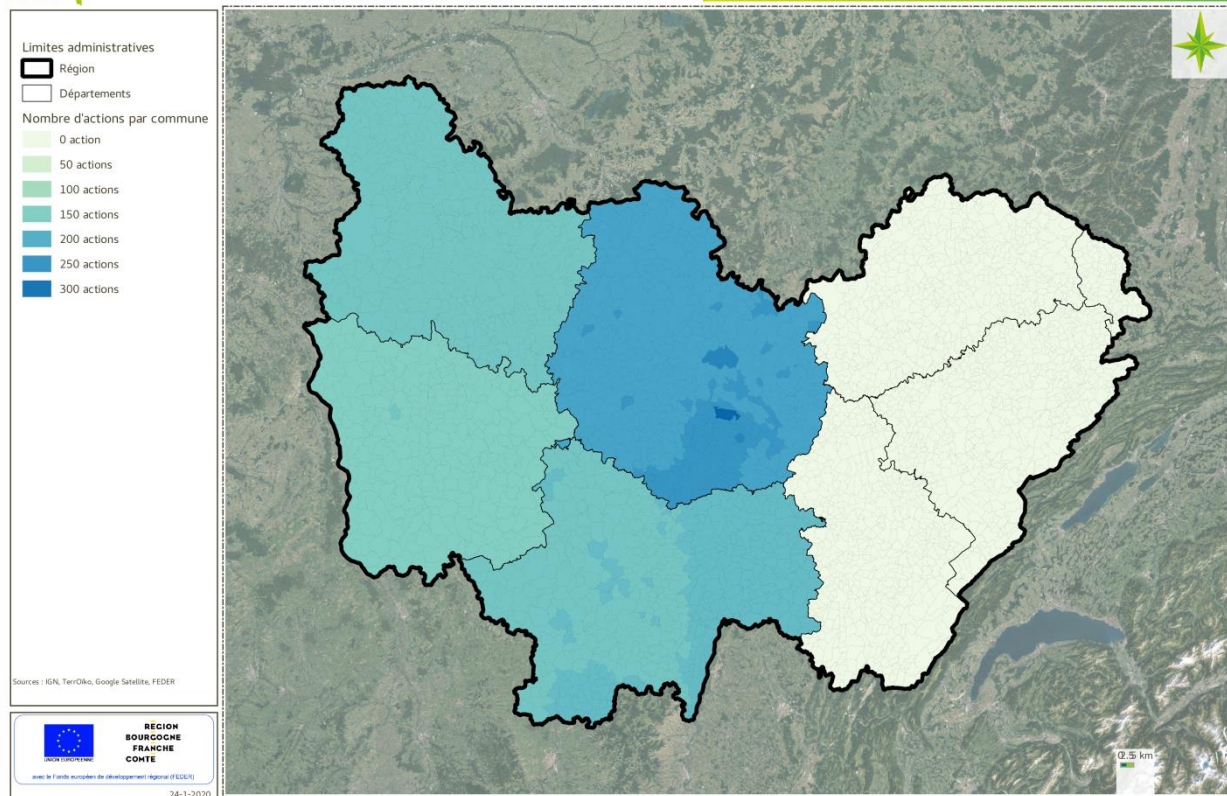
c. Une répartition spatiale hétérogène à l'échelle de la Bourgogne

La répartition spatiale des actions n'est pas toujours précise. Pour certaines actions, l'échelle de réalisation est la région, le département ou le bassin versant. L'échelle la plus fine est la commune ce qui limite la finesse de l'analyse possible.

Globalement, l'axe 4 couvre l'ensemble de la Bourgogne. On note toutefois un biais départemental dans le nombre d'actions réalisées. Ce biais peut s'expliquer par le fait que le FEDER vient en co-financier des conseils départementaux, qui ont eu des niveaux d'engagement en matière de biodiversité différents sur la période 2014-2020.

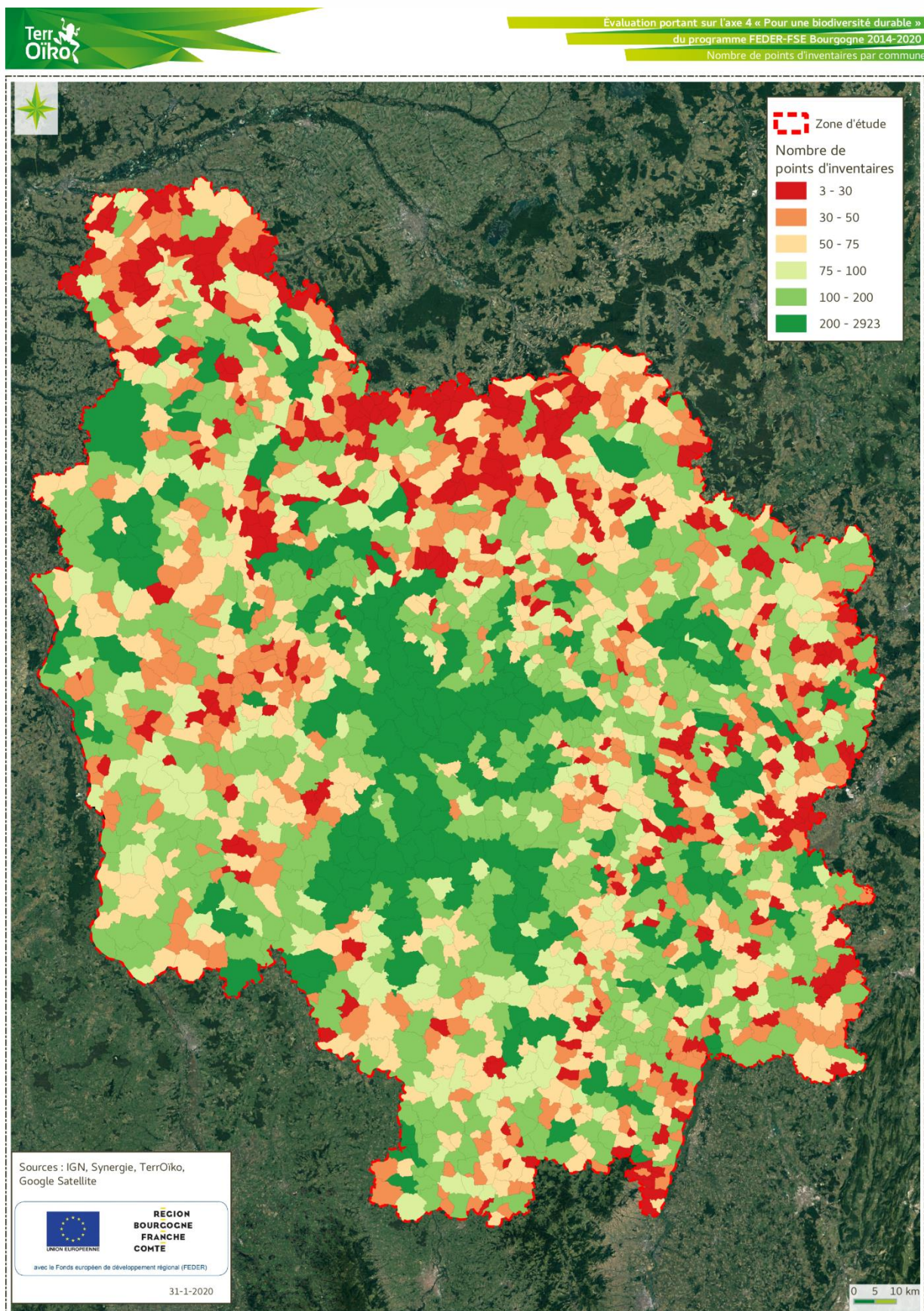


Un indicateur du nombre d'actions par commune a été réalisé en utilisant l'ensemble des échelles de réalisation (région, département, bassin versant, intercommunalité,...). Il est donc à noter qu'une action réalisée à l'échelle de la Bourgogne donne un poids de 1 à chaque commune.



d. Une connaissance sur l'ensemble de la région

L'axe 4 a fortement contribué à améliorer l'état des connaissances des écosystèmes bourguignons. La carte ci-dessous montre que l'ensemble des départements sont bien couverts par les inventaires. Toutes les communes disposent au moins de trois points d'inventaires dans la base de données régionale (valeur médiane 64 points, le maximum étant de 2923). Il existe néanmoins une répartition hétérogène du nombre de points d'inventaires par commune. Cela est dû potentiellement à des différences en termes de biodiversité ou à des différences en termes d'effort de prospection (données non disponibles).



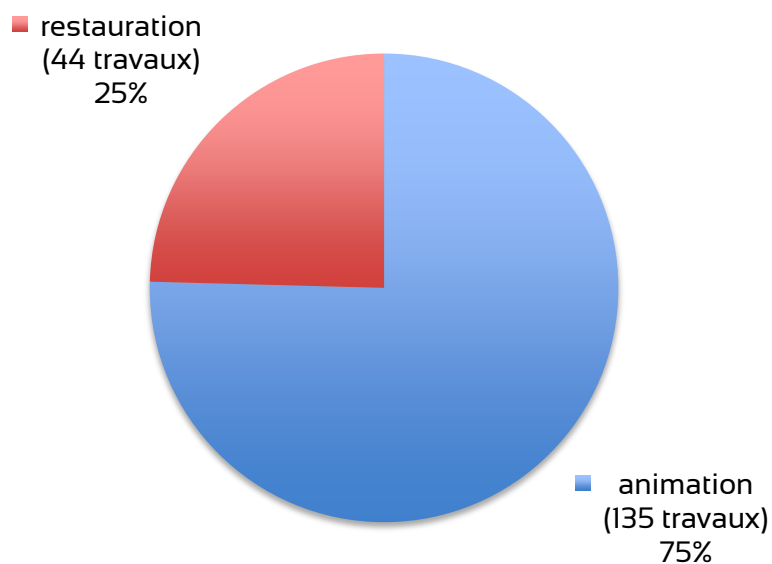
5. L'animation financée au titre de l'axe a-t-elle permis l'émergence et l'engagement de travaux en faveur de la continuité écologique ?

L'animation financée au titre de l'axe contribue fortement à l'engagement de travaux en faveur des continuités écologiques

L'animation financée au titre de l'axe permet l'émergence et l'engagement de travaux en faveur de la continuité écologique de deux manières.

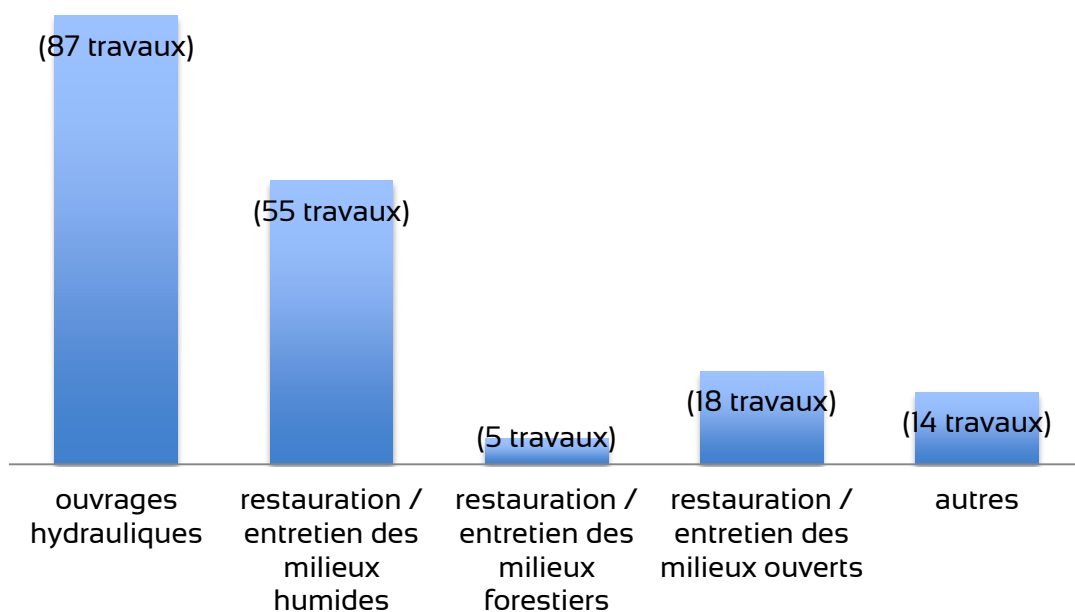
- **Indirecte** : L'animation territoriale est une dépense nécessaire pour permettre l'émergence de projets de restauration. Ainsi, le **financement d'équipes salariées** est un vecteur d'impact important du FEDER. Les entretiens mettent en lumière que la pérennisation des actions d'animation territoriale est le facteur prépondérant de projets ambitieux d'investissement. En effet, leur expérience montre que les délais d'émergence de projets de protection des habitats se situent entre 5 et 20 ans. Ceux-ci nécessitent donc une part importante d'animation financée.
- **Directe** : À ce jour, l'axe 4 « Pour une biodiversité durable » du programme opérationnel FEDER-FSE a permis de financer **73 postes d'animation** équivalent temps plein. Ces postes d'animation **permettent l'engagement de travaux** en faveur des continuités écologiques. Il représente même la source principale de la majorité des travaux de restauration engagés avec l'aide du FEDER. A ce titre, les acteurs auditionnés soulignent l'importance de **l'animation territoriale** comme dynamisant les « campagnes » et comme outil essentiel à une bonne répartition spatiale des projets en région.

Proportion des travaux réalisés directement via les actions de restauration ou indirectement via l'animation



L'**animation** financée dans le cadre du FEDER a notamment permis **l'engagement de travaux** en faveur de la trame verte et bleue (effacement de seuil, aménagement d'ouvrage hydraulique, mise en défens,...).

Travaux réalisés



6. Jusqu'à quel point les actions financées en matière de préservation de l'environnement et de restauration de la trame verte et bleue ont-elles participé à l'atteinte des cibles des indicateurs ? Comment les actions non contributrices aux indicateurs participent-elles néanmoins à la préservation et à la restauration de la trame verte et bleue ?

Une grande partie des actions ne participe pas à l'atteinte des indicateurs initiaux. Néanmoins, ces actions participent à la préservation et la restauration de la trame verte et bleue.

a. Indicateurs initiaux

L'axe 4 « Pour une biodiversité durable » du PO FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020 bénéficie de 2 indicateurs⁷. À ce jour, la situation de l'axe en termes de réalisation des objectifs à atteindre est plutôt modérée.

Indicateurs	Valeur initiale 2014	Valeur janvier 2020	Valeur cible 2023	Performance
Nombre de projets aidés par le FEDER ayant pour objet la préservation ou la restauration des réservoirs et corridors (BO06)	0	91	138 ⁸	66%
Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation (CO23)	0	4 164,56 ha	12 000 ha	34,7%

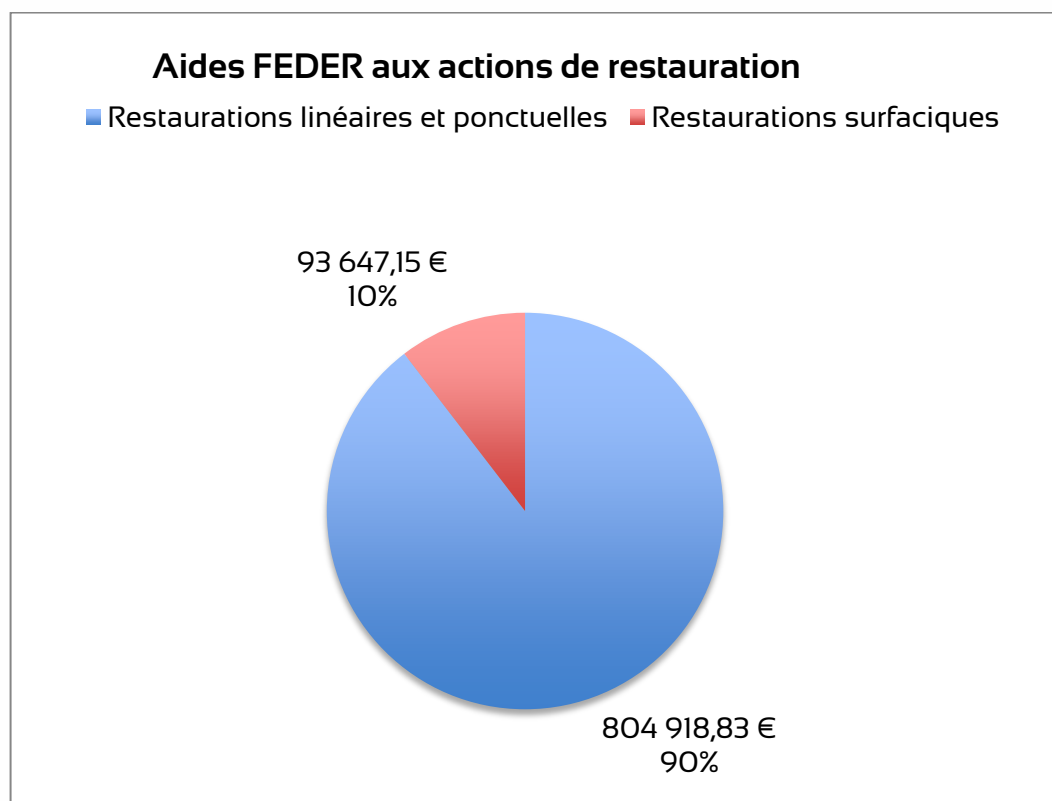
- Sur l'indicateur **BO06**, la progression est de l'ordre d'une quinzaine de projets par an en deçà nombre moyen de projets financés sur les années 2010 à 2012. Il est à noter que l'objectif avait été fixé avec une hypothèse d'augmentation du nombre de dossiers par rapport à 2010 ce qui ne semble pas s'être réalisé. Cependant, à ce rythme, la valeur cible pourrait être atteinte en 2023.
- Sur l'indicateur **CO23**, seul 34,7% de l'objectif est atteint. Cependant, cet indicateur souffre d'un **manque de précision sur le volet « soutien pour atteindre un meilleur état de conservation »**. De plus, le **caractère surfacique** de

⁷ Guide des indicateurs du PO FEDER-FSE 2014-2020 Bourgogne. Juin 2018. page 128.

⁸ La valeur initiale de 223 projets a été révisée en cours de programmation.

l'indicateur ne permet pas la prise en compte correcte des actions ponctuelles (restauration de seuil,...) ou linéaires (plantations de haies).

Pourtant, ces actions ponctuelles ou linéaires représentent 90% du soutien du FEDER aux actions restauration. Ce constat souligne **l'inadéquation de l'indicateur CO23 à quantifier la réelle contribution du FEDER concernant l'atteinte d'un meilleur état de conservation des habitats**. Par exemple, les aménagements des ouvrages hydrauliques permettent aux rivières d'atteindre un meilleur état de conservation en permettant la libre circulation des espèces. Pour autant, ils ne sont pas quantifiables correctement en terme surfacique.



b. Actions non contributrices à l'indicateur CO23

L'ensemble des actions sont contributrices à l'indicateur **BOO6** dans le sens où elles ont toutes été déclarées comme ayant pour objet la préservation ou la restauration des réservoirs et corridors de la trame verte et bleue.

L'indicateur **CO23** ne semble pas adapté au financement d'actions portant en majorité sur le fonctionnement des structures. De plus, les actions de communication, d'amélioration des connaissances, d'animation ne sont pas contributrices à l'indicateur surfacique du FEDER (**CO23**). Pourtant elles représentent plus des ¾ des actions financées dans le cadre du FEDER.

Il est également à noter que les actions de restauration ou de gestion peuvent concerner des habitats difficilement quantifiables en terme surfacique (haies, gîtes, nichoirs, obstacles à l'écoulement de l'eau en rivières, etc). Pourtant l'ensemble de ses actions contribue à la restauration des continuités écologiques.

- **Actions de gestion (58 actions sur 71 sont non contributrices à l'indicateur CO23)**

Les actions de gestion portent sur la réalisation de plans d'actions régionaux et nationaux pour la protection d'espèces sauvages et sur la réalisation de plans de gestion sur des milieux naturels à protéger.

Ces plans d'actions permettent de coordonner la préservation d'espèces ou d'habitats support de la trame verte et bleue. De plus, ils permettent de cibler et coordonner les efforts de restauration à mener. Ils sont donc un levier essentiel pour aboutir à des actions de restauration de la trame verte et bleue.

- **Actions de restauration (2 actions sur 20 sont non contributrices à l'indicateur CO23)**

Les actions de restauration peuvent parfois être mieux décrites par des points ou des lignes que par des surfaces. Par exemple, 87 travaux sur des ouvrages hydrauliques ont été réalisés afin d'améliorer la fonctionnalité de la trame bleue. Il est difficile d'extrapoler une surface restaurée (CO23) à partir de l'aménagement d'un ouvrage hydraulique (élément ponctuel) ou à partir de haies plantées (élément linéaire). En revanche, il est facile de dénombrer les éléments ponctuels et de mesurer un linéaire de haies plantées.

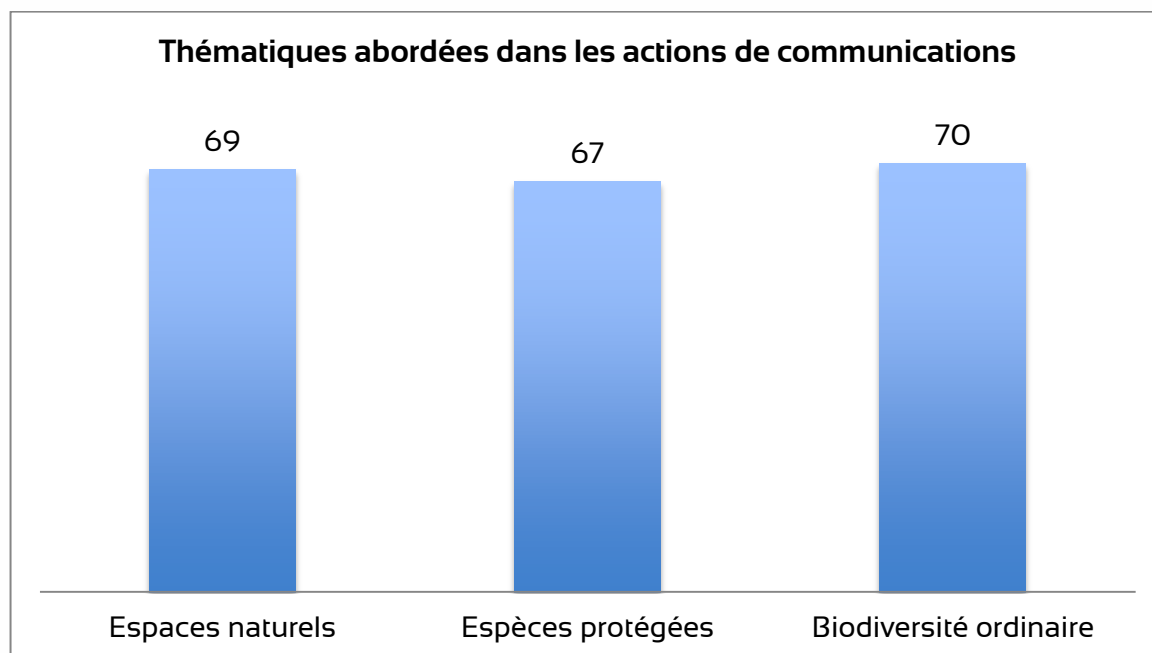
- **Actions d'animation (70 actions sur 70 sont non contributrices à l'indicateur CO23)**

En plus, de permettre l'émergence d'actions d'acquisition foncière (voir chapitre 5), les actions d'animation contribuent fortement à la préservation et à la restauration de la trame verte et bleue. Les actions financées par le FEDER permettent par exemple d'animer la base de données faune-flore, les réseaux haies et mares de Bourgogne, les réseaux de recherche ou l'assistance territoriale auprès des élus et des acteurs du territoire pour la politique en faveur de la biodiversité. Il s'agit donc de leviers essentiels pour le passage à la mise en œuvre d'actions de préservation de la trame verte et bleue.

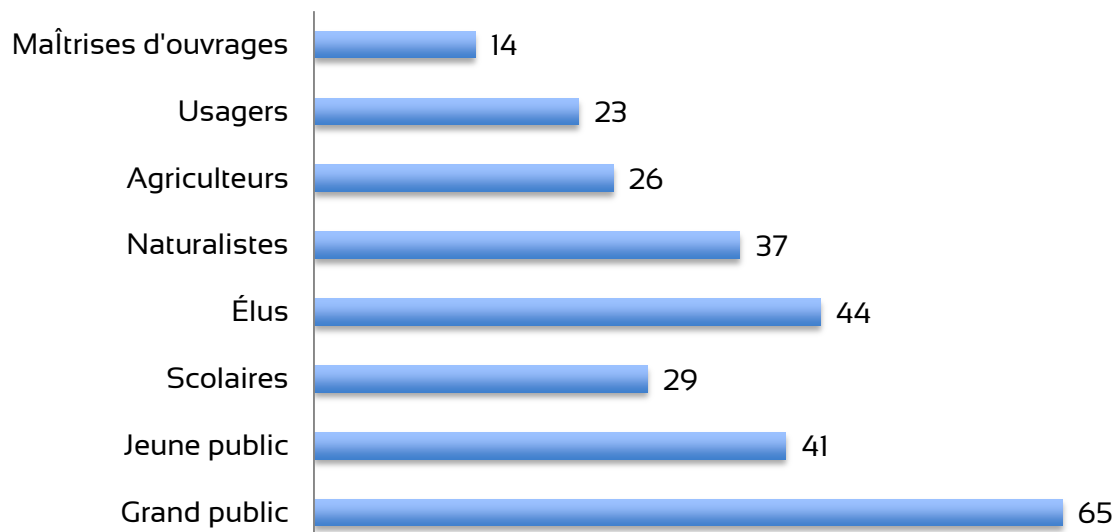
- **Actions de communication (82 actions sur 82 sont non contributrices à l'indicateur CO23)**

La politique de la trame verte et bleue repose en grande partie sur des acteurs du territoire souvent peu sensibilisés (grand public, élus, etc). Cela représente des freins importants à sa préservation et à sa conservation. Les actions de communication ont pour but de lever ces freins et sont donc un levier essentiel, permis par le FEDER, pour permettre la mise en place future d'actions de restauration de la biodiversité.

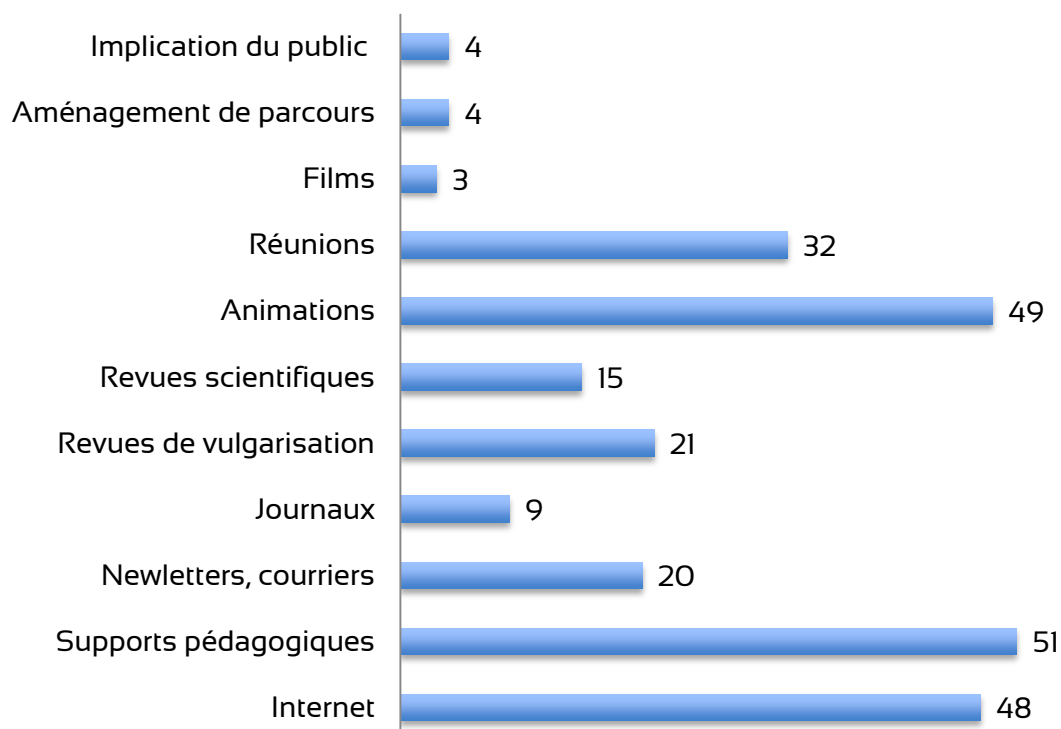
Les actions de communication financées dans le cadre du FEDER ont concerné des thématiques permettant de prendre en compte les milieux remarquables mais également la nature ordinaire. Elles ont utilisé un nombre varié de support et ont visé différents publics.



Public visé par les actions de communication



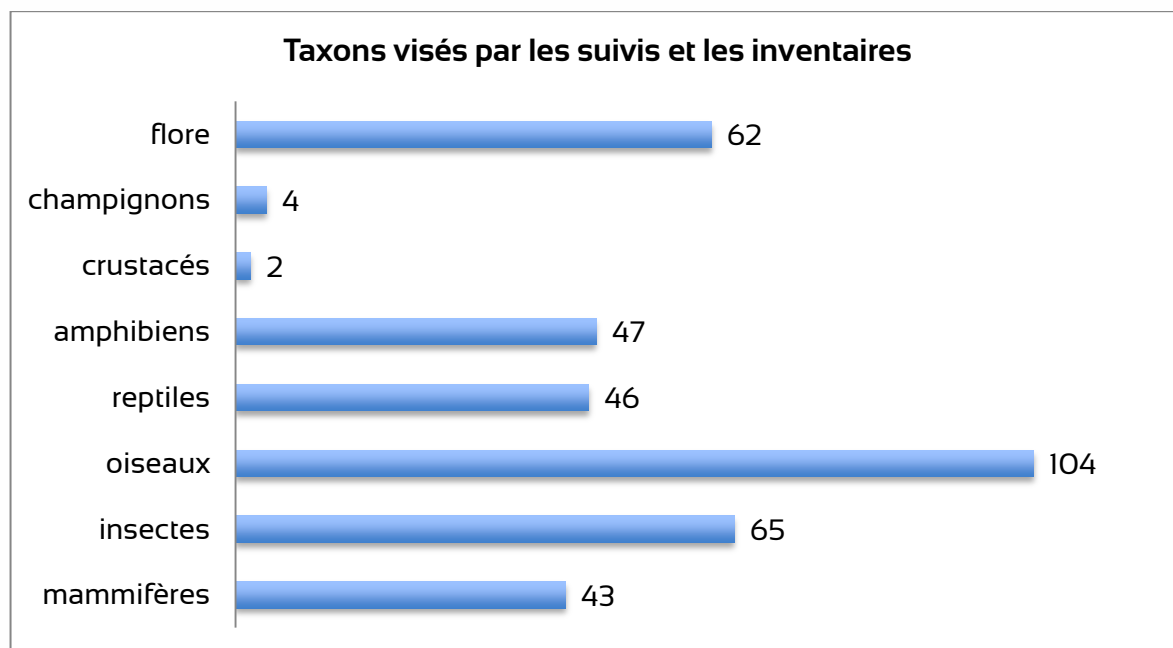
Moyens de communication



- **Amélioration des connaissances (151 actions sur 151 sont non contributrices à l'indicateur CO23)**

Pour pouvoir préserver et si besoin restaurer la trame verte et bleue, il est nécessaire de la connaître et donc de **connaître les habitats et les espèces qui y sont inféodés**. L'écologie étant une discipline encore relativement jeune, il existe encore un fort

besoin de connaissance sur les espèces et les habitats à l'échelle des territoires. Les actions **d'amélioration des connaissances** ont touché un large spectre taxonomique même si les oiseaux restent prédominants.

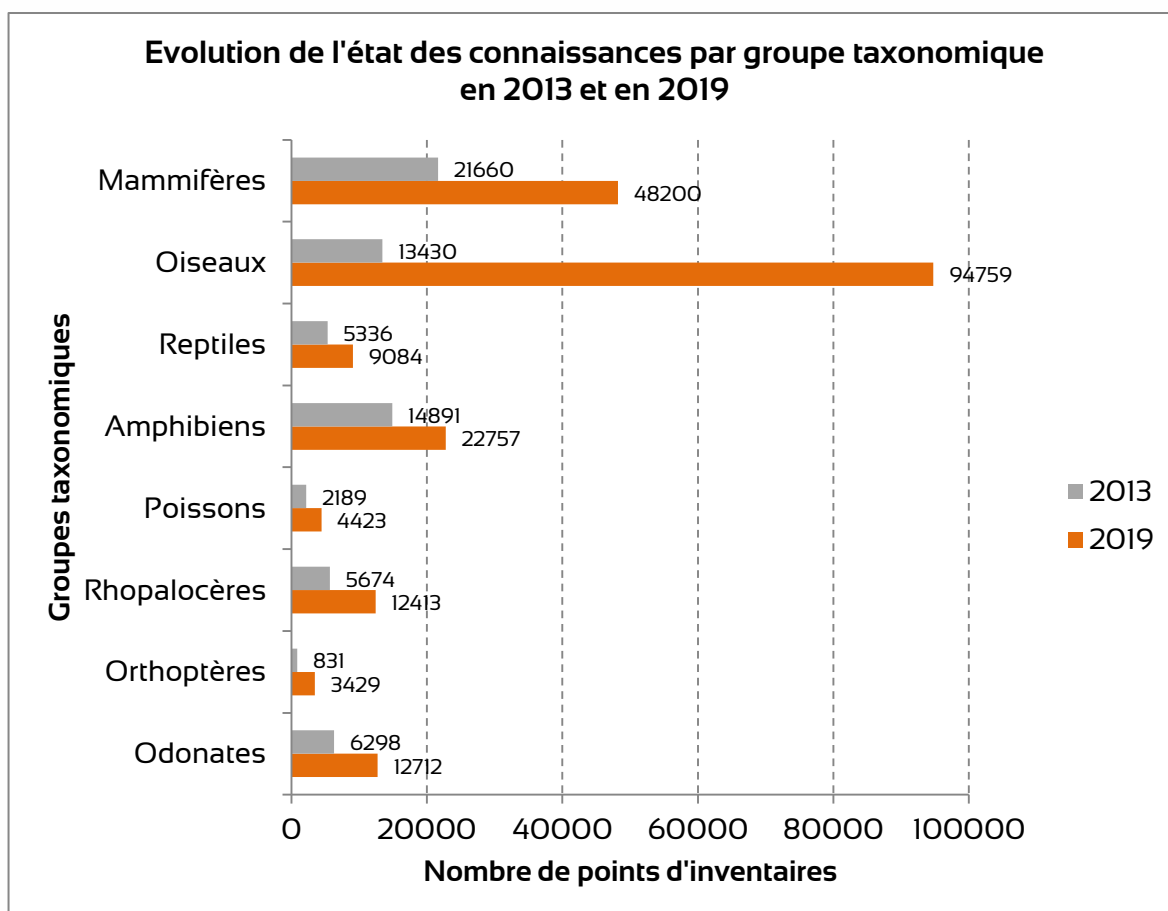


c. **Spécificité des actions financées dans le cadre de l'Observatoire Régional de la Biodiversité**

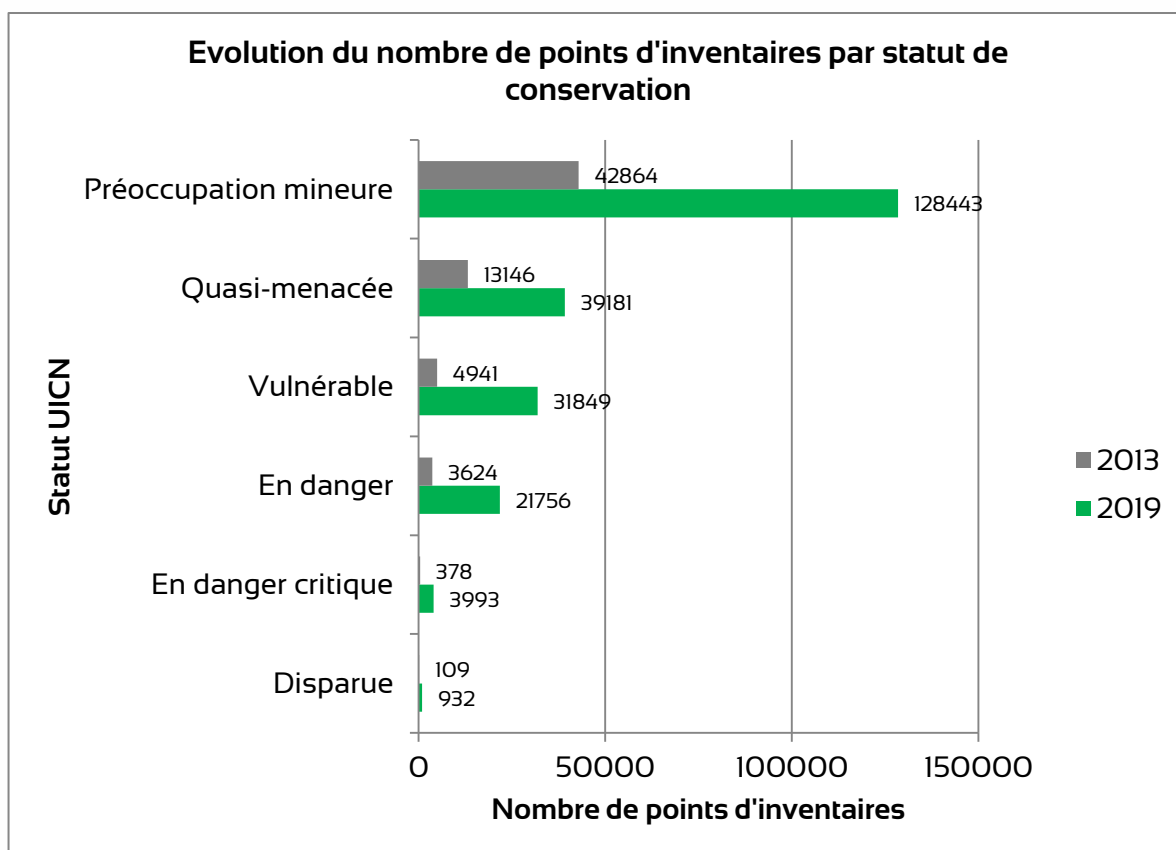
Une des ambitions de l'axe 4 était de **constituer un observatoire régional de la biodiversité** afin d'éclairer la prise de décision. Cette ambition ne contribue pas à l'indicateur de performance **CO23**.

Il est difficile en l'état de pouvoir quantifier la participation de l'ORB à la prise de décision en matière de biodiversité. Ici, nous présentons 3 indicateurs permettant néanmoins d'en avoir un aperçu :

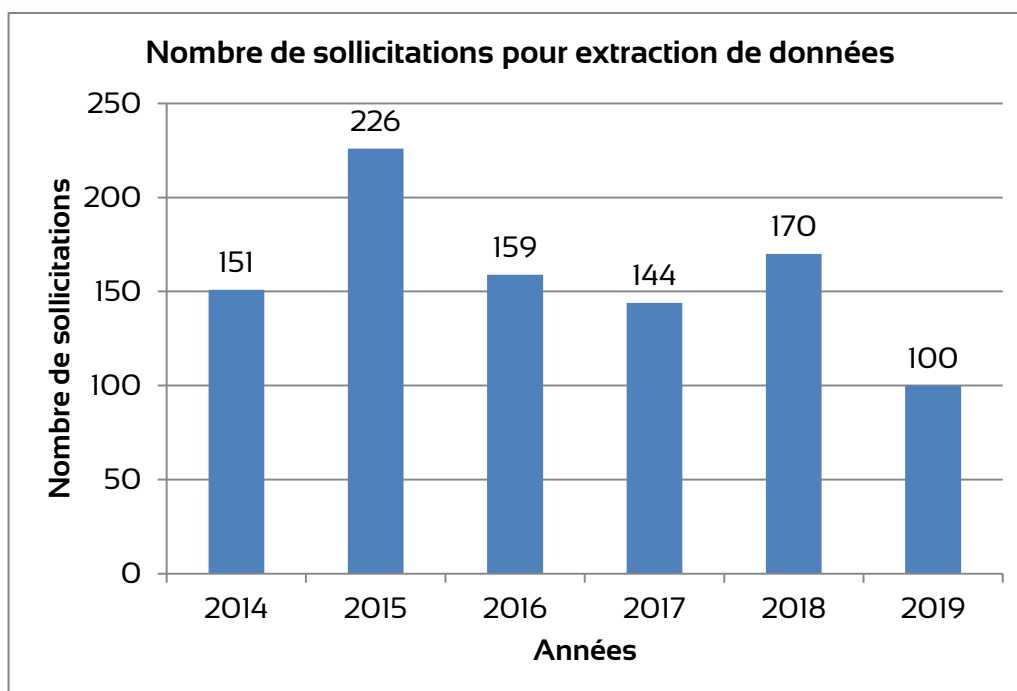
- La base de données d'inventaires ayant bénéficié du FEDER dispose de plus de 200 000 points (données 2019 en cours d'acquisition) **dont plus de la moitié a été acquise** (nouvelles observations) **ou implémentée** (anciennes observations rentrées dans la base suite à l'analyse des archives) **durant la période de financement**. L'ensemble des groupes taxonomiques ont vu leur niveau de connaissance augmenter durant la programmation. Le nombre de points d'inventaires a particulièrement augmenté chez les oiseaux (x7) et les orthoptères (x4). L'augmentation est également très significative chez les autres groupes (x2).



- L'augmentation de la connaissance via les points d'inventaires concerne l'ensemble des espèces quel que soit leur état de conservation (appréhendé ici par les catégories de la liste rouge régionale de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature IUCN). Le nombre de points d'inventaires a particulièrement augmenté pour les espèces en danger critique (x11) et disparues (x9). L'augmentation est également très significative chez les espèces vulnérables et en danger (x6) et chez les espèces quasi-menacées et à préoccupation mineure (x3).



- L'observatoire régional de la biodiversité a pour but **d'apporter une aide à la décision sur la problématique biodiversité**. Un moyen indirect d'évaluer cet apport est de mesurer le nombre de fois où elle a été sollicitée pour en extraire des données. La base de données sur les espèces a été sollicitée plus de **950 fois** durant la période de la programmation. Elle semble donc servir fortement aux acteurs régionaux.



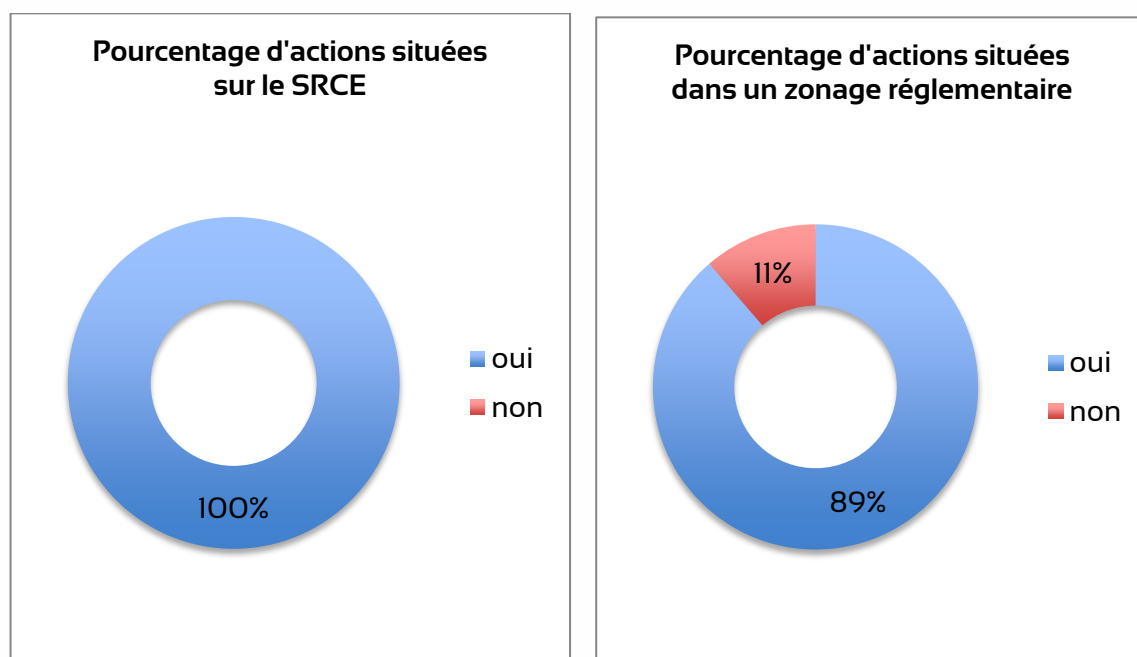
Le nombre de sollicitations correspond au nombre de fois où une collectivité, une association ou tout autres structures a sollicité une extraction de données auprès de l'administrateur de la base de données sur la faune.

7. En quoi la participation de l'Europe permet-elle une plus-value en terme de protection et de restauration de la trame verte et bleue ?

L'ensemble des actions financées s'articule autour de la trame verte et bleue ce qui renforce sa protection, sa restauration et sa connaissance.

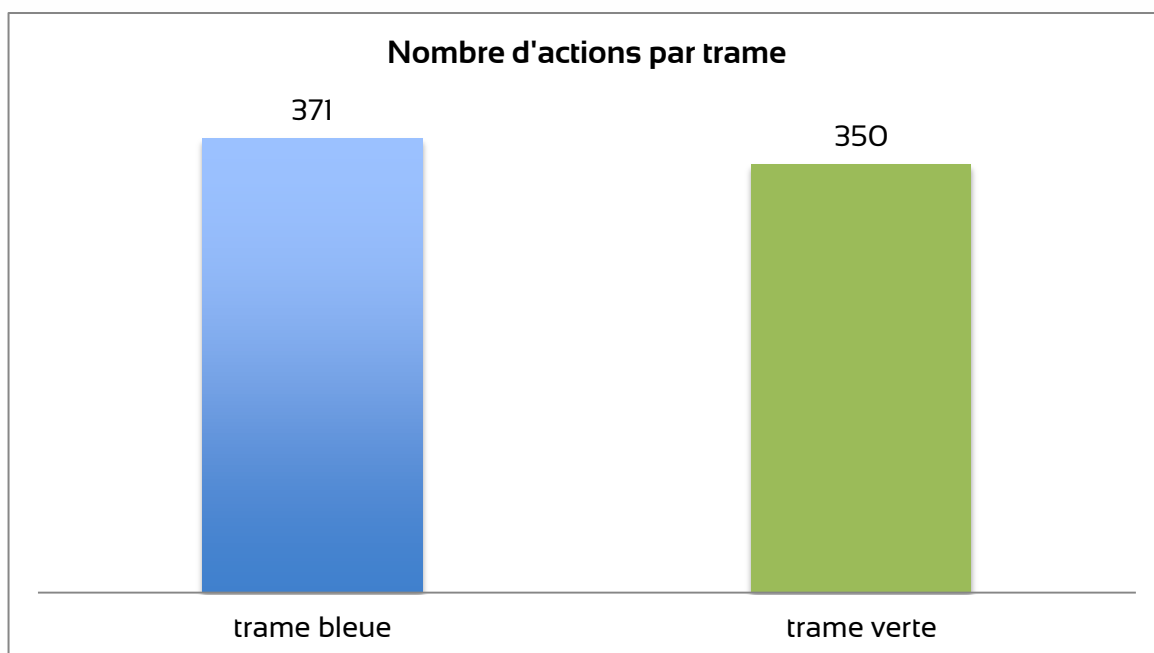
Le programme opérationnel FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020 a été conçu pour s'articuler autour de la politique de la **trame verte et bleue**. Celle-ci est définie à l'échelle bourguignonne à travers le **Schéma Régional de Cohérence Écologique** (SRCE). Elle intègre pleinement les **zonages réglementaires** (Natura 2000, arrêtés de protection des biotopes,...).

Les actions financées dans le cadre du FEDER **sont toujours comprises dans les éléments du SRCE** (réservoirs de biodiversité, corridors, continuum ou discontinuités) et sont situées en grande majorité dans un **zonage réglementaire**.



Il est à noter que cette analyse a été possible uniquement pour les actions géolocalisées (38% des cas).

Les actions financées par le FEDER sont globalement équitablement réparties entre les trames vertes et bleues sur la base des déclarations des porteurs de projets.



Les entretiens montrent que l'axe 4 a permis d'augmenter les ambitions des projets en faveur de la trame verte et bleue. La participation de l'Europe arrivant en bouclage de plans de financement de projets déjà soutenus par d'autres financeurs, **elle est perçue comme une plus-value dans la mise en œuvre de leur stratégie trame verte et bleue.**

8. L'intervention des fonds européens en matière de biodiversité durable reste-t-elle pertinente au regard des différents financements, en fonction du type de projet : fonctionnement ou investissement ?

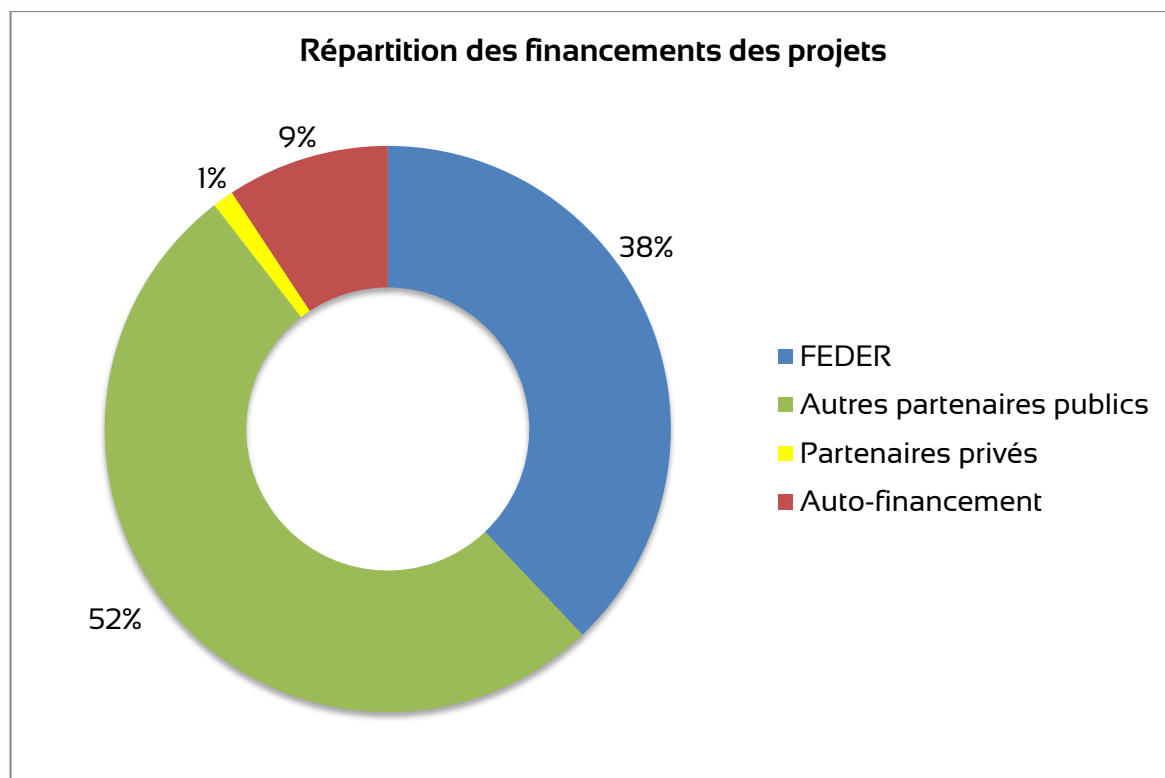
L'intervention des fonds européens est essentielle à la politique en faveur de la biodiversité en Bourgogne. Le financement du fonctionnement a été privilégié sur l'investissement.

a. Le FEDER, un effet levier indéniable

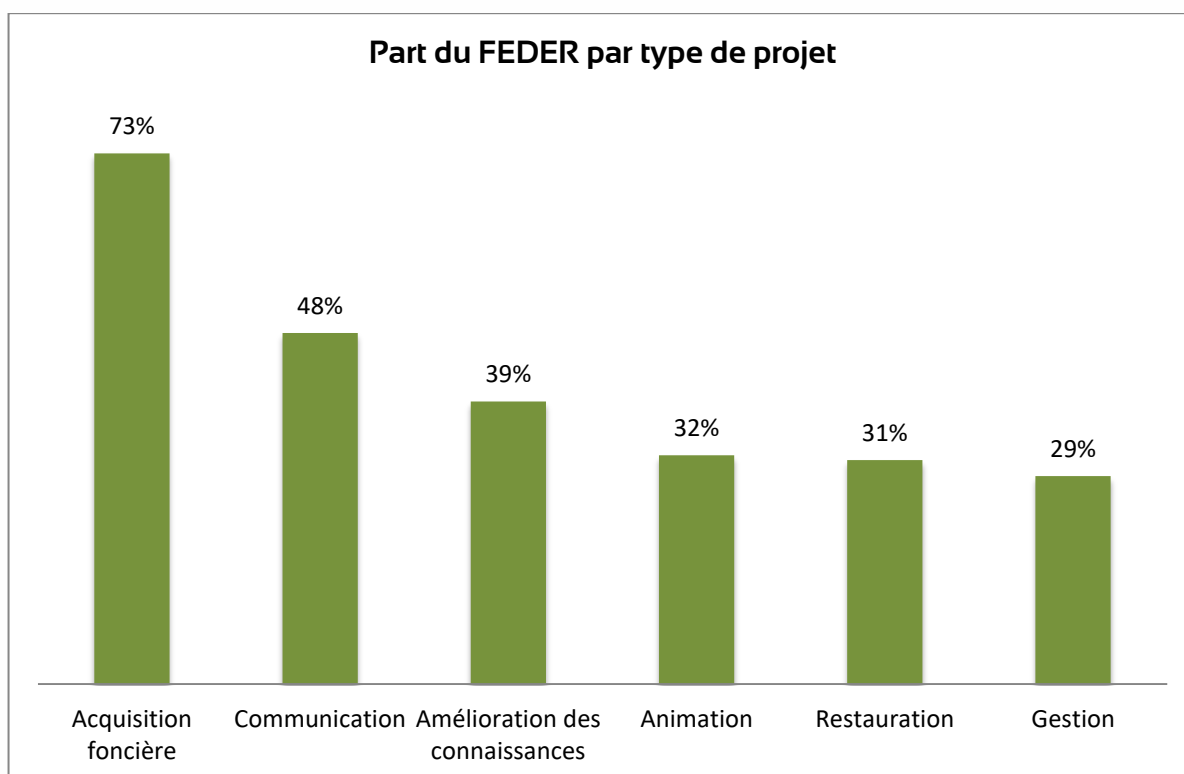
Les fonds européens du FEDER s'inscrivent dans un contexte où les projets sont financés à plus de **91% par des aides** et où seulement 9% du montant provient d'autofinancement de la part des porteurs de projets.

Les fonds européens du FEDER représentent en moyenne **38% de la part des aides financières** pour les projets dans lequel ils interviennent. Globalement, **1 euro de FEDER s'associe avec 3,24 euros de budget total de projet**. Il reste donc un financement essentiel de la politique biodiversité en Bourgogne.

L'effet levier financier du FEDER en termes d'ambition des projets a été mis en avant par de nombreux porteurs de projets. Il a permis par exemple de pérenniser des suivis pluri-annuels sur une large gamme de taxons.

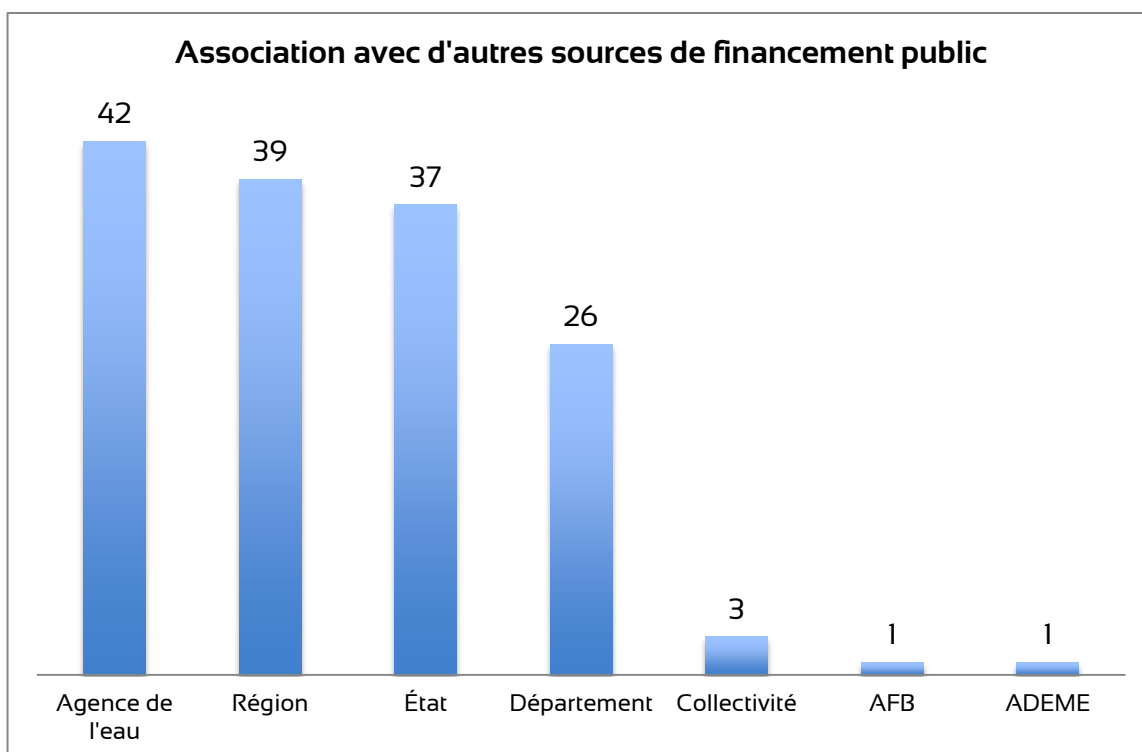


La pertinence des fonds européens du FEDER est importante quelle que soit la nature des projets. Ainsi la part du FEDER varie de 29% pour les actions de gestion à plus de 73% pour les actions d'acquisition foncière.



Les porteurs de projets indiquent que le FEDER intervient généralement comme **dernier financeur** et permet souvent de **boucler des projets en cours**. À ce titre, l'effet levier du FEDER est conditionné à l'obtention de co-financements et est donc dépendant des **stratégies des autres financeurs**.

Les aides du FEDER s'associent avec 7 types de partenaires publics en particulier les **agences de l'eau**, la **Région**, l'**Etat** et les **Départements**. Les associations avec les EPCI, l'OFB ou l'ADEME sont plus rares. Les agences de l'eau sont identifiées comme co-financeurs sur les actions portant sur la trame bleue, tandis que les autres financeurs sont identifiés sur la trame verte.



b. Financement du fonctionnement par le FEDER

Les fonds de la programmation actuelle ont été utilisés sur **des dépenses de fonctionnement**, associées à des actions d'animation, de communication et d'amélioration des connaissances. Cette orientation correspond à un besoin réel des structures associatives. Cependant, l'ensemble des acteurs indique que ce type de dépenses n'est pas facilement justifiable au sein du FEDER qui semble plus approprié pour **des dépenses d'investissement**.

Au cours de cette programmation, les associations ont été amenées à solliciter le FEDER pour des dépenses salariales et de déplacements majoritairement, les dépenses de sous-traitance et d'achats restant minoritaires. Les acteurs associatifs ont vu, sur la période, une **augmentation de leurs effectifs permanents** au travers des actions financées par le FEDER (entre 30 et 50 % d'effectifs en plus). Ils soulignent la part prépondérante du FEDER dans le budget actuel de leurs structures (de 20 à 50 % du budget total) et leur **dépendance à ce financement aujourd'hui pour leur fonctionnement**.

Il est prévu pour la prochaine programmation de financer en priorité les dépenses d'investissement.

9. L'axe 4 « Pour une biodiversité durable » est-il cohérent avec les autres axes du programme opérationnel concernant la prise en compte de l'aspect environnemental et avec le programme de développement rural FEADER ?

L'articulation entre le FEDER et les autres politiques n'est pas toujours aisée. En effet, la biodiversité n'est pas forcément intégrée dans les autres axes.

L'axe 4 s'inscrit dans un programme ayant pour objectif « investissement pour la croissance et l'emploi ». Dans ce contexte les entretiens ont permis de mettre en lumière un sentiment de **manque de transversalité dans les politiques publiques** par les acteurs de la biodiversité en Bourgogne. Quatre risques d'incohérence entre les financements du FEDER et ses autres axes ou les financements du FEADER ont été reportés en particulier :

- **Aides aux pratiques agricoles et sylvicoles potentiellement préjudiciables à la biodiversité** : dépierrage des prairies naturelles pour permettre la mécanisation, saisonnalité des coupes de bois, etc
- **Soutien aux Énergies Naturelles Renouvelables sans critères sur la protection de la biodiversité** (Axe 3)
- **Conversion urbaine sans prise en compte de la biodiversité** (Axe 5) comme par exemple pour la conversion des friches industrielles
- Ligne de partage peu précise entre FEADER et FEDER au sein des zones Natura 2000

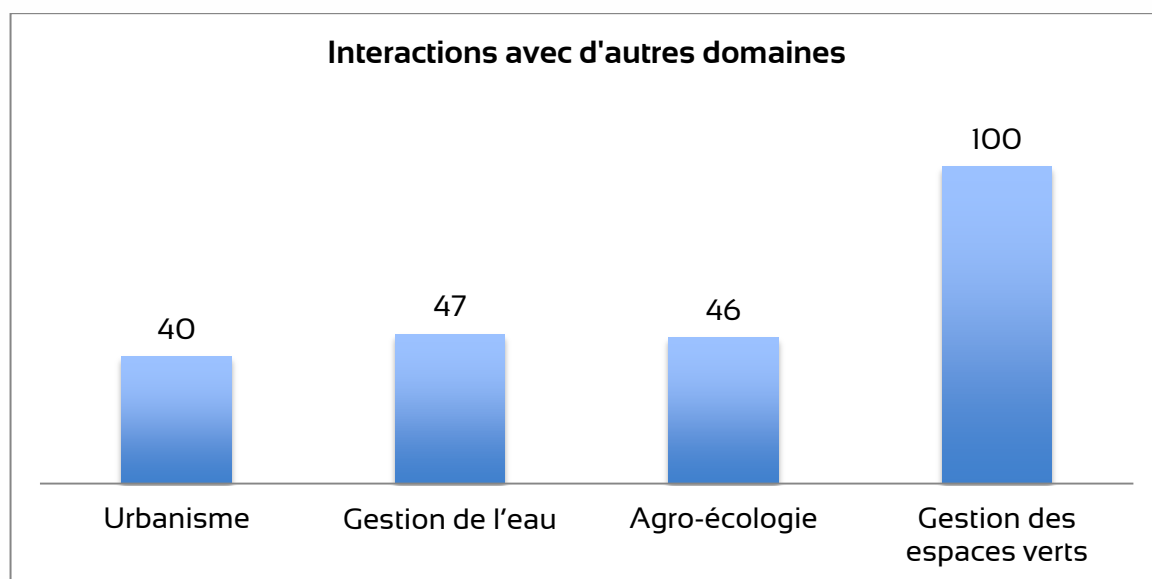
Le PO FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020 présente l'originalité de disposer d'un axe dédié spécifiquement à la biodiversité. La **conservation d'un axe biodiversité distinct est privilégiée par les personnes auditionnées**, pour assurer l'usage des fonds effectivement pour la préservation de celle-ci. Étant donné le niveau de sensibilisation hétérogène des élus et des collectivités concernant l'érosion de la biodiversité, **la convergence de cet axe avec des enjeux urbains ou de mobilité serait préjudiciable**.

En plus de la conservation d'un axe biodiversité spécifique, les acteurs mettent également en avant la nécessité de prendre en compte la biodiversité sur l'ensemble des autres axes. Une solution pourrait être de mettre en place des appels à projets recouvrant plusieurs thématiques à travers les **« solutions basées sur la nature »**. Il permettrait de garantir des financements qui ciblent la biodiversité, tout en intégrant les sujets tels que :

- La recherche, le développement économique, la compétitivité des PME (actuel axe 1),
- Consommation énergétique des bâtiments, attractivité des villes, conversion des friches industrielles, nouvelles activités économiques (actuel axes 3 et 5),
- Formation (actuel axe 6).

Un exemple emblématique des solutions basées sur la nature est la lutte contre le réchauffement climatique et l'amélioration de l'attractivité des villes par leur végétalisation (murs végétaux, arbres en ville,...). Cependant, il est nécessaire de veiller **à conserver des financements ciblés pour la biodiversité** étant donné que **les « solutions basées sur la nature » n'apportent pas forcément de plus-value importante pour la biodiversité** (murs végétaux en ville, arbres en ville,...).

L'axe interagit avec d'autres domaines tels que la gestion des espaces verts, la gestion de l'eau, l'agro-écologie et l'urbanisme. De plus, il est à noter que le FEDER sert également d'outil de financement pour mettre en œuvre les stratégies Espaces Naturels Sensibles portées par les conseils départementaux.



10. L'intervention du PO FEDER-FSE s'inscrit-elle dans la mesure n°9 de la stratégie de mandat de la Région Bourgogne-Franche-Comté, à savoir « valoriser et protéger la biodiversité et le patrimoine naturel de notre région » ? L'articulation avec l'action régionale va-t-elle dans le sens de la volonté européenne ?

L'axe 4 du PO FEDER-FSE s'inscrit parfaitement dans la mesure n°9 de la stratégie de mandat de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

- a. Le PO FEDER-FSE, la stratégie de mandat de la Région et l'objectif thématique Environnement de la stratégie Européenne

L'axe 4 s'inscrit pleinement dans la mesure n°9 de la stratégie de mandat de la Région Bourgogne-Franche-Comté. L'articulation du PO FEDER-FSE Bourgogne avec l'action régionale va globalement dans le sens de la volonté européenne concernant l'objectif thématique Environnement (voir tableau page suivante). Il est à mettre en lumière :

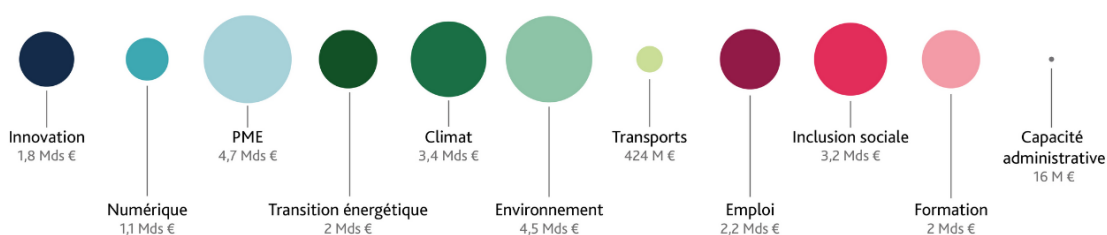
- La pertinence d'une articulation autour de la thématique trame verte et bleue qui permet de s'inscrire pleinement dans le sens de la volonté européenne à savoir « *diminuer le taux de fragmentation des espaces* », « *renforcer la prise en compte du patrimoine naturel dans les projets de territoires* » et « *d'améliorer l'état de conservation des habitats naturels et espèces* ».
- Le financement important d'actions d'amélioration des connaissances, d'animation et de communication qui s'inscrivent parfaitement dans la stratégie Europe 2020 « *d'amélioration de l'acquisition, de l'organisation et de la diffusion de la connaissance de la biodiversité, des patrimoines et des paysages* ».

Cependant, le **déséquilibre** des financements entre actions à portée de restauration et actions de gestion, d'animation et de communication **ne va pas dans le sens de la volonté européenne** (voir page 35).

Mesure n°9 de la stratégie de mandat de la Région	Axe 4 du PO FEDER-FSE	Objectif thématique environnement de la stratégie « Europe 2020 » pour la France	Domaines d'intervention du FEDER d'après l'Europe	Commentaires
Préservation de la biodiversité via le SRCE	L'ensemble des actions financées sont articulées avec le SRCE et plus de 89% sont situées sur un zonage réglementaire dont fait partie le réseau Natura 2000	-Trame verte et bleue, -Mise en œuvre du réseau Natura 2000	-Diminution du taux de fragmentation des espaces -Renforcement de la prise en compte du patrimoine naturel dans les projets de territoires pour améliorer la qualité du cadre de vie	Très bonne adéquation
Préserver et restaurer les milieux humides et la trame bleue	La moitié des actions financées concernent la trame bleue	-Trame verte et bleue, -Mise en œuvre du réseau Natura 2000	-Diminution du taux de fragmentation des espaces -Amélioration de l'état de conservation des habitats naturels et espèces terrestres, aquatiques et marins	Très bonne adéquation
Préservation de la biodiversité via le financement des associations, acquisition de connaissances, diffusion de l'information, restauration des sites naturels, protection d'espèces	Tous les types d'actions ont reçu des financements même s'il existe un biais en faveur des associations par rapport à la restauration	Mobilisation de tous les secteurs pour assurer l'efficacité écologique des politiques et des projets publics-privés	-Amélioration de l'acquisition, de l'organisation et de la diffusion de la connaissance de la biodiversité -Amélioration de l'état de conservation des habitats naturels	Bonne adéquation En pleine articulation avec la stratégie de mandat de la Région, l'axe 4 a soutenu en majorité le milieu associatif et naturaliste. L'Europe semble souhaiter une mobilisation plus large incluant d'avantage les collectivités territoriales et les acteurs privés.
Structuration d'une stratégie régionale, d'un observatoire de la biodiversité	La mise en place de l'observatoire de la biodiversité était un objectif du FEDER			
Soutien à Alterre et aux trois muséums (Auxerre, Autun, Dijon)	Alterre et le muséum d'Autun ont bénéficié de financement FEDER (respectivement 164 000 euros et 500 000 euros). Les muséums d'Auxerre et de Dijon n'en ont pas bénéficié			
Soutenir les structures naturalistes	Les associations naturalistes sont les principales bénéficiaires du FEDER			

b. Le PO FEDER-FSE, la stratégie de mandat de la Région et les autres objectifs thématiques de la stratégie Européenne

Les fonds européens s'inscrivent dans la stratégie Europe 2020 qui a pour objectif commun de favoriser la croissance et l'emploi via des objectifs en matière de recherche et développement, d'emploi, d'éducation, de lutte contre la pauvreté ou encore de climat. Les fonds européens structurels et d'investissement (FESI) interviennent dans 11 champs d'action dits "objectifs thématiques"⁹.



La stratégie régionale biodiversité pourrait s'insérer dans **les autres objectifs thématiques** via une articulation avec les **autres politiques sectorielles de la Région**.

- Le financement des **projets de recherche sur la biodiversité** est possible à travers le soutien à l'innovation de l'Europe (OT 1). En effet, la thématique biodiversité est récente et il existe encore beaucoup d'incertitudes notamment sur la manière de hiérarchiser les enjeux et sur la réelle efficacité des solutions de restauration. La présente évaluation a souligné le manque de données disponibles pour quantifier réellement l'impact des actions de restauration sur la biodiversité.
- Le financement de l'amélioration de l'accès, l'utilisation et la qualité des **technologies de l'information et de la communication sur la biodiversité** à travers le soutien au numérique de l'Europe (OT 2). L'accompagnement de l'observatoire de la biodiversité financé par l'axe 4 du PO-FEDER peut s'inscrire dans cet objectif de l'Europe.

c. Cas particulier du financement des associations

Le soutien aux structures naturalistes fait partie de la mesure n°9 de la stratégie de mandat de la Région. L'axe 4 du PO FEDER-FSE a participé activement aux financements des dépenses salariales pour les structures naturalistes. Cela participe à la volonté européenne de promouvoir la **création d'emploi favorisant la cohésion**

⁹ <https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/objectifs-thematiques>

sociale et territoriale et de porter à 75% le taux d'emploi des travailleurs entre 20 et 64 ans de la stratégie Europe 2020.

Cependant, la volonté de l'Europe est de soutenir le développement de structures **viables économiquement** et **non des structures qui dépendent intrinsèquement des aides** du FEDER pour se maintenir. Il ressort des entretiens que les emplois créés ne sont pas liés à la création de nouveaux services ou compétences pouvant être par la suite maintenus en l'absence de ces financements.

Dans ce contexte l'articulation du PO FEDER-FSE avec l'action régionale sur le financement des structures naturalistes **semble dévier de la volonté européenne**. La pérennité des emplois créés dans le cadre du PO FEDER-FSE se pose notamment dans un contexte de réduction globale des soutiens financiers. Il ressort des entretiens une forte inquiétude des structures naturalistes à ce sujet.

3. PISTES DE REFLEXION

1. Éléments de Benchmark

a. Contexte

Afin de préciser les perspectives et recommandations pour la nouvelle programmation 2021-2027, un travail de comparaison de quatre PO ayant une enveloppe budgétaire sur la thématique biodiversité similaire (~8 à 12 millions €) a été réalisé :

	Axe	Objectif spécifique	Instruction	Nature des dépenses
Région Bretagne	Axe 2 - développer la performance économique de la Bretagne par le soutien à la recherche, à l'innovation et aux entreprises	OS2.1 - Renforcer la compétitivité de la recherche bretonne dans l'espace européen Action 2.1.3 - Soutenir le développement de la culture scientifique et technique - volet biodiversité OT 1	Un appel à projet reconduit chaque année	Dépenses de fonctionnement
Région Occitanie PO Midi-Pyrénées	Axe 9 : Contribuer à la transition écologique, préserver la biodiversité	OS17 - Accroître la préservation de la biodiversité, des paysages et des milieux aquatiques ou humides OT 6 PI 6d	Appel à projet pour les actions de connaissance Au fil de l'eau pour les projets d'investissement	Dépenses de fonctionnement et d'investissement
PO Languedoc-Roussillon	Axe 4 : Préserver et valoriser le territoire et ses ressources au bénéfice d'une croissance durable	OS13 - Préserver la biodiversité en restaurant les trames vertes et bleues OT 6 PI 6d	Au fil de l'eau	Dépenses d'investissement + études amont-suivi de projet
Région Sud	Axe 3 – Transition énergétique et valorisation durables des ressources	OS6d – Réduire la pression sur la biodiversité intervenant sur les trames vertes et bleues OT 6 PI 6d	3 appels à projet thématiques	Dépenses d'investissement + études amont- suivi de projet

La Région Bretagne a intégré un volet biodiversité dans son axe 2 au niveau de l'action 2.1.3 « Soutenir le développement de la culture scientifique et technique » avec un volet spécifique « Améliorer, diffuser et valoriser la connaissance de la biodiversité ». Cette action cible exclusivement les actions d'amélioration et de diffusion des connaissances. Elle prend donc en charge la majorité des dépenses actuelles du FEDER Bourgogne. Nous avons étudié les modalités des appels à projets, les indicateurs utilisés pour valoriser ces actions d'amélioration des connaissances.

Les ex-Régions **Midi-Pyrénées** et **Languedoc Roussillon** de la Région Occitanie ont été étudiés séparément en approfondissant la stratégie de la Région Occitanie sur la mise en place d'un PO commun pour la prochaine programmation. En Midi-Pyrénées, le PO a un axe biodiversité distinct (axe 9) aux thématiques très proches de celles du PO de Bourgogne. Nous avons traité la question de l'équilibre des dépenses entre fonctionnement-investissement. En Languedoc-Roussillon, la biodiversité est incluse

dans un axe plus large regroupant les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la protection contre les risques naturels. Nous avons traité la consommation de l'enveloppe budgétaire dans le cas d'un axe pluri-thématique ciblant des projets d'investissement avec une instruction au fil de l'eau.

La Région Sud a intégré la biodiversité dans l'axe 3 « transition énergétique et valorisation durable des ressources ». Tout comme l'ex-Région Languedoc-Roussillon, la Région Sud a ciblé des projets d'investissement sous forme d'appels à projets. Nous avons donc étudié l'impact d'un fonctionnement en appel à projets sur le nombre, la nature et les porteurs de projets.

Le benchmark a porté sur une étude bibliographique (documents des PO, sites internet, etc.) et par la conduite d'un entretien avec les services des Régions sélectionnées.

Sujet	Région Bretagne	ex-Région Midi-Pyrénées	ex-Région Languedoc-Roussillon	Région Sud
Financement de la diffusion et l'amélioration des connaissances	La Région Bretagne a inscrit les dépenses d'amélioration des connaissances sur la biodiversité dans l'objectif stratégique 1 « Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation ». Ce faisant, elle mobilise un cadre de performance basé sur l'immatériel et les dépenses de fonctionnement, bien adapté aux actions de valorisation, de diffusion, et d'amélioration des connaissances. Elle a une enveloppe FEDER dédiée de 3 M€ aujourd'hui engagée à 98 %. Le FEDER a soutenu des projets de type observatoire régional de la biodiversité et des projets impliquant les laboratoires de recherche en écologie.	Les actions 1.1 et 4 sont destinées à l'amélioration et à la diffusion des connaissances. Elles ont mobilisé respectivement 2 M€ et 1,6 M€. Elles concernent des projets portés essentiellement par des associations.	Aucune enveloppe pour la diffusion et l'amélioration des connaissances a été attribuée sur le PO 2014-2020.	Aucune enveloppe pour la diffusion et l'amélioration des connaissances a été attribuée sur le PO 2014-2020.
Financement de l'animation territoriale	Ces dépenses sont prises en charge par le dispositif régional de « contrat nature ».	L'action 1.2 cible précisément l'animation territoriale aboutissant à des changements de pratiques des acteurs (agriculteurs, communes, etc). Les actions 2 et 3 intégraient aussi la possibilité d'inclure des dépenses d'animation territoriale. L'importance de l'animation territoriale est soulignée pour l'émergence des projets de territoire pluri-thématiques (plusieurs espèces, trames, etc) et concertés (ex. au sein de PNR).	Aucune enveloppe pour l'animation a été attribuée sur le PO 2014-2020.	Aucune enveloppe pour l'animation a été attribuée sur le PO 2014-2020.

Sujet	Région Bretagne	Ex-Région Midi-Pyrénées	ex-Région Languedoc-Roussillon	Région Sud
Équilibre des dépenses d'investissement et de fonctionnement	La Région Bretagne n'est pas concernée par l'équilibre des dépenses.	La volonté initiale d'obtenir un ratio 70 % investissement et 30 % de dépenses de fonctionnement sur les projets de restauration/gestion (actions 2 et 3) n'a pas été respectée (au profit des dépenses de fonctionnement). A propos des actions 1 et 4, l'essentiel des dépenses correspond à du fonctionnement. En conséquence, la part des dépenses de fonctionnement représente près de 75 % des subventions octroyées en Région MP.	Les dépenses ont été essentiellement des dépenses d'investissement. Les dépenses de fonctionnement ont porté sur <ul style="list-style-type: none"> les actions de gestion lorsque les travaux étaient réalisés en régie les actions de suivi et d'évaluation dans la limite d'une petite proportion du montant total du projet. Toutes dépenses confondues, la consommation de l'enveloppe est limitée : 4.2M€ sur 11,9 M€ en juillet 2019.	Les dépenses éligibles ont été essentiellement des dépenses d'investissement. Les dépenses de fonctionnement ont porté sur : <ul style="list-style-type: none"> les frais de pilotage/gestion du projet la réalisation d'études d'avant-projet susceptibles de déboucher sur un ouvrage financé dans le cadre du programme
Indicateurs de réalisation	Aucun indicateur spécifique à cette sous-action n'a été mis en œuvre.	Deux indicateurs utilisés : <ul style="list-style-type: none"> « Nombre de nouveaux outils/dispositifs déployés pour des actions d'information, de sensibilisation et d'accompagnement ». Cet indicateur n'est pas valorisable comme indicateur de réalisation. « Nombre de restauration de continuités écologiques » 	Deux indicateurs de réalisation utilisés : <ul style="list-style-type: none"> CO23 / Nature et biodiversité: Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation (Hectares) Linéaire de cours d'eau restauré (kilomètres) 	Deux indicateurs de réalisation utilisés : <ul style="list-style-type: none"> IR6d2 / Linéaire de cours d'eau restauré (km) Ir6d / Ouvrage de restauration de continuité (Ouvrage)

Sujet	Région Bretagne	ex-Région Midi-Pyrénées	ex-Région Languedoc-Roussillon	Région Sud
Articulation des co-financeurs	La Région Bretagne, la DREAL, l'agence de l'eau et les départements sont intervenus en tant que co-financeurs.	Seule la Région intervient en co-financement à l'exception de quelques projets portant sur la trame bleue qui ont profité de l'intervention de l'Agence de l'eau. Ainsi, la Région n'a pas d'expérience dans le montage de projets pluri-annuels dans le cadre d'un APP mobilisant plusieurs financeurs.	La Région est intervenue en tant que co-financeur de ces projets.	Non abordé
Cohérence et interaction entre politiques sectorielles	Il n'existe actuellement pas de critères « biodiversité » dans les autres thématiques du FEDER.	Il n'existe pas de critères « biodiversité » dans l'attribution des fonds pour les projets des autres axes du FEDER. Les services environnement essayent de pousser dans ce sens.	Pour la prise en compte de la biodiversité dans les autres politiques, la Région Occitanie met en place une feuille de route collective permettant à chaque partenaire d'intégrer les enjeux biodiversité dans leurs actions. A l'heure actuelle, cette volonté ne se traduit pas forcément de manière efficace. Les services environnement interviennent dans ce sens.	Non abordé.

Sujet	Région Bretagne	ex-Région Midi-Pyrénées	ex-Région Languedoc-Roussillon	Région Sud
Instruction et sélection des dossiers	<p>Un appel à projets annuel est publié avec une sélection au fil de l'eau.</p> <p>Les projets multi-partenaires à envergure régionale ont été privilégiés, avec toutefois un point de vigilance à limiter le nombre de partenaires pour éviter les lourdeurs administratives.</p> <p>Afin de simplifier l'instruction, la Région a fourni des modèles de remontée des dépenses afin de standardiser la procédure.</p>	<p>La mise en place d'appels à projets apparaît comme particulièrement pertinente pour les projets de diffusion et d'amélioration des connaissances pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évite l'écueil du premier déposé premier servi • meilleure équité entre les déposants • plus facile à instruire car la notation se fait en fonction de critères définis pour l'APP • Améliore la qualité des projets notamment lorsque l'envergure régionale du projet est un critère de sélection. <p>Les APP étaient construits dans un premier temps dans un objectif de massifier les projets : multi-partenaires et pluriannuels. Cela s'est révélé contre-productif avec en conséquence des lourdeurs d'instruction et de gestion de projets préjudiciables pour la Région et les porteurs. Dans un second temps, les APP ont privilégié des projets avec 1 à 2 porteurs mais avec obligation de coordination entre projets (répartition spatiale, restitution commune, etc.) pour apporter de la cohérence et un meilleur impact aux projets.</p> <p>Un fonctionnement au fil de l'eau a été jugé comme préférable pour les projets d'acquisition, de restauration et de gestion de milieux car ces projets mettent plusieurs années à émerger.</p>	<p>L'instruction a été réalisée au fil de l'eau. Du fait de la focalisation du FEDER sur des projets d'investissement, peu de projets ont émergé par rapport au PO MP. Les porteurs de projets ont été principalement des collectivités, des syndicats mixtes et des établissements publics territoriaux.</p> <p>Plusieurs points sont à noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Peu de projets portant sur les TVB ont été déposés car beaucoup d'acteurs pendant cette période ont été en phase amont d'études et de réflexions stratégiques. Il est possible que ces projets émergent au cours de la prochaine programmation. • Malgré le faible nombre de projets, il est équivalent à celui des projets en MP concernant les acquisitions, restauration et gestion. • L'absence de dépenses d'animation apparaît comme un facteur limitant de projets territoriaux transversaux et concertés. Les projets en LR concernent en majorité des milieux spécifiques remarquables (projets d'acquisition et renaturation de quelques hectares). 	<p>3 appels à projets ont été conduits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en 2015 uniquement sur les trames vertes • en 2016 uniquement sur les trames bleues • en 2018 sur les TVB <p>Au total, 8 projets ont été retenus actuellement. Ils représentent 8 M€ consommés sur les 12,6 M€. Il existe un déséquilibre dans la répartition des milieux soutenus par les projets avec uniquement deux projets totalisant 1,5 M€ portant sur la trame verte. Les autres projets concernent la trame bleue en particulier les continuités écologiques des cours d'eau. Cette tendance corrobore l'observation faite pour le PO LR, de l'impact de l'animation territoriale sur la nature des projets. Il est à noter que la consommation de l'enveloppe a été effective dans la seconde moitié de la programmation car l'appel à projet publié fin 2018 indiquait une dotation de 9.3 M€ (soit 73 % de l'enveloppe restante).</p>

Sujet	Région Bretagne	ex-Région Midi-Pyrénées	ex-Région Languedoc-Roussillon	Région Sud
Prochaine programmation 2021-2017	<p>Le prochain PO devrait être dans la continuité de cette programmation. L'objectif du prochain PO est d'améliorer l'impact du FEDER en termes de transfert de connaissance et de compétences auprès des collectivités (en lien avec l'ARB). Il s'agira de soutenir des projets qui intègrent la rédaction de livrables adaptés à des publics cibles spécifiques (élus, services techniques, etc.) du projet plutôt que la rédaction de rapports d'activité. Le souhait serait aussi de favoriser les projets intégrant des laboratoires de recherche.</p>	<p>Concernant la mise en commun du PO Occitanie, une étape préalable facilitatrice de l'équilibre et la cohérence territoriale a été la mise en commun des SRCE en termes d'objectifs et de plans d'actions pour caler une stratégie biodiversité commune. Cette stratégie sera ensuite déclinée dans le prochain PO commun.</p>	<p>Pour la prochaine programmation, trois pistes sont privilégiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer le financement des dépenses de fonctionnement pour l'animation aux changements de pratiques Simplifier l'instruction des dépenses de fonctionnement dans les projets de restauration/ gestion avec la mise en place de forfaits <p>Financer les solutions fondées sur la nature en appui aux autres politiques sectorielles, sur les thématiques de diminution des risques (inondations) et de la gestion quantitative et qualitative de la ressource (eau, énergies, etc). Le principe serait de construire des appels à projet communs pour lesquels les crédits biodiversité interviendraient lorsque des solutions fondées sur la nature sont utilisées. L'objectif est d'avoir une instruction commune entre les différents services techniques et d'éviter le green-washing.</p>	Non abordé

b. Bilan du benchmark pour les perspectives et recommandations

Les problématiques rencontrées par l'axe 4 du PO FEDER-FSE Bourgogne se retrouvent dans les autres Régions et des solutions émergent :

- **Le déséquilibre de dépenses au profit des dépenses de fonctionnement** et de valorisation des actions d'amélioration, de diffusion des connaissances et d'animation est également observé en Midi-Pyrénées. Il est souligné son importance pour l'émergence de projets territoriaux concertés multi-acteurs, impliquant des changements de pratiques et de la restauration/gestion à large échelle. Cependant, le PO Languedoc-Roussillon montre que ces projets **peuvent émerger malgré l'absence de soutien aux dépenses de fonctionnement** par le FEDER. En effet, l'animation et l'amélioration des connaissances peuvent être financées via d'autres fonds publics. Toutefois, une manière de continuer à financer l'amélioration des connaissances via le FEDER est d'intégrer un volet « biodiversité » dans **un axe portant le soutien à la culture scientifique (PO Bretagne)**. Cela permet notamment de soutenir les dépenses des porteurs de projets associatifs.
- Afin d'**améliorer l'impact du FEDER**, l'idée d'intégrer des exigences en termes de **transfert des connaissances** et de montée en compétences des acteurs du territoire dans les critères de sélection apparaît comme judicieuse (PO Bretagne). Une solution possible est de demander dans les appels à projets un **plan de valorisation des retours d'expérience** issus des projets et de coordonner ces retours d'expérience sous forme de guide technique / aide à la décision / sensibilisation à destination de publics cibles bien identifiés.
- Le **fonctionnement en appels à projets** s'avère efficace pour **l'émergence de projets à envergure régionale**. Un point de vigilance est toutefois à souligner sur **l'excessive lourdeur des projets multi-partenaires**.
- L'intégration des « **solutions fondées sur la nature** » se ferait en **lien avec les autres politiques sectorielles** au travers d'appels à projets communs afin de garantir le financement uniquement du « surcoût » à l'usage de ce type de solutions par rapport à d'autres solutions techniques, plutôt que le financement de la totalité d'un projet qui relèvent de différents objectifs thématiques (gestion des risques, lutte contre le changement climatique, etc.).

2. Pistes de réflexions et recommandations pour 2021-2027

a. 1 Pistes de réflexion

Les pistes de réflexions pour la prochaine programmation se basent sur les problématiques soulevées par la présente évaluation à savoir :

- La coordination et l'articulation des différentes sources de financements afin de :
 - rééquilibrer les dépenses FEDER d'amélioration des connaissances, d'animation et de gestion et les dépenses FEDER de restauration et d'acquisition foncière.
 - amélioration de la visibilité et de l'impact du FEDER.

La mise en place d'une conférence des financeurs pourrait être un levier pour aller vers une articulation des différentes sources de financements¹⁰.

- La poursuite du financement des projets en faveur de la restauration des réseaux écologiques (trames verte, bleue, noire,...).
- Garder un axe biodiversité indépendant
- L'intégration de la Franche-Comté.

Afin d'être opérationnelles, les pistes de réflexions visent également à répondre aux enjeux budgétaires et aux volontés affichées de l'Europe pour la période 2021-2027 à savoir :

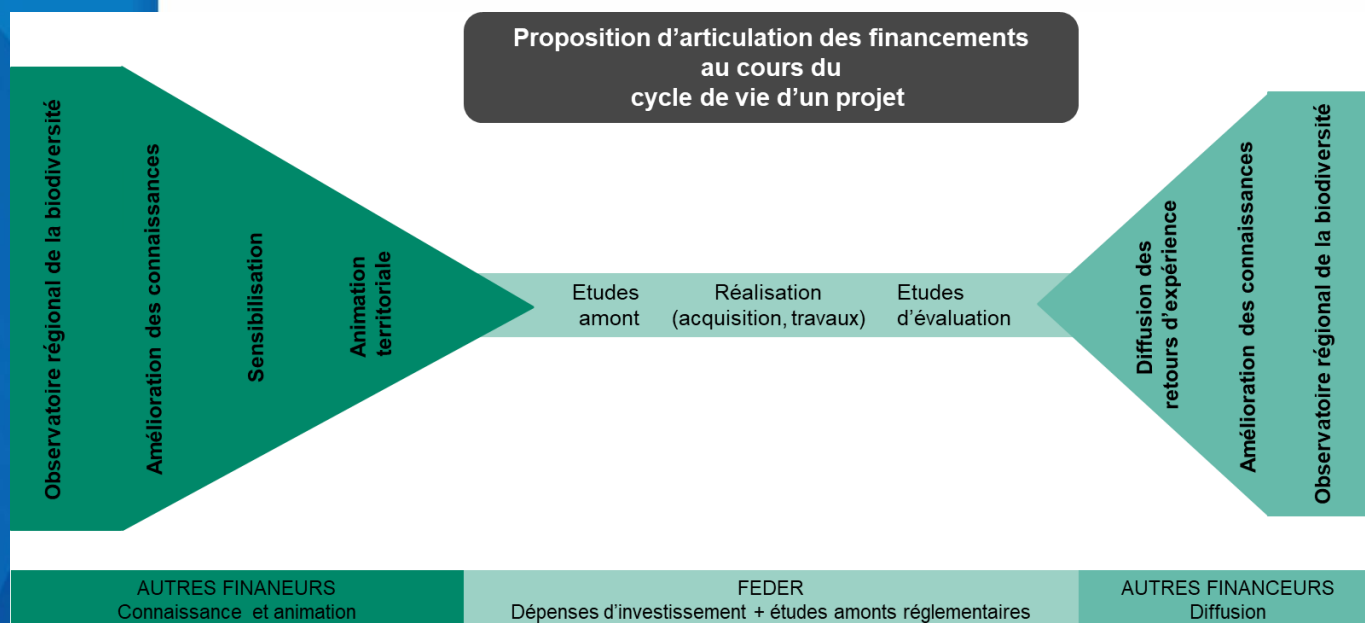
- Des dépenses tournées sur l'investissement et les projets d'envergure régionale
- L'utilisation de solutions basées sur la nature
- Un fléchage plus important vers la biodiversité urbaine
- La concentration des axes

¹⁰ L'amélioration de l'efficacité des financements en matière de biodiversité fait partie des actions du programme « chef de filât biodiversité » en cours de rédaction à la Région. Son objectif va clairement dans le sens des recommandations de l'évaluation à savoir la structuration d'un groupe de financeurs.

b. Recommandations

1. Articuler les financements autour d'un cycle de vie complet

Pour répondre aux enjeux précédemment cités, il apparaît nécessaire de proposer un cadre pour le fléchage de l'enveloppe budgétaire basé sur le **cycle de vie total d'un projet**.



Le travail sur le cycle de vie complet d'un projet permet de :

- fournir une meilleure **visibilité aux porteurs de projets** :
 - clarifier le règlement des dépenses éligibles.
 - diffuser les connaissances et la capitalisation des bonnes pratiques pour obtenir du FEDER (guide,...).
 - améliorer la transparence du processus de sélection et de niveau d'excellence qui est une attente de la Commission Européenne.
- travailler en amont les **indicateurs d'évaluation du FEDER** et de les articuler pleinement avec les volontés de l'Europe étant donné qu'ils sont imposés par la Commission européenne et ne peuvent donc être changé. Ce travail permettra également de sensibiliser les porteurs de projets et au départ du FEDER sur la manière de calculer les indicateurs.
- cibler les projets en dehors de la stratégie de financement des autres financeurs de la Région (DREAL, Départements, Agences de l'eau, etc) et à

l'inverse de faire prendre en charge par les financeurs autres que le FEDER les parties du cycle de vie des projets **non valorisables par les indicateurs de l'Europe**. Cela permet de favoriser :

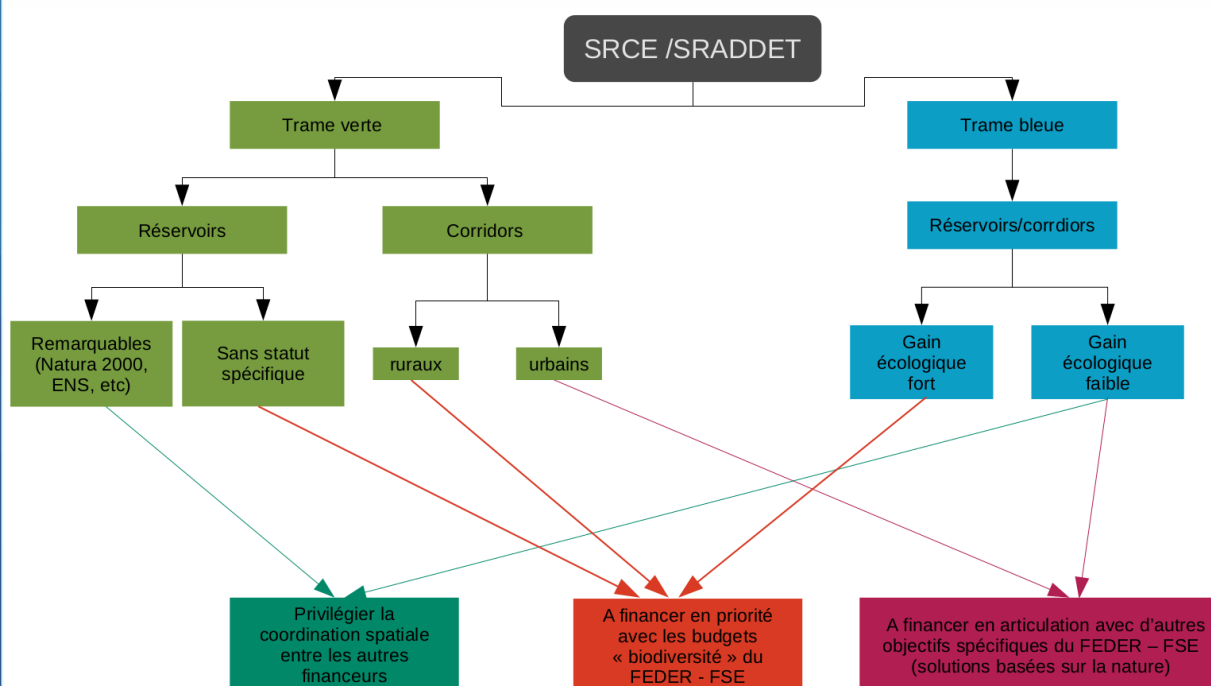
- l'amélioration des connaissances et l'animation nécessaires à l'émergence de projets ambitieux d'investissement via les autres financeurs.
- la diffusion des retours d'expériences de projet financés par le FEDER.
- valoriser plus fortement l'action du FEDER auprès des co-financeurs (**co-construction, plus de coordination, mise en réseau**).
- favoriser les **dialogues inter-porteurs** de projets pour éviter les recouvrements
- favoriser le **transfert d'informations** sur le FEDER :
 - Démarquer de façon plus nette le FEDER-FSE des autres financeurs. Cela permet d'améliorer la visibilité auprès des collectivités, des fédérations de chasseurs, de pêches, agricoles et des PNR.
 - Continuer l'accompagnement de la part du service en charge de l'instruction jugé efficace car le FEDER est dans l'ensemble trop lourd.
 - Stabilisation des méthodes de calcul pour les décomptes de temps de personnel afin d'éviter les recours.
 - Clarifier les objectifs du FEDER permettant aux porteurs de projets de mieux se situer (difficultés à rendre éligibles les dépenses).
- de disposer d'une vision globale d'un projet allant du diagnostic initial jusqu'à son évaluation a posteriori.
- favoriser l'émergence de projets ambitieux avec une meilleure coordination spatiale des actions financées entre différents financeurs sur l'ensemble d'un réseau écologique.

2. Poursuivre les financements en faveur de la biodiversité via le principe des réseaux écologiques (trame verte, bleue, noire,...)

L'articulation des financements en faveur de la biodiversité autour des politiques en faveur des réseaux écologiques (trame verte, bleue, noire, ...) a très bien fonctionné dans le cadre de la programmation 2014-2020. Elle permet de financer un large panel d'actions en faveur de la biodiversité et un large spectre d'acteurs des territoires. De plus, cela permet de s'inscrire pleinement dans la politique régionale du SRADDET,

décliné aux échelles locales dans les documents de planification territoriale et répond aux attentes de l'Europe.

Le schéma ci-dessous présente une **proposition de stratégie de financement** tirant profit des complémentarités entre financeurs et en cohérence avec le SRCE/SRADET. Cette proposition constitue un **cadre conceptuel à affiner** à l'avenir avec les différents partenaires de la Région.



Puisque les réservoirs remarquables (Natura 2000, Espaces Naturels Sensibles, etc.) et/ou identifiés à enjeu pour la ressource en eau sont pleinement intégrés dans les stratégies de plusieurs financeurs, nous préconisons de privilégier la coordination spatiale entre les projets qu'ils soutiendront et ceux soutenus par le FEDER- FSE 2021-2027. A l'inverse, nous proposons de financer en priorité les réservoirs et corridors des TVB en milieu rural et urbain par le FEDER-FSE. En milieu urbain, étant donné la concurrence et les coûts fonciers importants, nous identifions l'opportunité de privilégier les solutions fondées sur la nature dans ce contexte en articulation avec d'autres enjeux (lutte contre les îlots de chaleur, etc.)

3. Améliorer la transversalité des projets tout en gardant un affichage biodiversité fort

Le PO FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020 avait l'originalité de disposer d'un axe biodiversité (axe 4 « Pour une biodiversité durable »). De fait, la biodiversité

n'intervenait pas en concurrence avec les autres thématiques environnementales (mobilité verte, changement climatique, nature en ville,...).

Cependant, les orientations de l'Europe conduisent à la mise en place d'axes plus larges que la biodiversité incluant les problématiques de solution fondées sur la nature en lien avec l'adaptation au changement climatique, l'urbanisation, la qualité de l'air, etc. Afin de maximiser les budgets alloués réellement à la biodiversité, les pistes de réflexions suivantes sont proposées :

- Promouvoir les synergies entre les politiques sectorielles de lutte contre le changement climatique en milieu urbain, de gestion des risques (incendies, inondations, etc) et de gestion de la ressource (eau, biomasse, etc.) par la mise en œuvre d'appels à projets commun favorisant l'émergence de projets basés sur des **solutions basées sur la nature**. L'enveloppe « biodiversité » du prochain PO viendrait dans ce cas financer uniquement le « surcoût¹¹ » associé à la mise en œuvre de ce type de solutions (par exemple avec une hausse du taux d'intervention).
- Ajouter de la **conditionnalité sur les enjeux biodiversité** sur l'ensemble des autres thématiques du FEDER, notamment sur leur évaluation (analyse du cycle de vie des projets et de leurs externalités, par exemple, artificialisation ou non, présence d'espèces protégées ou non, proximité à un site naturel)
- Mettre en cohérence l'ensemble des axes du FEDER avec la stratégie de l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB). Par exemple, l'axe 1 du FEDER pourrait reprendre l'axe de « biodiversité & économie » de l'ARB.

4. Veiller à la bonne intégration de la Franche-Comté

La prochaine programmation sera à l'échelle de la nouvelle Région Bourgogne-Franche-Comté. Les budgets alloués à la biodiversité par le FEDER seront donc répartis sur une surface plus importante intégrant de nouveaux **Parcs Naturels Régionaux** et **Réserves Naturelles Régionales** bien structurés avec de forts enjeux patrimoniaux. La répartition spatiale des futurs financements est une réflexion à mener en amont de la prochaine programmation.

¹¹ Les solutions basées sur la nature correspondent souvent à des actions qui n'auraient pas un gain écologique important. Il est important que les financements « biodiversité » portent uniquement sur le gain écologique – biodiversité apporté par les actions de solutions basées sur la nature.

4. ANALYSES DÉTAILLÉES

1. Synthèse des résultats de l'enquête

Le questionnaire d'enquête ainsi que la liste des personnes auditionnées sont disponibles en annexes à la page 88.

a. Panel des acteurs de la biodiversité mobilisant du FEDER

Les acteurs de la biodiversité cités par les personnes auditionnées comme porteurs de projets éligibles au FEDER sont en majorité les acteurs associatifs (naturalistes et gestionnaires d'espaces naturels), puis viennent les Parcs Naturels Régionaux et en moindre mesure les syndicats de rivière.

Les autres collectivités territoriales (EPCI, Départements) apparaissent comme peu ciblées par ce dispositif mais pour des raisons différentes. Pour cette programmation, les départements ayant une ressource financière propre (taxe d'aménagement des espaces naturels sensibles), les services de la Région ont favorisé d'autres porteurs de projet. Concernant les EPCI, il est évoqué le manque de dynamisme sur le sujet en particulier du fait d'un manque de compétences sur cette thématique. Elles seraient toutefois susceptibles de se mobiliser sur des sujets « nature en ville » et changement climatique lorsque sont associés des thématiques bien-être/santé/écologie.

De même, le dispositif n'excluait pas les porteurs de projets privés, mais ne les visait pas précisément. Pour les services de la Région, ce type de porteurs pose la question de la pérennité des actions mises en place. Enfin, d'autres acteurs comme les chambres d'agriculture, évoquées par d'autres financeurs, comme acteurs pouvant agir sur la biodiversité, ne sont actuellement pas ciblées par le FEDER.

Concernant les acteurs associatifs, ils étaient une cible prioritaire de ce financement et ont effectivement sollicité de manière récurrente ce dispositif sur la période. Il existe néanmoins un enjeu de clarification de la ligne de démarcation entre ces structures sur la couverture géographique et les taxons visés. Les porteurs associatifs auditionnés mettent en avant un dialogue inter-structures pour éviter les recouvrements, mais cette démarche reste peu lisible au niveau des services instructeurs.

Les Parcs Naturels Régionaux ont peu sollicité ce dispositif sur la programmation, et cela en deçà des objectifs de la Région sur cette catégorie de porteurs. La complexité

de ce financement est identifiée comme le frein pour ces structures pourtant identifiées comme les structures adéquates pour répondre au FEDER.

b. Usage du FEDER-FSE

Les porteurs de projets indiquent que le FEDER-FSE intervient généralement comme dernier financeur, parfois en bouclage financier de projets en cours. L'usage du FEDER-FSE en termes d'actions et enjeux biodiversité ciblés peut donc résulter de la stratégie de financement des autres financeurs. Les porteurs de projets présentent leurs plans d'actions annuels auprès du service environnement de la Région qui s'articule avec la DREAL et qui les oriente vers le FEDER selon les cas. Les actions et enjeux biodiversité relevant de ce financement restent flous pour les autres financeurs régionaux (Agences de l'eau, départements, etc) qui ne les identifient pas de manière précise. Même si le PO Bourgogne 2014-2020 s'est appuyé sur les axes de la programmation précédente et du SRCE, les personnes auditionnées n'ont pas connaissance d'un processus d'évaluation des dossiers explicitant de manière précise les critères de recevabilité et de cohérence des actions soutenues par rapport aux enjeux liés à la biodiversité de la Région. Ils mettent en avant une très bonne couverture des espèces et milieux éligibles au FEDER et au-delà des enjeux stricts de continuités écologiques.

Au cours de cette programmation, les associations ont été amenées à solliciter le FEDER-FSE pour des dépenses salariales et de déplacements majoritairement, les dépenses de sous-traitance et d'achats restant minoritaires. Les acteurs associatifs ont vu, sur la période, une augmentation de leurs effectifs permanents au travers des actions financées par le FEDER-FSE (entre 30 et 50 % d'effectifs en plus). Ils soulignent la part prépondérante du FEDER dans le budget actuel de leurs structures (de 20 à 50 % du budget total) et leur dépendance à ce financement aujourd'hui pour leur fonctionnement.

Les acteurs régionaux ne font pas la même lecture de l'usage du FEDER. Pour certains, l'usage du dispositif tourné vers l'animation et l'amélioration des connaissances répond aux objectifs initiaux. Le bilan est donc satisfaisant. Pour d'autres, ce fond européen est destiné aux investissements et projets d'ampleur du fait de son enveloppe et de la stratégie de financement de l'Europe. De leur point de vue, le bilan est donc mitigé. Tous les acteurs auditionnés indiquent qu'il n'existe pas de démarcation nette entre le FEDER et les autres financeurs, intégrant

potentiellement une concurrence entre financeurs pour soutenir les actions les plus « visibles ».

De nombreux acteurs évoquent la tendance des autres financeurs à restreindre l'éligibilité des dépenses en faveur de l'amélioration des connaissances et de l'animation (en particulier les agences de l'eau) au profit des études pré-opérationnelles et des actions d'acquisition, de restauration et de gestion. Or, les acteurs évoquent la nécessité de conserver des ressources pour ces actions d'amélioration des connaissances et d'animation permettant de définir et de co-construire les actions d'investissement, « actions tangibles », en faveur de la biodiversité. La biodiversité est décrite comme un sujet de territoire, multi-acteurs. En absence d'animation territoriale et de connaissance précise des enjeux, les projets d'ampleur ne pourront émerger. Les acteurs font remarquer qu'actuellement, le niveau de sensibilisation des territoires est très différent, et sera plus marqué en cas de non financement de ces catégories d'actions. Les services régionaux évoquent des difficultés à mobiliser les élus sur des dépenses peu visibles et valorisables.

c. Dépenses éligibles, taux d'intervention et instruction des dossiers

Les porteurs de projets mettent en avant des difficultés à rendre éligibles leurs dépenses. Une explication avancée est l'inadéquation entre les actions déposées (animation, amélioration de connaissances) et les objectifs initiaux du FEDER. Par ailleurs, le FEDER intervient en dernier financeur sur des projets en cours et sur des actions pouvant être engageantes pour les structures porteuses telles que la signature d'un compromis de vente, sans certitude d'éligibilité.

Les planchers et plafonds d'intervention ont aussi été évoqués comme limitant les petits projets ou au contraire, l'ambition des projets. Certains porteurs souhaiteraient que le taux d'intervention à 50 % pour le FEDER et 80 % maximum d'aides publiques, puisse être relevé. Le taux d'aide publique peut aboutir à un taux réel inférieur du fait de la proratisation entre financeurs. En effet, le calcul de l'assiette éligible étant différent entre financeurs, le taux de 50 % des dépenses financées n'est pas toujours atteignable pour les structures porteuses.

De manière consensuelle, la lourdeur administrative associée à l'instruction des dossiers FEDER-FSE est soulevée par la majorité des porteurs. Les porteurs de projets soulignent toutefois la disponibilité et l'accompagnement efficace du service

régional en charge de l'instruction et ont conscience qu'il s'agit d'une conséquence du fonctionnement administratif européen. Ceux-ci ont mis en place une ingénierie financière spécifique au cours de la programmation mais relèvent toujours des difficultés, notamment pour les décomptes de temps des personnels permanents travaillant sur plusieurs actions en même temps. Les structures porteuses indiquent des modifications au cours de la programmation et des imprécisions dans le calcul des dépenses éligibles ayant suscité des recours en cas d'audit. Leur demande irait sur une stabilisation des méthodes de calcul pour éviter ces recours. Enfin, l'absence d'acomptes intermédiaires pour des projets pluri-annuels demande une trésorerie importante aux structures porteuses.

En définitive, le risque financier, la lourdeur administrative, et les décalages de trésorerie sont décrits comme les trois raisons principales freinant l'usage de FEDER sur la période. Elles ont un impact sur le nombre de projets déposés et sur leur ambition. Enfin, pour ces raisons, plusieurs porteurs de projet seront susceptibles de ne plus demander du FEDER sur la prochaine programmation.

d. Effet levier et impact du FEDER-FSE

L'effet levier financier du FEDER en termes d'ambition des projets a été mis en avant par de nombreux porteurs de projets. Il a permis de pérenniser des suivis pluri-annuels sur une large gamme de taxons. Étant sollicité comme dernier financeur, l'effet levier est toutefois conditionné à l'obtention de co-financements et donc ne permet pas de faire financer des actions en dehors des stratégies des autres financeurs.

La large couverture taxonomique et de milieux est jugée favorable à l'impact du FEDER. Elle permet de l'associer avec tous types de co-financeurs et de le mobiliser sur des habitats patrimoniaux comme ordinaires. Certaines personnes auditées remarquent toutefois que les suivis, l'animation et les actions menées se sont focalisés en majorité sur des habitats remarquables alors que l'érosion de la biodiversité est accrue dans les milieux ordinaires (en particulier, en milieu agricole). Ils identifient donc que l'impact du FEDER devrait se concentrer sur ces milieux « interstitiels », souvent corridors écologiques. À l'inverse, quelques acteurs pensent que le FEDER devrait se concentrer sur les milieux remarquables.

La pérennisation des équipes salariées est un vecteur d'augmentation de l'impact du FEDER. Les équipes sont plus expérimentées, notamment dans les actions de sensibilisation et d'animation. En effet, les personnes auditées soulignent la

pérennisation des actions d'animation territoriale comme le facteur prépondérant de projets ambitieux d'investissement. De leur expérience, les délais d'émergence de projets de protection des habitats se situent entre 5 et 20 ans.

Les conseils départementaux soulignent que le FEDER constitue un outil à leur disposition qui leur permet de mettre en œuvre leur stratégie ENS (Espaces Naturels Sensibles) via les projets qu'ils co-financent.

e. Cohérence de l'axe 4 du FEDER avec les autres politiques (autres axes FEDER, FEADER, etc)

Une large partie des personnes auditées quelle que soit la catégorie (financeurs, porteurs de projet, Région BFC) indique ne pas avoir d'expertise sur la cohérence du FEDER avec les autres politiques.

Toutefois, de nombreux acteurs déplorent le manque de transversalité dans les politiques publiques, avec une approche en silos pouvant être préjudiciable à la biodiversité.

Quatre antagonismes ont été reportés en particulier :

- aides aux pratiques agricoles et sylvicoles préjudiciables à la biodiversité : dépierrage des prairies naturelles pour permettre la mécanisation, saisonnalité des coupes de bois, etc.
- Soutien aux EnR sans critères sur la protection de la biodiversité
- Axe urbain du FEDER, sans prise en compte de la biodiversité
- ligne de partage peu précise entre FEADER et FEDER au sein des zones Natura 2000

f. Articulation entre financeurs de la biodiversité

Globalement, les porteurs de projets sollicitent les mêmes financeurs : Région, FEDER, DREAL, Conseils départementaux, agences de l'eau. L'AFB n'est que rarement désignée comme financeur. Les agences de l'eau sont identifiées comme co-financeurs sur les actions portant sur la trame bleue, tandis que les autres financeurs sont identifiés sur la trame verte.

Il est à noter que les autres financeurs ont actuellement une connaissance vague du dispositif FEDER. Ils n'ont pas forcément connaissance d'être intervenus en tant que co-financeur avec le FEDER. Ils évoquent en ce sens un risque de sur-financement de

certaines dossiers en l'absence de processus de contrôle entre financeurs. Cette coordination permettrait :

- une vision complète de l'action financée
- la vérification que le seuil limite de financement public est respectée
- la coordination des financements

Les financeurs sont donc intéressés à travailler collectivement et être tenus plus informés de ce dispositif de financement. Pour ceux qui ont été présents au travail initié par la Région en 2019, ils précisent que la conférence des financeurs est nécessaire pour une bonne articulation des acteurs, une amélioration de la transversalité et la concentration des efforts sur des enjeux construits collectivement. Cette collaboration était déjà effective entre la DREAL et la Région.

La question de l'additionnalité et de la complémentarité des financements ont été soulevées par les différents financeurs. L'additionnalité apparaît plus favorable au monde associatif et aurait l'avantage de ne pas trop saupoudrer les financements sur de nombreuses thématiques. Elle nécessite toutefois de bien couvrir les enjeux régionaux notamment avec la prise en compte de l'ex-Région Franche-Comté.

Sur la période, les porteurs de projets ont noté une baisse des financements des autres financeurs, en particulier, ceux des agences de l'eau qui se sont retirées des actions d'amélioration des connaissances et de sensibilisation. Celles-ci en effet, se mobilisent sur les travaux, les actions d'amélioration des connaissances ayant été attribuées à l'OFB.

Les porteurs de projets sont favorables à une meilleure coordination des financeurs, notamment sur l'ingénierie financière, mais craignent un alignement sur la complexité du FEDER.

Des financeurs comme les conseils départementaux et la DREAL essayent de mettre en place des acomptes lorsqu'ils sont co-financeurs avec le FEDER, pour faciliter le portage financier des dossiers.

g. Fusion des Régions Bourgogne et Franche-Comté

La majorité des acteurs identifie bien l'absence de PO FEDER au niveau de l'ex Région Franche-Comté.

La fusion des Régions n'a pas eu d'impact sur les porteurs de projets pour la programmation actuelle. A la marge pour certaines structures couvrant le territoire de la Région BFC, il a été nécessaire de dédoubler les plans de financements sur les deux ex-Régions. Elle a toutefois impliqué un retard à la mise en place d'outils régionaux comme l'observatoire régional de la biodiversité car chaque Région avait développé son outil spécifique.

Dans la perspective, de la nouvelle programmation, de nombreuses structures associatives s'engagent dans une fusion entre Bourgogne et Franche-Comté. Cette volonté de regroupement est à la fois soutenue par les financeurs régionaux et en interne au niveau des fédérations nationales (LPO, CEN, etc). Concrètement, des problématiques émergent de ces regroupements qui pour la plupart sont initiés mais encore non effectifs. Tout d'abord, les structures associatives de la région ont une histoire passée avec la scission de l'EPOB, et par ailleurs, cette convergence implique des enjeux de gouvernance de ces structures. Ils portent sur le risque de voir croître l'importance de l'équipe salariale gestionnaire au détriment du bénévolat. Ainsi, des associations naturalistes souhaitant rester bénévoles, ne pourront pas s'inscrire dans cette dynamique de convergence, impliquant des disparités importantes d'accès au FEDER entre les territoires de la Région BFC. Enfin, certaines structures envisagent plutôt des accords de collaboration permettant de déposer des fonds FEDER comme une seule entité, plutôt qu'une fusion des structures.

Expertise recueillie sur la prochaine programmation

h. Améliorer l'efficacité entre structures porteuses et financeurs régionaux

Cette amélioration apparaît en cours pour de nombreuses personnes auditionnées. L'amélioration de l'efficacité porte sur :

- Une clarification des actions ciblées par le PO biodiversité avec des dynamiques partenariales avec les autres financeurs
- Un dispositif avec des procédures de dossier facilitées ou a minima précisées et inchangées sur l'ensemble de la prochaine programmation
- La mise en œuvre de projets collaboratifs permettant de limiter la concurrence entre structures porteuses
- Une refonte des plafonds et taux d'intervention en particulier si les structures porteuses sont régionales

- Des axes d'ouverture avec des structures tierces (chasseurs, pêche, etc)
- Ces améliorations sont données par les personnes auditionnées comme un scénario tendanciel qui est positif pour eux. Pour d'autres acteurs, l'absence de ce type d'amélioration les amènerait à diminuer leur sollicitation du FEDER au cours de la prochaine programmation.

i. Incertitudes sur la pérennisation du PO actuel et son extension à la Franche-Comté

Ce sujet a été largement abordé par les personnes auditionnées et défini comme le scénario négatif pour la prochaine programmation. Plusieurs cas de figure ont été énoncés :

1. Disparition du fond FEDER-FSE pour des actions biodiversité :

Cette hypothèse paraît plausible à de nombreuses personnes auditionnées. Les conséquences sociales pour les structures (diminution des effectifs), ainsi que pour les territoires en termes d'animation territoriale sont sources de fortes inquiétudes. Cela aboutirait à moins d'emplois dans les campagnes et à une augmentation de l'hétérogénéité dans les actions en faveur de la biodiversité car devenant au bon vouloir des acteurs locaux (élus, etc). L'ensemble des acteurs considère que les autres financeurs régionaux ne seront pas en mesure de prendre le relais sur le montant de cette enveloppe.

2. Disparition de l'axe biodiversité et convergence avec d'autres axes

Dans un principe de concentration des axes, la biodiversité pourrait intégrer l'axe 2 du FEDER « croissance verte » dans lequel elle pourrait être en concurrence avec des thématiques comme la mobilité par exemple. Dans ce cas, les personnes auditionnées pensent que cette situation aboutirait à une dilution de l'engagement des fonds pour la biodiversité même si l'enveloppe globale du FEDER-FSE reste constante.

3. Enveloppe constante de l'axe biodiversité sur l'ensemble de la Région BFC

Une enveloppe constante sur l'ensemble de la Région BFC aurait mathématiquement un impact négatif sur les acteurs de Bourgogne. A cela s'ajoute, un enjeu de masse salariale qui augmente dans les structures avec l'âge des salariés. La fusion des Régions augmentera fortement la concurrence entre acteurs, d'autant plus si l'enveloppe reste constante. Le constat est fait que la Région Franche-Comté a de nombreux PNR et RNR bien structurés qui seront dynamiques pour déposer des dossiers. Il y a aussi un enjeu sur la redéfinition des habitats ciblés par le PO BFC. En effet, les deux Régions présentent des milieux différents sachant que l'ex Région

Franche-Comté a des milieux à fort enjeu patrimonial tels que les tourbières et les milieux montagneux. Enfin, la territorialisation de l'instruction des dossiers ressort aussi comme un enjeu de la fusion des Régions. Territorialiser les dossiers entre les deux ex-Régions amènerait à doubler le temps de travail administratif, ce qui est perçu comme négatif. Une répartition des tâches équilibrées est souhaitée par les acteurs auditionnés, en particulier sur l'examen technique des dossiers pour rester au plus proche des problématiques différentes entre les deux ex-Régions.

j. Bénéfices et limites d'un fonctionnement par appel à projets

Le fonctionnement par appel à projets a été aussi souvent évoqué par les acteurs avec des bénéfices et limites différents selon leur point de vue. Ainsi, certains acteurs mettaient cette évolution dans leur scénario positif, d'autres dans leur scénario négatif (plutôt les porteurs de projet).

Les bénéfices énoncés de ce fonctionnement en appel à projets :

- Meilleure dynamique régionale avec augmentation de coopération entre acteurs et donc diminution de la concurrence
- Gage de simplification du montage et de l'instruction des dossiers pour les porteurs et les services instructeurs
- Possibilité d'augmenter les taux d'intervention par rapport à un fonctionnement au fil de l'eau
- Transparence du processus de sélection et de niveau d'excellence qui est une attente de l'Europe
- Assurance de faire remonter des projets correspondant à la stratégie régionale
- Communication accrue et plus large facilitant l'émergence de nouveaux projets

Les limites ont été exprimées par les porteurs de projets en majorité :

- Des appels à projets ciblant des projets ponctuels et courts, ne permettant pas de suivis pluriannuels
- Des appels à projets excluant les actions d'amélioration des connaissances et d'animation territoriale

- Non maîtrise du calendrier notamment si les délais sont courts et incompatibles avec le délai de maturation des projets en biodiversité qui sont longs car multi-partenaires
- Non adéquation des thématiques éligibles des AAP avec les besoins de financement
- Perte du triptyque connaissance/animation/investissement
- Intervention restreinte à un spectre moins large de milieux

D'une manière générale, les porteurs de projets réalisant de l'amélioration de connaissances craignent que ce type d'actions soit évincé de la prochaine programmation. Selon eux, les élus n'identifient pas la nécessité de réactualiser et d'étendre à de multiples taxons et sur l'ensemble du territoire les suivis d'inventaires, ainsi la priorité sera donnée aux actions d'investissement.

k. Transversalité des projets

La nécessité d'aborder la biodiversité de manière transversale dans la politique régionale et donc dans ses fonds européens a été abordée.

Deux manières d'appréhender cette transversalité ont été avancées :

1. Proposer des appels à projets sur des thématiques transversales de type « solutions fondées sur la nature » en lien avec l'adaptation au changement climatique, l'urbanisation, la qualité de l'air, etc
2. Ajouter de la conditionnalité sur les enjeux biodiversité sur l'ensemble des autres thématiques du FEDER, notamment sur leur évaluation (analyse du cycle de vie des projets et de leurs externalités, par exemple, artificialisation ou non, présence d'espèces protégées ou non, proximité à un site naturel)
3. Mettre en cohérence les axes du FEDER avec la stratégie de l'ARB. Par exemple, l'axe 1 du FEDER pourrait reprendre l'axe de « biodiversité & économie » de l'ARB.

l. Animation et simplification des démarches d'instruction

La demande a été logiquement à la simplification des dossiers de demande d'aide pour la prochaine programmation : clarification du règlement des dépenses éligibles, donner les pièces une seule fois par porteur de projets, et non à chaque dossier et pouvoir obtenir des acomptes de trésorerie.

Le rôle de l'Agence Régionale de la Biodiversité a été souvent évoqué. Elle apparaît comme l'acteur qui pourrait être en charge de l'animation et de l'accompagnement des démarches d'instruction. Son rôle (animateur, ingénierie financière, etc) n'apparaît pas encore déterminé pour les acteurs auditionnés. A minima, les acteurs s'accordent sur ce rôle minimal :

- Mise en réseau des acteurs, information
- Accompagnement/porte d'entrée pour orienter les porteurs de projets vers les bons dispositifs (accélérateur de projets).
- Diffusion des connaissances/capitalisation des bonnes pratiques pour obtenir du FEDER

m. Amélioration de l'impact du FEDER

Certaines pistes ont été avancées pour améliorer l'impact du FEDER sur la préservation de la biodiversité :

- Cibler des projets reproductibles/transférables en dehors du site du projet
- Cibler des projets mettant en place un partage de connaissances entre structures pour démultiplier l'effet de chaque action
- Se positionner sur les milieux interstitiels de la matrice paysagère de la biodiversité ordinaire (en cherchant la complémentarité entre DREAL/CD pour les espaces protégés et FEADER pour les zones Natura 2000)
- Demander systématiquement une mise en protection des espaces acquis par le soutien du FEDER
- Construire le FEDER sur le cycle de vie complet d'un projet depuis un diagnostic initial jusqu'à son évaluation a posteriori
- Avoir une coordination spatiale des actions financées entre financeurs pour augmenter l'effet des actions en particulier sur les corridors écologiques (par exemple, l'agence de l'eau finance une restauration de ripisylve avec un porteur de projets, et le FEDER privilégie un projet adjacent d'un réseau de haies porté à un autre porteur de projets). L'ARB pourrait jouer un rôle dans ce sens.

n. Conclusions sur les 10 questions évaluatives

Questions évaluatives	Expertise obtenue par les entretiens
En quoi la fusion des Régions et des structures a-t-elle impacté la mise en œuvre du volet biodiversité durable du PO bourguignon ?	<p>La fusion des Régions n'a pas eu d'impact sur les acteurs au cours de la programmation. Elle a engendré une dynamique de regroupement des structures associatives en cours. Elle est perçue plutôt négativement sur la prochaine programmation en cas d'enveloppe constante et/ou de mauvais équilibre dans la répartition des actions ou spectre de milieux ciblés, en particulier parce que l'ex Région Franche-Comté présente une plus grande superficie de milieux patrimoniaux.</p>
Quels enseignements pourront être extraits, en termes de biodiversité durable, en vue de la future programmation ?	<p>La future programmation devrait permettre tout à la fois de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Simplifier le montage des dossiers, avec des projets collaboratifs et en articulation avec les autres financeurs • Permettre une distribution d'acomptes • Permettre de financer la totalité du cycle de vie d'un projet depuis son diagnostic initial jusqu'à son évaluation a posteriori • La mise en œuvre d'actions pluri-annuelles • L'animation territoriale pour l'émergence de projets d'envergure • Sélection transparente des projets au plus proche de la stratégie régionale • Une coordination spatiale des actions financées entre les financeurs • Un partage des connaissances entre porteurs de projets • Le soutien à des projets reproductibles et transférables sur la Région <p>L'ARB est un acteur d'animation et de coordination attendu pour la prochaine programmation.</p>

Dans quelles mesures les évolutions observées au niveau de la biodiversité durable peuvent-elles être reliées à l'intervention du FEDER ?	Les acteurs soulignent que l'érosion de la biodiversité s'accélère en particulier dans les milieux agricoles. Cette érosion est moins sensible dans les aires protégées et les acteurs font le lien entre les actions du FEDER dans ces zones et leur meilleur état écologique. Par ailleurs, le FEDER ayant soutenu des programmes d'amélioration des connaissances, ces inventaires ont permis d'orienter l'action publique, rendant plus efficient les actions de conservation.
En quoi l'axe 4 a-t-il contribué à la restauration et à la conservation des écosystèmes bourguignons ?	L'axe 4 permet de soutenir des projets sur un large spectre de milieux naturels, et donc aboutit à une bonne couverture des différents écosystèmes (zones humides, cours d'eau, prairies sèches etc). L'amélioration des connaissances et l'animation territoriale soutenues au cours du programme contribuent à orienter et à faire émerger les actions de restauration et de conservation. Néanmoins, la part des dépenses d'investissement sur cette programmation reste en deçà des objectifs initiaux. L'impact de l'axe 4 a donc été moindre que prévu en termes de restauration et de conservation. Il peut être attendu que ces projets d'investissement soient en cours de structuration actuellement et se concrétisent au cours de la prochaine programmation.
L'animation financée au titre de l'axe a-t-elle permis l'émergence et l'engagement de travaux en faveur de la continuité écologique ?	L'animation territoriale est perçue comme une dépense nécessaire à l'émergence de projets de restauration. Les personnes auditionnées insistent sur la dimension spatiale et multi-acteurs liée à la biodiversité et sur l'absence de compétences au sein des collectivités. L'animation territoriale par des agents locaux est donc plébiscitée pour l'émergence de projets en soulignant que les délais d'émergence sont souvent longs (autour de 5 ans).
En quoi la participation de l'Europe permet-elle une plus-value en termes de protection et de restauration de la trame verte et bleue ?	L'axe 4 permet d'augmenter les ambitions des projets de restauration et de conservation des écosystèmes bourguignons qui ont été menés lors de cette programmation. Du fait que la participation de l'Europe arrive en bouclage de plans de financement de projets déjà soutenus par d'autres financeurs, il est perçu comme une plus-value dans la mise en œuvre de leur stratégie biodiversité, par exemple pour les ENS au niveau départemental. De ce fait, la plus-value du FEDER-FSE reste avant tout financière plutôt que de complémentarité des milieux ou espèces ciblées par rapport aux autres financements.
L'intervention des fonds européens en matière de	Les fonds de la programmation actuelle ont été majoritairement utilisés pour des dépenses de

biodiversité durable reste-t-elle pertinente au regard des différents financements, en fonction du type de projets : fonctionnement ou investissement ?	fonctionnement, associées à des actions d'animation et d'amélioration des connaissances. L'ensemble des acteurs indique que ce type de dépenses n'est pas facilement justifiable au sein du FEDER qui semble plus approprié pour des dépenses d'investissement.
L'axe 4 « Pour une biodiversité durable » est-il cohérent avec les autres axes du programme opérationnel concernant la prise en compte de l'aspect environnemental et avec le programme de développement rural FEADER ?	<p>L'articulation entre les actions FEDER et FEADER n'est pas toujours aisée, d'autant plus sur des actions de type animation territoriale. Le spectre des milieux concernés par le FEDER est large dans la programmation actuelle, et certains acteurs souhaitent une segmentation plus stricte entre les différents programmes, en focalisant les fonds FEDER sur les milieux ordinaires hors statut de protection.</p> <p>Les acteurs mettent en avant la nécessité d'aborder la biodiversité de manière transversale sur l'ensemble des axes au travers d'une grille d'évaluation spécifique et d'appels à projets recouvrant plusieurs thématiques via les solutions basées sur la nature (îlots de chaleur, etc). En revanche, la conservation d'un axe biodiversité distinct est privilégiée, pour assurer l'usage des fonds effectivement pour la préservation de celle-ci. Étant donné le niveau hétérogène de sensibilisation des élus et collectivités concernant l'érosion de la biodiversité, la convergence de cet axe avec des enjeux urbains ou de mobilités serait préjudiciable.</p>
L'intervention du PO FEDER-FSE s'inscrit-elle dans la mesure n°9 de la stratégie de mandat de la Région Bourgogne-Franche-Comté, à savoir « valoriser et protéger la biodiversité et le patrimoine naturel de notre Région » ? L'articulation avec l'action régionale va-t-elle dans le sens de la volonté européenne ?	<p>Le processus de sélection et d'orientation des dossiers vers le PO FEDER-FSE est mené actuellement par le service sectoriel compétent de la Direction de l'Environnement, . Il n'existe pas à la connaissance des acteurs un cadre d'évaluation explicite permettant de préciser la cohérence entre les dossiers retenus et la stratégie régionale, de fixer la répartition des dépenses de fonctionnement et d'investissement entre les fonds structurels régionaux et le fond FEDER-FSE ainsi que le niveau d'excellence souhaité. L'absence d'un processus d'évaluation précis et transparent des dossiers ne va pas dans le sens de la volonté européenne. Dans le cadre de projets portant sur la biodiversité, d'autres co-financeurs sont impliqués. L'articulation entre les différents financeurs sur la nature des projets soutenus en termes de type d'actions et de milieux ciblés est aussi nécessaire pour se conformer à la volonté européenne afin d'éviter des recouvrements (en particulier FEDER/FEADER).</p>

5. Annexes

1. Enquête

a. Méthodologie

L'évaluation du FEDER conduit à auditer trois groupes distincts de personnes :

- Les acteurs en « charge » du programme FEDER et de la stratégie régionale biodiversité dans son portage stratégique, politique, d'animation, et technico-financier
- Les acteurs en « charge » des actions financées par le programme FEDER
- Les principaux co-financeurs des actions financées par le le programme FEDER

Les entretiens semi-directifs se déroulaient sur rendez-vous soit au sein des locaux des personnes auditionnées, soit par téléphone. Les interviews ont été réalisées par un unique auditeur (Catherine de Roince, TerrOïko). En premier lieu, l'auditeur présentait le cadre de l'étude, l'objectif de l'enquête, garantissait la confidentialité des entretiens. Ensuite, la personne auditionnée était invitée à préciser la couverture géographique des activités de sa structure au sein de la région Bourgogne et son ancienneté au poste qu'elle occupe par rapport à la période 2014-2020.

Une fois ces deux étapes introductives accomplies, l'auditeur initiait la discussion autour des activités réalisées par la personne auditionnée pour ensuite traiter de l'évaluation du PO FEDER-FSE 2014-2020. L'auditeur intervenait sous forme de question ou de reformulation dans deux cas de figure :

1. Demander à la personne auditionnée de préciser/étoffer ses propos
2. Orienter la discussion sur un nouvel aspect de l'étude en s'appuyant sur les questions des grilles d'entretien (en annexe)

Lorsque l'ensemble des points de la grille d'analyse des entretiens a été abordé, l'auditeur concluait l'entretien.

b. Acteurs interrogés pour les entretiens

Groupes	Liste des acteurs auditionnés
<p>Groupe 1 :</p> <p>Acteurs en "charge" du programme FEDER et de la stratégie régionale sur la biodiversité</p>	<p>Elus régionaux</p> <p>Stéphane WOYNAROSKI Président de l'agence régionale de la biodiversité et Conseiller régional délégué à l'Agenda 21, à la biodiversité et aux parcs</p> <p>Direction Europe et Rayonnement International</p> <p>Mathias MESLIER Chargé de mission pilotage du PO Bourgogne</p> <p>Franck ROUSSELET Chargé de mission biodiversité</p> <p>Souhila MOHAMMED-SAAD Chargée de gestion biodiversité</p> <p>Direction Environnement</p> <p>Isabelle ROUGIEUX Directrice Environnement</p> <p>Agnès COMPAGNE Cheffe de service biodiversité</p> <p>Laurent GRITTI Chef de service déchets – eau - EEDD</p>
<p>Groupe 2 :</p> <p>Acteurs en "charge" des actions financées par le PO FEDER</p>	<p>Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne, Romain GAMELON, directeur</p> <p>Ligue de Protection des Oiseaux 89, Guy HERVE, Président</p> <p>Ligue de Protection des Oiseaux 21, Joseph ABEL, directeur</p> <p>Société d'histoire naturelle et des amis du musée d'Autun, Daniel SIRUGUE, directeur</p> <p>Alterre, Aurélien LOOS, directeur</p> <p>Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien, Olivier BARDET, responsable de la délégation Bourgogne</p> <p>Parc Naturel Régional du Morvan, Christine DODELIN, conservatrice de la réserve régionale des tourbières du Morvan</p>
<p>Groupe 3 :</p> <p>Acteurs du co-financement des actions financées par le FEDER</p>	<p>DREAL Bourgogne- Franche Comté, Luc TERRAZ, chef du département biodiversité</p> <p>Conseil départemental 21, Jean-Noël THOMAS, chef de service environnement et milieux naturels</p> <p>Conseil départemental 58, Fabrice ALRIC, responsable du patrimoine naturel, environnement et transition écologique</p> <p>Conseil départemental 89, Guy PERETZ, directeur de</p>

	<p>l'environnement</p> <p>Agence de l'eau Seine-Normandie, Francis SCHNEIDER, directeur territorial Seine amont</p> <p>Agence Française pour la biodiversité*</p>
--	--

*Les auditions n'ont pas encore été réalisées pour ces acteurs mais devraient l'être d'ici la fin de la mission.

c. Questionnaires

Groupe 1 Région BFC	
L'entretien se focalisera en priorité sur la cohérence entre les axes stratégiques de la région Bourgogne-FrancheComté en matière de biodiversité et l'axe 4 du PO FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020 ainsi que l'articulation de celui-ci avec l'Europe, les autres dispositifs s'appliquant sur le territoire (autres financeurs, etc)	
Identification	<p>Quels sont les enjeux de biodiversité durable de la région Bourgogne ? Sur votre secteur ? Quels acteurs sont concernés ?</p> <p>Quels enjeux de biodiversité durable le PO bourguignon traite-t-il ?</p> <p>Quels acteurs régionaux interviennent dans le PO Bourgogne depuis la fusion des régions ?</p> <p>Quels sont les financeurs de la protection et de la restauration de la TVB en Bourgogne ? Comment interviennent-ils ?</p> <p>Avec quels autres axes du PO l'axe 4 est-il en interaction ? Est-il en interaction avec d'autres programmes tel que le FEADER ? Dans quels documents de référence le PO Bourgogne s'inscrit-il ?</p>
Diagnostic	<p>Comment le PO Bourgogne intègre-t-il les axes stratégiques régionaux en matière de biodiversité ? Permet-il de couvrir l'ensemble des axes stratégiques de l'Europe en matière de biodiversité ?</p> <p>Pensez-vous que les actions soutenues par le FEDER couvrent l'ensemble des types de milieux et d'espèces ? Le PO Bourguignon est-il accessible à toutes les catégories d'acteurs ?</p> <p>Quelle cohérence a le PO Bourgogne par rapport aux zonages réglementaire ? Avec les politiques de continuités écologiques (SRCE) ?</p> <p>Sur quel type d'actions trouvez-vous le FEDER plus pertinent / moins pertinent que les autres financements existants ? Pourquoi ?</p> <p>Pensez-vous que le FEDER permet de faire émerger des engagements en faveur de la biodiversité au sein de nouveaux territoires ?</p> <p>Comment a évolué la biodiversité au cours de période 2014-2020 sur</p>

	<p>l'ensemble de la région ? Quelle est la contribution du FEDER dans cette évolution ?</p> <p>Est-ce que la fusion des régions a eu un impact sur la mise en œuvre du PO Bourguignon 2014-2020 ?</p> <p>Quelles sont les types d'actions communes entre les différents axes du PO Bourgogne ? Comment fait-on pour trouver des synergies entre ces programmes ? Existe-t-il des actions antagonistes ?</p>
Prospective	<p>Pouvez-vous esquisser trois scénarios (tendanciel, positif négatif) pour la prochaine programmation 2021-2027 ?</p> <p>Comment s'organiserait un PO commun aux deux régions pour la prochaine programmation ? Comment intégrer la volonté européenne dans les perspectives d'avenir de la prochaine programmation ? Sur quels enjeux de biodiversité se concentrer ? Quel sera l'impact de vos scénarios sur l'évolution de la biodiversité en Bourgogne ? Pouvez-vous me préciser la plus-value de l'Europe dans vos scénarios ? Comment s'articuleraient, selon vous, les différentes sources de financements ? Qui serait susceptible de prendre le relais en cas de retrait du FEDER sur ce type d'actions ?</p>
Actions	<p>Que doit-on faire pour faire se joindre les objectifs biodiversité des deux régions ? Quels sont les axes d'amélioration ?</p> <p>Comment pourrions-nous améliorer le dispositif : sur des aspects organisationnels, de conditions de financement, de coordination des acteurs ?</p> <p>De quoi aurait-on besoin pour améliorer l'efficacité des actions de restauration ?</p> <p>Existe-t-il des axes d'amélioration entre l'articulation du FEDER et les zonages réglementaires ?</p> <p>Existe-t-il des axes d'amélioration entre l'articulation du FEDER et les autres types de financement ?</p> <p>Quels sont les axes de progression vers une cohérence entre les différents axes et programmes FEDER, FEADER etc ?</p>

Groupe 2

Porteurs d'actions

L'entretien se focalisera en priorité sur leur expérience du programme FEDER par rapport à leurs objectifs en faveur de la biodiversité, leurs contraintes propres (parties prenantes, zonages réglementaires, etc), et les autres dispositifs qu'ils mobilisent dans le cadre de leurs activités. Les questions seront sélectionnées en fonction du type d'actions portées par la personne audité. L'adéquation et l'efficacité du PO sera aussi abordée en lien

avec les évolutions observées de la biodiversité en Bourgogne.	
Identification	<p>Quels sont les enjeux de biodiversité durable de la région Bourgogne ? Sur votre secteur ? Pourquoi sollicitez-vous le soutien du FEDER ? Quels acteurs sont concernés ?</p> <p>Quelles sont les actions financées par le FEDER ? Quelles sont celles que vous avez mises en œuvre ?</p> <p>Quel type d'animation mettez-vous en place sur votre territoire ? Quels acteurs réalisent l'animation ? Est-elle réalisée dans le but de concevoir des travaux, avec quels acteurs ?</p> <p>Quels sont les financeurs de la protection et de la restauration de la TVB en Bourgogne ? Comment interviennent-ils ?</p> <p>Quels autres financements mobilisez-vous dans le cadre de vos activités ?</p>
Diagnostic	<p>Est-ce que la fusion des régions a eu un impact pour vous concernant vos dossiers FEDER ?</p> <p>Pensez-vous que les actions soutenues par le FEDER couvrent l'ensemble des types de milieux et d'espèces ? Quelle cohérence a le PO Bourgogne par rapport aux zonages réglementaires ?</p> <p>Sur quel type d'actions trouvez-vous le FEDER plus pertinent / moins pertinent que ces autres financements ? Pourquoi ?</p> <p>Pensez-vous que les actions de restauration menées ont permis le retour d'espèces ou l'amélioration significative de la fonctionnalité des corridors restaurés ? Quelles seraient les conditions de réussite ou d'échec de la restauration ?</p> <p>Comment l'animation facilite-t-elle l'engagement de travaux en faveur des continuités écologiques ? A quel point vos actions d'animation ont pu coordonner l'action en faveur des continuités écologiques des différents niveaux des collectivités de la commune à la région ?</p> <p>Qu'apporte la participation de l'Europe dans la protection et la restauration de la TVB ? Pensez-vous que le FEDER permette de faire émerger des engagements en faveur de la biodiversité au sein de nouveaux territoires ? Quelles sont les complémentarités avec les autres financeurs ?</p> <p>Comment a évolué la biodiversité au cours de période 2014-2020 sur votre secteur, sur l'ensemble de la région ? Quelle est la contribution du FEDER dans cette évolution ?</p> <p>Rencontrez-vous des antagonismes entre les objectifs des différents axes du FEDER Bourgogne ou du FEADER ?</p>
Prospective	Pouvez-vous esquisser trois scénarios (tendanciel, positif négatif) pour

	<p>la prochaine programmation 2021-2027 ?</p> <p>Sur quels enjeux de biodiversité se concentrer ? Pouvez-vous me dire dans chacun des scénarios quel type d'animation serait adapté ? Quel sera l'impact de vos scénarios sur l'évolution de la biodiversité en Bourgogne ? Pouvez-vous me préciser la plus-value de l'Europe dans vos scénarios ? Comment s'articulerait selon vous les différentes sources de financements ? Qui serait susceptible de prendre le relais en cas de retrait du FEDER sur ce type d'actions ?</p>
Actions	<p>Comment pourrions-nous améliorer le dispositif : sur des aspects organisationnels, de conditions de financement, de coordination des acteurs ?</p> <p>Que pourrions-nous faire pour que le FEDER contribue davantage à favoriser la biodiversité ?</p> <p>De quoi aurait-on besoin pour améliorer l'efficacité des actions de restauration ?</p> <p>Quels sont, pour vous, les leviers d'actions en termes d'animation qui pourraient avoir plus d'impact sur les travaux en faveur des continuités écologiques ?</p> <p>Existe-t-il des axes d'amélioration entre l'articulation du FEDER et les zonages réglementaires ?</p> <p>Existe-t-il des axes d'amélioration entre l'articulation du FEDER et les autres types de financement ?</p> <p>Quels sont les axes de progression vers une cohérence entre les différents programmes (FEDER, FEADER) ?</p>

<p>Groupe 3</p> <p>co-financeurs</p> <p>L'entretien se focalisera en priorité sur la cohérence et la complémentarité du PO FEDER par rapport aux objectifs en faveur de la biodiversité des principaux co-financeurs, leurs contraintes propres (parties prenantes, zonages réglementaires, etc). Les questions seront sélectionnées en fonction du type d'actions portées par la personne audité. L'adéquation et l'efficacité du PO sera aussi abordée en lien avec les évolutions observées de la biodiversité en Bourgogne.</p>	
Identification	<p>Quels sont les enjeux de biodiversité durable de la région Bourgogne ? Sur votre secteur ? Quels acteurs sont concernés ?</p> <p>Quels sont les financeurs de la protection et de la restauration de la TVB en Bourgogne ? Comment interviennent-ils ?</p> <p>Dans quels documents de référence le PO Bourgogne s'inscrit-il ?</p>

	Quels acteurs régionaux interviennent dans le PO Bourgogne depuis la fusion des régions ?
Diagnostic	<p>Pensez-vous que les actions soutenues par le FEDER couvrent l'ensemble des types de milieux et d'espèces ? Quelle cohérence a le PO Bourgogne par rapport aux zonages réglementaire ?</p> <p>Sur quel type d'actions trouvez-vous le FEDER plus pertinent / moins pertinent que ces autres financements ? Pourquoi ?</p> <p>Qu'apporte la participation de l'Europe dans la protection et la restauration de la TVB ? Pensez-vous que le FEDER permette de faire émerger des engagements en faveur de la biodiversité au sein de nouveaux territoires ? Quelles sont les complémentarités avec les autres financeurs ?</p> <p>Comment a évolué la biodiversité au cours de période 2014-2020 sur votre secteur, sur l'ensemble de la région ? Quelle est la contribution du FEDER dans cette évolution ?</p> <p>Quelle cohérence a le PO Bourgogne par rapport aux zonages réglementaires ? Avec les politiques de continuités écologiques (SRCE) et vos politiques (ENS, etc) ?</p>
Prospective	<p>Pouvez-vous esquisser trois scénarios (tendanciel, positif négatif) pour la prochaine programmation 2021-2027 ?</p> <p>Sur quels enjeux de biodiversité se concentrer ? Quel sera l'impact de vos scénarios sur l'évolution de la biodiversité en Bourgogne ? Pouvez-vous me préciser la plus-value de l'Europe dans vos scénarios ? Comment s'articulerait, selon vous, les différentes sources de financements ? Qui serait susceptible de prendre le relais en cas de retrait du FEDER sur ce type d'actions ?</p>
Actions	<p>Comment pourrions-nous améliorer le dispositif : sur des aspects organisationnels, de conditions de financement, de coordination des acteurs ?</p> <p>De quoi aurait-on besoin pour améliorer l'efficacité des actions de restauration ?</p> <p>Quels sont pour vous les leviers d'actions en termes d'animation qui pourraient avoir plus d'impact sur les travaux en faveur des continuités écologiques ?</p> <p>Existe-t-il des axes d'amélioration entre l'articulation du FEDER et les zonages réglementaires ou de protection ?</p> <p>Existe-t-il des axes d'amélioration entre l'articulation du FEDER et les autres types de financement ?</p> <p>Que doit-on faire pour faire se joindre les objectifs biodiversité des</p>

	<p>deux régions ? Quels sont les axes d'amélioration ?</p> <p>Existe-t-il des axes d'amélioration entre l'articulation du FEDER et les autres types de financement ?</p> <p>Quels sont les axes de progression vers une cohérence entre les différents axes et programmes FEDER, FEADER etc ?</p>
--	---

2. Dossiers de la base de données SYNERGIE utilisées pour l'analyse quantitative

NB : Les dossiers sont présentés en fonction de leur statut à la date du 16 janvier 2020. Certains dossiers peuvent avoir été modifiés depuis, dans ce cas les modifications n'ont pas été prises en compte.

N° des dossiers pris en compte :

- | | |
|---------------------------|---------------------------|
| 1. BG0000362 (2015) | 32. BG0006860 (2016) |
| 2. BG0000364 (2015) | 33. BG0008408 (2016) |
| 3. BG0000427 (2015) | 34. BG0008447 (2016) |
| 4. BG0000484 (2015) | 35. BG0008753 (2016) |
| 5. BG0001344 (2015) | 36. BG0008818 (2017-2018) |
| 6. BG0001391 (2015) | 37. BG0008990 (2016) |
| 7. BG0001407 (2015) | 38. BG0008994 (2016) |
| 8. BG0001414 (2015) | 39. BG0009291 (2016) |
| 9. BG0001483 (2015) | 40. BG0009304 (2016) |
| 10. BG0001490 (2015) | 41. BG0009437 (2016) |
| 11. BG0001496 (2015) | 42. BG0009551 (2016) |
| 12. BG0001512 (2015) | 43. BG0010143 (2017) |
| 13. BG0001514 (2015) | 44. BG0010267 (2017) |
| 14. BG0001515 (2015) | 45. BG0010336 (2017) |
| 15. BG0001546 (2015) | 46. BG0011664 (2017) |
| 16. BG0001577 (2015) | 47. BG0011798 (2017) |
| 17. BG0001761 (2015) | 48. BG0012336 (2017) |
| 18. BG0001763 (2015) | 49. BG0012483 (2017) |
| 19. BG0002563 (2015) | 50. BG0012701 (2017) |
| 20. BG0002634 (2016) | 51. BG0013224 (2017) |
| 21. BG0003328 (2015-2016) | 52. BG0013673 (2017) |
| 22. BG0004236 (2016) | 53. BG0013769 (2017) |
| 23. BG0004240 (2016) | 54. BG0013770 (2017) |
| 24. BG0004378 (2015) | 55. BG0013839 (2017) |
| 25. BG0004456 (2016) | 56. BG0013918 (2017) |
| 26. BG0004457 (2016) | 57. BG0014385 (2017) |
| 27. BG0005001 (2015-2016) | 58. BG0014748 (2017) |
| 28. BG0005051 (2016) | 59. BG0015143 (2017) |
| 29. BG0006856 (2016) | 60. BG0015353 (2017) |
| 30. BG0006857 (2016) | 61. BG0015372 (2017-2018) |
| 31. BG0006858 (2016) | 62. BG0015404 (2017) |

- 63. BG0017112 (2018-2019)
- 64. BG0018194 (2018-2019)
- 65. BG0018311 (2018)
- 66. BG0018493 (2018)

- 67. BG0018868 (2018)
- 68. BG0019430 (2018)
- 69. BG0019890 (2018)
- 70. BG0020304 (2018)

N° des dossiers pris en compte à titre prévisionnel

Total payé retenu AG non renseigné, prise en compte des valeurs budgétaires prévisionnelles

- 1. BG0010268 (2017)
- 2. BG0019905 (2018)
- 3. BG0021331 (2018-2019)

- 4. BG0021380 (2018-2019)
- 5. BG0022534 (2019)

N° des dossiers non pris en compte

Financement FEDER payé retenu AG 0,00€

- 1. BG0014170 (2017)
- 2. BG0018434 (2018)
- 3. BG0019756 (2018)

N° des dossiers non pris en compte

Dossiers rejetés/abandonnés

4. BG0010278 (2017) – abandon de l'opération - O
5. BG0010484 (2016) – demande abandonnée/rejetée avant programmation - O
6. BG0016184 (2018) – demande abandonnée/rejetée avant programmation - O
7. BG0017073 (2018) – demande abandonnée/rejetée avant programmation - O

N° des dossiers non pris en compte

Dossiers pas encore validés par le comité décisionnel

1. BG0021187 (2019) – en attente comité décisionnel (FEDER 256 804,00€)
2. BG0022063 (2019) – en attente comité décisionnel (FEDER 13 748,78€)
3. BG0022611 (2019) – initialisation du dossier (FEDER 32 782,00€)
4. BG0023444 (2019) – en attente comité décisionnel (FEDER 88 982,00€)
5. BG0023644 (2019) – en attente comité décisionnel (FEDER 9 985,00€)
6. BG0023937 (2019) – en attente comité décisionnel (FEDER 107 537,84€)
7. BG0024435 (2019) – en attente comité décisionnel (FEDER 45 921,03€)
8. BG0024513 (2019) – en attente comité décisionnel (FEDER 151 008,33€)
9. BG0024674 (2019) – en attente comité décisionnel (FEDER 27 398,69€)
10. BG0025066 (2019) – en cours d'instruction (FEDER 30 116,00€)
11. BG0025094 (2019) – en attente comité décisionnel (FEDER 471 839,25€)
12. BG0025283 (2019) – en attente comité décisionnel (FEDER 75 000,00€)
13. BG0025318 (2019) – en attente comité décisionnel (FEDER 43 203,64€)
14. BG0025339 (2019) – en attente comité décisionnel (FEDER 16 929,50€)

Et suivants

3. Bibliographie

a. Rapports

Evaluation de mise en œuvre des PO FEDER-FSE Bourgogne & Franche-Comté Massif du jura. 2017. <https://www.europe-bfc.eu/wp-content/uploads/2018/07/Rapport-final-de-l%C3%A9valuation-de-mise-en-oeuvre-des-PO-FEDER-Bourgogne-et-Franche-Comt%C3%A9.pdf>

Evaluation des Schémas Régionaux Climat Air Energie en Bourgogne et en Franche-Comté. 2017. http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/1_rapport030717_maj_pour_diffusioncopil_cle0637c6-1.pdf

Guide des indicateurs du PO FEDE-FSE 2014-2020 Bourgogne. 2018. Guide indicateurs_CR Bourgogne_V2.

La biodiversité en Bourgogne-Franche-Comté. Une synthèse pour tout comprendre. <https://www.bourgognefranchecomte.fr/sites/default/files/2019-07/synthese%20biodiv-mc.pdf>

Le développement durable une priorité pour la Région. Rapport 2017-2018. <https://www.bourgognefranchecomte.fr/sites/default/files/2019-01/RDD%202018%20couv.pdf>

Programme Opérationnel FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020. 2018. http://www.fse.gouv.fr/sites/default/files/programme_national_initiative_pour_emploi_des_jeunes_applicable_au_03_septembre_2018.pdf

Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 : vade-mecum de l'instruction. Version 6.

Rapport annuel et final de mise en œuvre pour l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi» 2014-2015-2016-2017.

Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement Européen et du conseil du 17 décembre 2013. Journal officiel de l'Union européenne. L347/320. 20.12.2013. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2013/1303/oj>

Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie de la Bourgogne. 2012. <http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/le-srcae-de-bourgogne-r1955.html>

Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Bourgogne. 2015.
<http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/le-srce-de-bourgogne-a7202.html>

Stratégie de mandat 2016-2021. Région Bourgogne-Franche-Comté.
<https://www.bourgognefranchecomte.fr/sites/default/files/2018-06/La%20strat%C3%A9gie%20de%20mandat%202016-2021.pdf>

Stratégie Régionale pour la Biodiversité. Bourgogne. Diagnostic : des enjeux à partager.
<http://strategie.biodiversite.bourgognefranchecomte.fr/r/50/diagnostic-du-territoire/>

SRADDET-ICI 2050. Fascicule des règles. Région Bourgogne-Franche-Comté. Projet Juin 2019.

SRADDET-ICI 2050. Rapport d'objectif. Région Bourgogne-Franche-Comté. Projet Juin 2019.

b. Sites internet :

<https://www.bourgognefranchecomte.fr/>

<https://www.europe-bfc.eu/>

<http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/le-srce-de-bourgogne-a7202.html>

https://ec.europa.eu/regional_policy/fr/2021_2027/#1

<https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/fonds-europeens>

Évaluation portant sur l'axe 4 « Pour une biodiversité durable » du programme opérationnel FEDER-FSE Bourgogne 2014-2020

Vos correspondants pour cette mission :

Jérémie CORNUAU jeremie.cornuau@terroiko.fr 06-74-03-22-55

Auteurs du livrable final : Jérémie Cornuau & Catherine de Roincé

Autres consultants pour la mission : Nina King-Gillies, Marie Soret & Lucie Gendron



**RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ**

avec le Fonds européen de développement régional (FEDER)